

FIVA

Fonds d'Indemnisation
des Victimes de l'Amiante

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2023

Accompagner les victimes de l'amiante

Le FIVA est un établissement public administratif national qui indemnise les victimes de l'amiante et leurs ayants droit

FIVA
Fonds d'Indemnisation des Victimes de l'Amiante

Retrouvez-nous sur

www.fiva.fr

L'édito

de Pascale Bailly, présidente du FIVA



Après 20 années d'engagement au service des victimes de l'amiante et de leurs ayants droit, le Fonds d'Indemnisation des Victimes de l'Amiante (FIVA) a versé plus de 7 milliards d'euros d'indemnisations à plus de 110 000 victimes.

L'année 2023 a été marquée par des changements significatifs pour l'établissement. L'adaptation à un revirement juridique majeur de la Cour de cassation concernant la nature de la rente a eu des conséquences importantes pour le FIVA qui a su démontrer sa capacité à s'adapter pour continuer de répondre efficacement aux demandes des victimes.

Autre fait marquant de l'année : le vote par le Conseil d'administration d'une revalorisation du barème d'indemnisation des préjudices extrapatrimoniaux, majoré de 10,5% et désormais indexé sur l'inflation.

Surtout, l'établissement a entrepris de nombreuses actions en faveur de l'accès aux droits.

Pour améliorer l'accès aux services de l'établissement, le FIVA a lancé une refonte de son site internet et introduit un outil de demandes en ligne, « FIVA Demandeur ». Ces initiatives visent à simplifier les démarches pour les victimes et leurs ayants droit, sans supprimer pour autant la voie papier et en conservant une plateforme d'accueil téléphonique performante, disponible facilement et gratuite.

Toujours dans l'optique d'améliorer la qualité de service rendu aux usagers, le service indemnisation, cœur de l'établissement, a entamé une réorganisation en profondeur. Elle permettra un suivi individualisé, complet, approfondi, de chaque dossier. Cela concrétise la volonté du FIVA de mieux répondre aux besoins des victimes tout en améliorant les conditions de travail du personnel.

Enfin la révision législative obtenue dans la loi de financement de la sécurité sociale pour 2024[1], qui vient modifier l'article fondateur du FIVA, ouvre de nouvelles perspectives pour l'action de lutte contre le non-recours au Fonds des victimes de l'amiante. Elle permettra d'initier une politique proactive d'identification et de soutien des victimes, dite « d'aller-vers », s'attaquant directement au problème du non-recours.

L'enquête annuelle de satisfaction confirme le haut niveau de satisfaction des usagers : plus de 94% des répondants se disent satisfaits du traitement de leur dossier par le FIVA. Ce résultat conforte l'établissement dans le bien-fondé de ses efforts quotidiens pour remplir sa mission efficacement.

Face aux défis de 2024, le FIVA reste déterminé à poursuivre son œuvre avec la même rigueur et le même engagement. La solidarité, le sens partagé de l'utilité de l'action de chacune et chacun et la capacité collective à s'adapter aux évolutions de notre environnement sont la force de l'établissement, toujours au service de ses bénéficiaires.

J'espère que ce rapport d'activité 2023 vous offrira une vision complète du travail au sein de l'établissement et des progrès réalisés au service des victimes de l'amiante. Au nom du Conseil d'administration, je souhaite exprimer notre gratitude envers toutes celles et ceux qui soutiennent notre mission et participent à rendre possible ces excellents résultats.

1 · Article 89 de la Loi de financement de la Sécurité sociale pour 2024.

FIVA

SOMMAIRE

05 — Le FIVA en chiffres
06 — Le FIVA en 2023

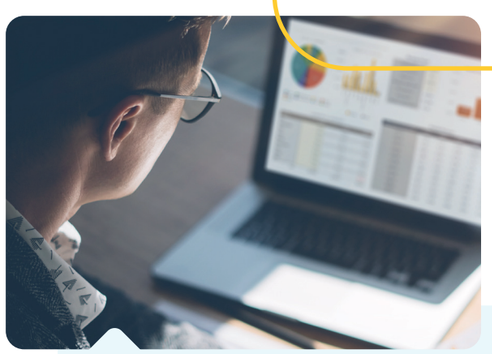
Partie 1
AU CŒUR DU FIVA

12 — Nature de la rente accident du travail et maladie professionnelle
15 — Révision du barème des préjudices extrapatrimoniaux
17 — Le service aux victimes
22 — Lutte contre le non-recours
26 — Le FIVA se modernise



Partie 2
ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

32 — Rappel historique
34 — Le conseil d'administration
38 — L'organigramme du FIVA
40 — Le contrôle interne
42 — La CECEA
47 — COP 2020-2023 : les dernières avancées



Partie 3
RESSOURCES FINANCIÈRES DU FIVA

54 — Ressources financières
59 — Dépenses du FIVA

Partie 4
DONNÉES TECHNIQUES

66 — Les demandes
81 — Les décisions
90 — L'activité contentieuse

EN 2023
LE FIVA C'EST...

74
agents au service des victimes et de leurs ayants droit

17 418
nouvelles demandes d'indemnisation déposées

16 886
décisions d'indemnisation formulées par le FIVA

335,9
millions d'euros consacrés à l'indemnisation des victimes et de leurs ayants droit

91 %
de réussite dans le cadre des recours engagés par le FIVA contre les employeurs responsables

94,4 %
de satisfaction globale des victimes et ayants droit sur la qualité du service rendu par le FIVA

LE FONDS D'INDEMNISATION DES VICTIMES DE L'AMIANTE en 2023



Le Fonds d'Indemnisation des Victimes de l'Amiante (FIVA), créé par l'article 53 de la loi de financement de la Sécurité sociale pour 2001, est un établissement public administratif placé sous la tutelle conjointe des ministres chargés de la Sécurité sociale et du budget.

Sa mission est d'assurer la réparation intégrale de l'ensemble des préjudices subis par les victimes et leurs ayants droit résultant directement d'une exposition à l'amiante sur le territoire de la République française.

La gouvernance du FIVA est assurée par un conseil d'administration présentant une composition atypique : les organisations syndicales et les organisations d'aide aux victimes disposent respectivement de 5 et 4 sièges, les organisations patronales de 3 sièges. Le directeur de la caisse nationale d'assurance maladie et 3 personnalités qualifiées sont en outre membres du conseil d'administration. Enfin, l'État dispose de 5 représentants au sein de ce conseil.

Cette organisation spécifique est liée à l'histoire de l'utilisation de l'amiante en France et les actions menées par des associations de victimes pour défendre leur droit à une juste réparation. La composition équilibrée de ce Conseil a permis d'assurer une indemnisation intégrale des préjudices subis par les victimes, de manière rapide et équitable, sur tout le territoire de la République française.

Depuis sa création, plus de cent dix mille victimes[2] ont saisi le FIVA : au 31 décembre 2023, 7,3 milliards € ont été attribués (montant total cumulé d'indemnisations).

Établi à l'intention du Parlement et du Gouvernement, ce vingt-deuxième rapport d'activité couvre l'année civile 2023. Il a été approuvé le 11 juin 2024 par le conseil d'administration du FIVA, conformément aux dispositions de l'article 53-VII de la loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000 et de l'article 8-8 du décret n° 2001-963 du 23 octobre 2001.

2 · Le terme « victime » employé au sein du présent rapport désigne exclusivement les personnes atteintes d'une pathologie liée à une exposition à l'amiante ayant saisi le FIVA, le rapport d'activité retraçant par définition la seule activité du Fonds.

La demande se stabilise depuis 2020

Ces quatre dernières années, la demande globale est en moyenne de 17 400 dossiers annuels. Elle s'établit à 17 418 en 2023 contre 19 725 demandes en 2019, avant la crise sanitaire.

Une demande globale dont la composition semble trouver un nouvel équilibre

Au sein de la demande globale[3], la part des nouveaux dossiers[4] dans l'ensemble du nombre de demandes décroissait régulièrement depuis 10 ans, passant de 23 % en 2014 à 15,2 % aujourd'hui. Dans le même temps, les préjudices de type « supplémentaire »[5] voyaient leur part augmenter, passant de 10 % à 28 % sur la même période. Cependant, on note une certaine stabilisation de la répartition des différents préjudices depuis 2022.

Des victimes issues majoritairement du régime général et une part toujours croissante des pathologies graves[6]

Dans la continuité des années précédentes, les demandes d'indemnisation proviennent très majoritairement de victimes relevant d'une maladie professionnelle au titre du régime général de la Sécurité sociale.

En outre, depuis 2018, les victimes atteintes de pathologies graves, désignant ici essentiellement les mésothéliomes et les cancers broncho-pulmonaires, sont majoritaires au sein des dossiers déjà évalués par le FIVA et voient leur poids relatif augmenter en raison de la diminution continue du nombre de victimes atteintes de plaques pleurales et d'épaississements pleuraux.

Les maladies dites « spécifiques » sont listées par l'arrêté du 5 mai 2002 : *mésothéliome malin primitif de la plèvre, du péritoine, du péricarde et autres tumeurs pleurales primitives ; plaques calcifiées ou non, péricardiques ou pleurales, unilatérales ou bilatérales, lorsqu'elles sont confirmées par un examen tomodensitométrique.*

3 · Cette notion recouvre l'ensemble des demandes d'indemnisation comptabilisées par préjudice ; il peut y avoir plusieurs préjudices par dossier.

4 · Un « nouveau dossier » correspond à la première demande d'une victime non encore enregistrée dans l'outil métier, quel que soit le nombre de préjudices qu'elle souhaite voir indemnisés.

5 · Une demande est qualifiée de « supplémentaire » par opposition aux demandes « principales » instruites par le FIVA (soit les préjudices d'incapacité fonctionnelle, moral, physique et d'agrément pour la victime, le préjudice moral et d'accompagnement pour les ayants droit).

6 · Les pathologies graves regroupent principalement les mésothéliomes et les cancers broncho-pulmonaires tandis que les pathologies dites bénignes regroupent les plaques pleurales et les épaississements pleuraux.

Des délais de traitement des demandes d'indemnisation maîtrisés

Après une forte dégradation du délai moyen de présentation des décisions en 2020 (à 6 mois et 1 semaine pour un délai légal maximal de 6 mois) en lien avec la crise sanitaire, le FIVA poursuit les efforts engagés depuis 2021 : cette année, les décisions de prise en charge sont adressées en 3 mois et 3 semaines, gagnant presque 1 mois entre 2022 et 2023. Ce résultat est également une conséquence du revirement de jurisprudence de la Cour de cassation, qui permet de calculer l'indemnisation de l'incapacité fonctionnelle sans attendre le retour de l'organisme social informant l'établissement des sommes versées au même titre.

Toutes catégories de demandeurs confondues, le délai moyen de paiement se maintient à un niveau en deçà du délai réglementaire à 1 mois et 2 semaines.

Un taux de satisfaction global et un taux de réussite des recours subrogatoires toujours très élevés

L'enquête de satisfaction réalisée en 2023 confirme l'excellente image du Fonds auprès des demandeurs (94,4 % d'opinions favorables), ce résultat s'inscrivant dans une dynamique positive puisque le taux de personnes « très satisfaites » passe de 55,8 % en 2022 à 60,6 % cette année. Le suivi attentionné du FIVA auprès des victimes atteintes de pathologies graves est par ailleurs très apprécié, 99,5 % d'entre elles se déclarant satisfaites du service offert.

Le taux de réussite du contentieux subrogatoire continue par ailleurs de progresser, évoluant de 86 % en 2022 à 91 % lorsque le FIVA est à l'initiative de l'action en justice. Le service a ainsi généré plus de 31 millions d'euros de recettes.



Ces quatre dernières années, la demande globale est en moyenne de 17 400 dossiers annuels



Partie 1

AU CŒUR DU FIVA

2023 : une année d'évolutions

12 — Nature de la rente accident du travail et maladie professionnelle

15 — Révision du barème des préjudices extrapatrimoniaux

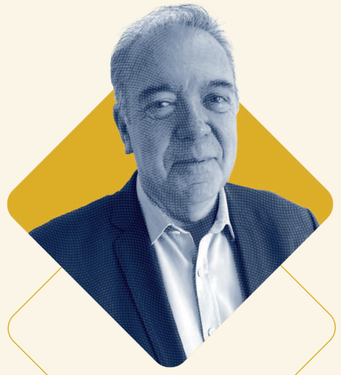
17 — Le service aux victimes

22 — Lutte contre le non-recours

26 — Le FIVA se modernise

ENTRETIEN

Entretien avec Jean-Luc Izard, directeur du FIVA



Vous avez été nommé directeur en août 2022 pour une période de trois ans. À la moitié de votre mandat, quel bilan tirez-vous de votre expérience jusqu'ici ? Quels ont été les principaux défis et réussites au cours de cette période ?

Jean-Luc Izard — L'un des aspects qui m'a le plus marqué est la persistance du problème de l'amiante. Cela crée pour l'établissement un devoir de communication vis-à-vis de la société et des médias pour rappeler cette réalité. Malgré son interdiction en 1997, l'amiante entraîne encore des pathologies graves qui se déclarent souvent des décennies après l'exposition. Elle est encore présente dans de très nombreux bâtiments dans notre pays et nous constatons des comportements d'évitement de certaines normes qui ont pour conséquence l'exposition persistante de personnes aux poussières toxiques.

L'autre élément qui m'a marqué en arrivant au FIVA, en interne, c'est à quel point les agents travaillent bien dans un environnement de grande diversité où se rencontrent des personnes d'origines et cultures différentes. Nous n'avons pas le moindre problème à déplorer : l'établissement donne le sentiment d'être une véritable machine d'intégration, et c'est probablement lié à l'utilité sociale de notre mission.

Enfin, le FIVA est un établissement dont les résultats sont très bons et qui répond aux besoins des usagers si l'on en juge par l'enquête de satisfaction. Pour autant, il y a un risque d'isolement lié à la taille et au caractère très spécifique de l'activité de l'établissement. Pour lutter contre ce risque, nous sommes engagés dans une démarche d'amélioration continue de la qualité de service.

Le monde évolue rapidement, et de nouveaux enjeux émergent. Comment le FIVA s'adapte-t-il aux évolutions actuelles du contexte social, économique et sanitaire, et comment ces adaptations influencent-elles vos orientations stratégiques ?

Jean-Luc Izard — Nous sommes conscients des défis posés par notre taille et notre spécificité dans un monde qui évolue. C'est pourquoi nous avons entrepris des actions d'amélioration continue, notamment sur le plan technique, tout en tenant compte des attentes sociétales. Le développement d'un service en ligne et le maintien de notre plateforme téléphonique gratuite visent à conserver un lien humain avec nos usagers, tout en leur offrant une accessibilité accrue à nos services.

C'est aussi dans ce contexte que l'aller-vers est si important car aujourd'hui les gens attendent aussi que l'information leur parvienne : ils sont pris dans un flot constant d'informations diverses, voire parfois contradictoires et leur situation personnelle est souvent difficile : le message « vous avez des droits au FIVA, ils sont importants, saisissez-nous, nous sommes là pour vous accompagner » doit les atteindre. Enfin, en interne, cela se traduit par la modernisation des outils, un meilleur management, la formation des agents… agents du FIVA qui eux aussi ont évolué et ont d'autres attentes. Nous relevons tous ces défis par la formation, la communication interne, le développement du télétravail, l'expérimentation de la semaine en 4 jours, pour ne citer que cela.

Quels sont les grands projets qui structureront le reste de votre mandat au cours des prochaines années ?

Jean-Luc Izard — J'identifie trois sujets majeurs pour l'avenir de l'établissement. Tout d'abord, nous devons arriver à dématérialiser totalement l'activité interne du FIVA, de l'entrée du dossier au paiement de l'offre jusqu'aux contentieux éventuels ultérieurs. Deux voies de saisie cohabiteront donc : la nouvelle plateforme pour un dépôt numérique et la voie postale classique.

Ensuite, il nous faut continuer d'améliorer la qualité du service rendu, mettre en place l'aller-vers, développer des dispositifs de détection et d'intervention précoce auprès des personnes en situation de précarité suite au décès d'un proche dû à l'amiante.

Enfin, nous avons à cœur de travailler sur l'attractivité du FIVA : l'utilité sociale de notre mission est un atout incontestable mais ce n'est pas suffisant. Nous devons renforcer la qualité du management, la transparence de la communication, l'intégration des valeurs de la République et de la diversité.

L'établissement repose sur l'engagement quotidien de ses agents investis dans leur mission au service des victimes de l'amiante et de leurs ayants droit. Quelle politique des ressources humaines menez-vous à l'heure où la quête de sens et la volonté de conciliation vie privée/vie professionnelle sont de plus en plus fortes ?

Jean-Luc Izard — Notre approche en matière de gestion des ressources humaines repose sur une écoute attentive des besoins des salariés. Pour cela, nous avons besoin d'une ligne managériale qui soit formée, ainsi que d'outils techniques qui fluidifient les relations entre services. L'attractivité passe aussi par la qualité de l'environnement des bureaux, élément important construit par mon prédécesseur, celle de la restauration collective, la présence de la salle de sport… Nous participons par exemple à un Comité vert au sein de la Tour Altaïs qui met en place des solutions concrètes et pérennes pour limiter notre impact écologique et développer le bien-vivre collectif.

Nous avons également voulu favoriser la conciliation vie professionnelle/vie privée en proposant davantage de télétravail aux agents. En 2024, nous expérimenterons la semaine en 4 jours.

Pour autant, la politique de gestion des ressources humaines est très corsetée par le décret de 2003 et les marges de manœuvre sont assez limitées.

En conclusion, je reste convaincu que notre établissement, grâce à son engagement, sa capacité d'adaptation et ses agents dévoués, surmontera les défis à venir et continuera à œuvrer pour rendre le meilleur service possible aux bénéficiaires.



Le palais de justice sur l'île de la Cité à Paris, siège de la Cour de cassation

NATURE DE LA RENTE ACCIDENT DU TRAVAIL ET MALADIE PROFESSIONNELLE

LES SERVICES CONTENTIEUX FACE AU REVIREMENT DE JURISPRUDENCE DE LA COUR DE CASSATION

Par deux arrêts du 20 janvier 2023, la Cour de cassation a opéré un revirement au regard de sa jurisprudence antérieure relatif à la nature de la rente versée par la caisse de sécurité sociale.

Elle jugeait en effet jusqu'alors que la rente servie par la caisse aux victimes présentait une double nature, en ce qu'elle indemnisait, *« d'une part, les pertes de gains professionnels et l'incidence professionnelle de l'incapacité, d'autre part, le déficit fonctionnel permanent »*. Ainsi, en l'absence de perte de gains professionnels ou d'incidence professionnelle, cette rente indemnisait nécessairement le poste de préjudice personnel du déficit fonctionnel permanent [7].

Le revirement de jurisprudence de la Cour de cassation a conféré un caractère exclusivement professionnel à la rente accident du travail et maladie professionnelle, ce qui a eu pour conséquence d'empêcher la déduction de ladite rente de celle offerte par le fonds au titre du déficit fonctionnel.

Cette absence de déduction a entrainé une augmentation significative des montants des indemnisations en 2023[8] et une accélération des procédures internes de l'établissement : en effet, le FIVA n'a plus besoin de connaître le montant des rentes servies par les caisses pour indemniser les victimes au titre du déficit fonctionnel, ce qui réduit les délais d'instruction des demandes.

Au FIVA, si tous les services ont été largement impactés par ce revirement, les deux responsables des services en charge des contentieux (service contentieux indemnitaire et service contentieux subrogatoire), qui suivent de près les évolutions juridiques, sont revenus pour nous sur cet événement majeur de l'année.

7 · Civ. 2e, 11 juin 2009, n° 07-21.768, Bull. II, n° 153 ; Civ. 2e, 11 juin 2009, n° 08-16.089, Bull. II, n° 154

8 · Le nombre de rentes versées a augmenté de 21 % et les montants de celles-ci de 86 % en 2023

Pouvez-vous nous expliquer le revirement de jurisprudence sur la nature de la rente qui a eu lieu en janvier 2023 ?

Nathalie Lameira (responsable du service contentieux indemnitaire) — Le revirement de jurisprudence remet en cause le caractère dual de la rente accident du travail et maladie professionnelle.

L'article 53 IV de la loi du 23 décembre 2000 et le principe de la réparation intégrale du préjudice, sans perte ni profit pour la victime, conduisaient le FIVA à déduire de la rente qu'il sert au titre du déficit fonctionnel la seule part de la rente accident du travail et maladie professionnelle indemnisant le même poste de préjudice. Dès lors que la rente servie par la caisse ne répare plus le préjudice du déficit fonctionnel, son imputation sur la rente due par le Fonds en réparation dudit déficit fonctionnel ne peut plus s'opérer, chacune des rentes réparant désormais un poste de préjudice distinct.

Depuis l'application de cette jurisprudence, il en résulte pour le FIVA l'obligation de verser aux victimes saisissant le Fonds l'intégralité de la rente FIVA au titre du déficit fonctionnel.

Quelles ont été les conséquences de ce revirement sur votre activité et comment votre service s'y est adapté ?

Stéphane Mignon (responsable du service contentieux subrogatoire) — Ce revirement a entraîné des conséquences importantes sur les recours subrogatoires au premier semestre 2023. Les procédures se sont allongées de manière très significative puisque chaque partie devant le tribunal a modifié ses arguments afin de tirer les conséquences de l'arrêt. Nous avons donc dû également répondre à ces nouveaux éléments dans tous les dossiers en cours, afin de prendre acte de la décision de la Cour de cassation. Nous devons nous adapter en permanence à la jurisprudence, aux textes et aux positions du FIVA.

Nathalie Lameira — Le caractère désormais exclusivement professionnel de la rente accident du travail et maladie professionnelle a non seulement impacté le montant des indemnisations dues au titre du préjudice de l'incapacité fonctionnelle, mais également la méthode de calcul de la perte de gains, provoquant par la même une augmentation du nombre de contentieux.

Le service contentieux indemnitaire a dû s'adapter dans l'urgence grâce à un travail en collaboration avec la direction et plus particulièrement la chargée d'expertise juridique Mahé Giraux pour déterminer le positionnement à adopter, notamment pour les dossiers alors pendant devant les cours d'appel. La nature strictement professionnelle de la rente accident du travail et maladie professionnelle nous a en effet contraints à recalculer les indemnisations déjà notifiées dans de nombreux dossiers qu'il nous a fallu rapidement identifier afin d'être en mesure d'établir de nouvelles propositions indemnitaires dans le cadre du contentieux, avec la validation de la Direction. L'anticipation des conséquences juridiques et indemnitaires de ce revirement de jurisprudence nous a toutefois permis d'adapter rapidement nos écritures aux demandes nouvelles de nos contradicteurs.

On observe aussi en 2023 une augmentation des recours en FIE portés par le FIVA. Comment l'expliquez-vous ?

Stéphane Mignon — Nous distinguons les recours à l'initiative du FIVA de ceux à l'initiative des victimes ou de leurs ayants droit. Dans le premier cas, le FIVA prend l'initiative du procès, il introduit l'instance et a la qualité de demandeur principal[9]. Dans le second cas, le FIVA est partie intervenante[10].

Pendant des années, les dossiers en demande et les dossiers en intervention s'équilibraient, en volume. Depuis deux ans, nous observons une baisse significative des dossiers en intervention : nous sommes passés de 52 % des dossiers en intervention en 2022 à 28 % en 2023. Nous n'avons pas d'explication précise à ce stade : nous verrons si cette tendance se confirme en 2024.

La stabilité de l'équipe en charge du contentieux subrogatoire et son engagement ont permis d'absorber le surcroît d'activité généré par la jurisprudence de la Cour de cassation et de dégager du temps pour instruire de nouveaux dossiers en demande. Ainsi, le FIVA a pu engager plus de recours par ce biais. Le nombre total de recours reste globalement stable si l'on additionne les deux. En termes de recettes, l'allongement des procédures a eu pour effet de réduire le résultat 2023, qui est un peu en dessous des résultats des années précédentes.

9 · Ou *initial*, selon l'article 53 du Code de procédure civile

10 · Article 66 du Code de procédure civile

FOCUS

SERVICE CONTENTIEUX INDEMNITAIRE

- **Augmentation de 21,5 %** du nombre de recours contre les décisions du Fonds en 2023 (486 nouveaux recours contre 400 en 2022)
- Taux de contestation en hausse : **7,4 %** en 2023 contre **5,7 %** en 2022 (+1,7 points)
- **60 %** des recours portés devant les cours d'appel de Douai, Rennes, Aix-en-Provence, Rouen et Paris
- **7,2 millions d'euros** versés par le FIVA en 2023 au titre des majorations allouées par les cours d'appel, contre 5,4 millions en 2022
- Le quantum des préjudices reste le principal motif des recours contre les offres du FIVA, représentant **23,58 %** des motifs de recours en 2023
- **Progression** des contentieux liés à la perte de revenus et de ceux concernant les décisions de rejets

FOCUS

SERVICE CONTENTIEUX SUBROGATOIRE

- **656** recours subrogatoires
- **2 051** dossiers actifs au 31 décembre 2023
- **595** décisions en 2023 (115 accords amiables et 480 décisions contentieuses)
- **Plus de 11 800** décisions depuis la création du FIVA
- Taux de réussite : **91 %** pour les recours du FIVA, **83 %** pour les interventions
- **31,28 millions d'euros** de recettes en 2023

RÉVISION DU BARÈME DES PRÉJUDICES EXTRAPATRIMONIAUX

UNE HAUSSE HISTORIQUE POUR LES VICTIMES ET LEURS AYANTS DROIT

ENTRETIEN

Entretien avec Daniel Jubenot, directeur adjoint du FIVA



En juin 2023, le conseil d'administration du FIVA a pris une décision majeure pour les victimes de l'amiante et leurs ayants droit. Pouvez-vous revenir dessus ?

Daniel Jubenot — Le 15 juin 2023, le conseil d'administration du FIVA a décidé de revaloriser à hauteur de 10,5 % le barème d'indemnisation des préjudices extrapatrimoniaux. Cela concerne à la fois les préjudices extrapatrimoniaux des victimes directes (préjudices moral, physique et d'agrément) et ceux des ayants droit (préjudice moral). Cette décision s'est appliquée pour les demandes reçues à compter du 1er octobre 2023.

Il s'agit d'une décision très importante de l'année 2023, car jusque-là le barème n'avait été revalorisé qu'une seule fois dans l'histoire du FIVA, en 2008, à hauteur de 8,7 %. Ce pourcentage résultait du produit des taux de revalorisation appliqués depuis les débuts du FIVA au barème d'indemnisation de l'incapacité fonctionnelle, autre préjudice majeur indemnisé par le fonds.

Le conseil d'administration a également exprimé la nécessité que l'indemnisation ne se retrouve pas dévalorisée d'année en année, d'où la décision d'indexer ce barème pour le futur afin qu'il soit revalorisé chaque année dans les mêmes conditions que les rentes servies par le FIVA.

Quel impact a eu cette décision sur l'activité du FIVA ?

Daniel Jubenot — Elle n'a, à mon sens, pas eu d'impact significatif en volume sur l'activité d'indemnisation en tant que telle car nous n'avons pas observé d'effet notoire en 2023 sur le flux des demandes après le vote de la revalorisation au mois de juin dernier ou même après le 1er octobre. Il s'est agi surtout, en amont du mois de juin, de réaliser un travail d'élaboration de scénarii de revalorisation et d'études d'impact sur la dépense d'indemnisation afin d'alimenter les travaux du groupe de travail composé d'administrateurs. Une fois le barème voté, il a fallu également préparer sa mise en application : calcul détaillé du nouveau barème, intégration dans notre outil métier SICOF, réalisation de jeux de tests sur des dossiers. La mise en œuvre du nouveau barème s'est faite avec succès, du premier coup.



Vous êtes maintenant directeur adjoint du FIVA depuis 2016. Auparavant, vous étiez chef de projet - responsable évaluation et prospective. Quelles évolutions notoires relevez-vous de l'activité du FIVA sur ce temps long ? Comment l'établissement s'est transformé ?

Daniel Jubenot — Je pense que le FIVA a traversé deux périodes distinctes : une première avant SICOF, notre outil métier depuis 2011, et une seconde après son introduction.

Avant SICOF, nous utilisions un outil métier qui était une adaptation du logiciel juridique Legal Suite, lequel ne s'appuyait sur aucun système de dématérialisation des documents. De ce fait, le traitement des dossiers reposait sur la circulation des dossiers papier entre les services. Nous rencontrions des difficultés à gérer l'intégralité de nos activités avec un flux de dossiers très élevé[11]. Nos délais de décision étaient très longs, de près de 10 mois, et notre organisation interne était différente. Concrètement, le développement et la mise en place de notre logiciel métier (SICOF) se sont accompagnés de la création d'une cellule chargée de la dématérialisation. Au niveau organisationnel, il y a eu séparation de l'ancien service indemnisation en deux entités distinctes : d'une part, un nouveau service indemnisation dédié à l'instruction et au chiffrage des dossiers avec des portefeuilles spécialisés par type de demandes et, d'autre part, la création d'un service dédié à la gestion des contentieux indemnitaires.

Cet outil (SICOF) a été spécifiquement développé pour répondre à nos besoins et il a connu plusieurs évolutions significatives qui nous ont permis de réduire nos délais de traitement. Cette amélioration s'est reflétée dans les résultats de notre enquête de satisfaction annuelle qui sont en continuelle progression.

Aujourd'hui, nous entrons dans une nouvelle phase, avec un objectif de numérisation complète de nos activités métier et une volonté de lutter contre le non-recours, ce qui améliorera notre efficience et nous permettra de mieux accompagner nos victimes.

Quelle est l'activité d'un directeur adjoint ?

Daniel Jubenot — Il y a tout d'abord une fonction d'appui au directeur dans l'ensemble de ses missions.

Le directeur adjoint doit également veiller au bon fonctionnement de l'organisme dans une logique d'amélioration continue, ce qui implique un suivi régulier des différents services pour assurer la conduite des projets initiés dans le cadre du contrat d'objectifs et de performance.

Il s'agit également de rendre compte des résultats de l'établissement aux tutelles (programme et rapport annuel de performance) et de superviser les travaux de prévision des dépenses d'indemnisation dans le cadre du projet de loi de financement de la sécurité sociale.

11 · Plus de 8 000 par an entre 2004 et 2007

LE SERVICE AUX VICTIMES

DES ÉVOLUTIONS IMPORTANTES POUR LA 20e ANNÉE D'INDEMNISATION

Pour sa 20e année d'indemnisation, le Fonds a mis en place de nombreuses évolutions pour continuer d'assurer un accompagnement de qualité aux victimes de l'amiante et à leurs ayants droit.

Fin 2022, un nouveau prestataire fut désigné pour assurer la permanence téléphonique[12] du FIVA : « Clientela », dont le site principal se situe à Angers. Avec l'appui renforcé du service indemnisation et notamment des responsables, les téléconseillères ont pu être très rapidement formées et monter en compétence afin de répondre au mieux aux demandeurs. L'enquête de satisfaction 2023, menée à l'automne là aussi par un nouveau prestataire[13] et qui interrogeait les personnes indemnisées au premier semestre de cette année, démontre que la plateforme téléphonique a pu assurer une continuité dans la qualité de la réponse téléphonique : **en effet, 96 % des répondants à l'enquête se disent satisfaits des contacts téléphoniques avec le FIVA, dont 72 % « Très satisfaits ».**

FOCUS

PLATEFORME TÉLÉPHONIQUE/ENQUÊTE DE SATISFACTION

- → **94,4 %** de satisfaction globale en 2023
- → **96 %** de satisfaction globale sur le contact téléphonique
- → **92,8 %** de satisfaction vis-à-vis de la clarté des courriers du FIVA
- → **68,2 %** de satisfaits par les délais de réception de leur offre
- → **83 %** satisfaits par les délais de paiement

12 · Ouverte du lundi au vendredi de 9 h 30 à 18 h.

13 · La Voix Du Client (LVDC)

T-0 **Envoi d'une notice d'information générale** lorsqu'une victime rentre dans le périmètre du dispositif de suivi personnalisé.

S+1 **1er appel à une semaine :** présentation du dispositif, recueil du consentement et prise de rendez-vous pour le prochain appel.

M+1 **2e appel à un mois :** point de situation sur l'avancement du dossier et les pièces éventuellement manquantes.

J-D **3e appel :** information du demandeur sur la réception imminente de la décision et invitation à contacter le FIVA en cas d'interrogation.

Clientela gère aussi les appels liés au Dispositif de Suivi Personnalisé (DSP). Pour mémoire, depuis 2015, le FIVA a mis en place ce dispositif pour les victimes de mésothéliomes et cancers broncho pulmonaires opérés : elles sont contactées et accompagnées directement par téléphone sur plusieurs semaines afin de traiter au mieux leurs demandes et de les appuyer dans leurs démarches. Ce sont ainsi 509 nouvelles victimes (soit plus de 45 % de hausse par rapport à 2022) qui ont bénéficié d'un accompagnement personnalisé dans le suivi du traitement de leur demande d'indemnisation en 2023, représentant un taux d'adhésion de 100 % [13]. L'enquête a permis de noter que 96,5 % des personnes interrogées ainsi accompagnées se disent satisfaites de ce dispositif qui sera prochainement étendu à toutes les victimes de cancers, aux veuves avec enfants mineurs et aux veuves isolées.

Autre évolution majeure en 2023 : **la refonte du site internet et l'ouverture du nouveau service de demande en ligne « FIVA Demandeur ».** Afin de faciliter l'expérience utilisateur grâce à une ergonomie modernisée, mais aussi pour améliorer le référencement du site sur les moteurs de recherche et donc rendre l'information plus accessible, le site internet du FIVA a été complètement refondu. Plus encore, c'est devenu un portail vers un nouveau service de demande en ligne « FIVA Demandeur ». Depuis le 15 juin 2023, cet outil de demande d'indemnisation en ligne permet à une victime ou un ayant droit de réaliser une première demande d'indemnisation, la demande d'indemnisation d'un préjudice supplémentaire ou encore une demande d'aggravation quand la maladie d'une victime évolue et que sa santé se dégrade.

Nouveau site du FIVA



Ancien site du FIVA

14 · Aucune victime éligible au dispositif de suivi personnalisé n'a refusé d'y adhérer.



Conférence de presse du 5 octobre 2023 au FIVA

Pour favoriser le lancement de ce nouveau service, le FIVA a mené une campagne de communication avec notamment une conférence de presse le 5 octobre 2023 dans les locaux du Fonds. Des journalistes de plusieurs rédactions (Le Monde, RMC Info, APM, La tribune de l'assurance, Liaisons sociales) ont pu participer à cette présentation menée par le directeur de l'établissement, Jean-Luc Izard. Ce moment, ainsi que les articles qui en ont découlé, ont permis de promouvoir ce nouveau service en ligne entièrement gratuit, qui permet aux usagers de bénéficier d'un service de demande dématérialisé et donc plus rapide, mais aussi d'économiser les frais postaux liés à l'envoi d'un formulaire accompagné des pièces justificatives nécessaires à l'instruction du dossier. À la suite de cet évènement, en octobre, le nombre de demandes en ligne a bondi pour atteindre 224 (soit 13,72 % de toutes les demandes enregistrées ce mois-là au FIVA) contre 80 en septembre. Après 6 mois et demi d'existence, FIVA Demandeur a enregistré 881 demandes, soit presque 9 % des demandes sur la même période, un chiffre très encourageant.

Le service de demande en ligne « FIVA Demandeur » *est un outil de demande d'indemnisation en ligne qui permet à une victime ou un ayant droit de réaliser une première demande d'indemnisation, la demande d'indemnisation d'un préjudice supplémentaire ou encore une demande d'aggravation quand la maladie d'une victime évolue et que sa santé se dégrade.*

ENTRETIEN

Entretien avec **Anne-Xavier Nobis,** responsable du service indemnisation



Pouvez-vous nous rappeler brièvement les principales missions du service et sa composition ?

Anne-Xavier Nobis — Notre mission principale est d'instruire toutes les demandes et de proposer des indemnisations dans les délais légaux. Le service est composé de 22 personnes réparties jusque-là sur 1 pôle d'assistants juridiques et 3 portefeuilles (PTF) réunissant des juristes et indemnisateurs. Il y a 3 assistants juridiques, 7 personnes dans le portefeuille A et 5 personnes dans chacun des portefeuilles B et C.

Quel est l'évènement majeur de l'année 2023 au sein de votre service ?

Anne-Xavier Nobis — L'événement principal de l'année a été la mise en place d'une nouvelle organisation pour notre service, en réflexion depuis début 2023. Ce processus a débuté en mai et a été suivi d'un accompagnement comprenant des entretiens individuels avec tous les agents en septembre. En décembre, la nouvelle organisation a commencé à être déployée.

Pourquoi cette réorganisation ? Quels en sont les grands principes ?

Anne-Xavier Nobis — La réorganisation était nécessaire car le traitement des dossiers par la mutualisation des activités avait atteint les limites de son efficacité. Jusqu'ici, les dossiers étaient répartis dans les 3 portefeuilles en fonction de leur catégorie et les agents de ces portefeuilles mutualisaient le traitement de ces demandes : un dossier pouvait donc être traité par plus de trois agents à différentes étapes de sa vie. Bien qu'ayant permis un traitement de masse, cette organisation présente des défauts tels qu'un manque de connaissance fine des dossiers ou une perte d'information. La nouvelle organisation se fera par pôle, composé de deux agents (un indemnisateur et un juriste) appuyés d'un renfort, avec un portefeuille de dossiers qu'ils traiteront du début à la fin. Cela permettra à ces deux agents de suivre les dossiers dans leur intégralité, offrant ainsi un accompagnement plus proche des victimes et des ayants droit. En outre, chaque agent pourra désormais traiter des dossiers de différents types, ce qui permet de rendre le métier plus intéressant en le diversifiant.

Comment cette réorganisation a-t-elle été accueillie dans votre service ?

Anne-Xavier Nobis — L'accueil dans le service a été marqué par la curiosité, sans avis tranché. Les réactions ont été très positives, les agents exprimant un sentiment d'envie et de responsabilité accrue dans leur travail. La réorganisation permettra un suivi plus personnalisé des dossiers, favorisant des relations plus étroites avec les victimes, et plus de polyvalence dans le métier.

Pouvez-vous revenir sur l'ouverture de FIVA Demandeur, ce nouveau service de demande en ligne ?

Anne-Xavier Nobis — La saisine en ligne a été ouverte au grand public en juin, et c'est une réussite : presque 10 % des demandes sont réalisées par ce biais. Ce sont les assistants juridiques qui ont été en première ligne et c'est grâce à leur investissement sans faille que l'ouverture de cet outil a pu être un si franc succès. L'activité des assitants juridiques du service indemnisation ne se limite pas à la saisie de formulaires, ce sont de réels pré-instructeurs : ils définissent la voie d'indemnisation, ils initient la première demande de pièces, ils envoient les lettres de conformité. Leur rôle est crucial ! Leur travail, de grande qualité, rigoureux, est essentiel pour garantir la précision du processus d'instruction.



LUTTE CONTRE LE NON-RECOURS

UN ENJEU D'AVENIR ESSENTIEL



Audition du FIVA à l'Assemblée nationale par le groupe d'études amiante le 7 novembre 2023 (de gauche à droite : Daniel JUBENOT, directeur adjoint du FIVA ; Marietta KARAMANLI, députée ; Didier LE GAC, député ; Jean-Luc IZARD, directeur du FIVA, Christine PIRES BEAUNE, députée ; Randy NEMOZ, chargé de la lutte contre le non-recours et de la communication au FIVA)

Partie 1 — AU COEUR DU FIVA

Aujourd'hui encore, trop de victimes de l'amiante n'ont pas connaissance du FIVA et ignorent leur droit à une juste réparation des préjudices qu'ils subissent.

Selon certaines estimations de Santé publique France[15], le pays comptabiliserait chaque année un peu plus de 1 100 patients atteints d'un mésothéliome. Alors même que ce diagnostic ouvre les droits à une indemnisation du FIVA sans avoir à prouver une exposition à l'amiante, l'établissement indemniserait seulement 65 %[16] des victimes de cette pathologie ou leurs ayants droit. On estime ainsi que, chaque année, près 400 victimes de cette maladie ne reçoivent pas l'indemnisation qui leur est due.

Plusieurs raisons semblent expliquer le non-recours.

Le manque d'information

Beaucoup pensent que l'amiante est un problème du passé. Par ailleurs, même quand les professionnels de santé qui diagnostiquent un mésothéliome informent leurs patients qu'ils ont le droit à une indemnisation en tant que victime de l'amiante, certains ne vont pas plus loin. En effet, cette maladie grave implique un traitement médical lourd, ainsi que de nombreuses démarches auprès de la Sécurité sociale. Certains ne sont pas conscients qu'il est nécessaire de réaliser des démarches parallèles auprès du FIVA pour obtenir une réparation supplémentaire. Il existe un manque de clarté certain pour ces patients, souvent très atteints et affaiblis par la maladie.

Le manque d'accompagnement

Les victimes de mésothéliome sont très affaiblies et peuvent avoir de réelles difficultés avec la multiplicité et parfois la complexité des démarches administratives que nous nous efforçons par ailleurs de simplifier. Les victimes isolées sont davantage susceptibles de ne pas recourir à leurs droits et le FIVA s'attache à proposer des solutions d'accompagnement pour les assister.

Le manque d'intérêt

Lorsqu'un patient est atteint par une telle pathologie, le bénéfice de toute démarche doit être significatif et rapide car chaque acte de la vie quotidienne devient plus difficile. Il est donc important qu'il ait conscience des enjeux financiers importants, de l'ordre de 100 000 euros en moyenne, que peut représenter une indemnisation du FIVA, et du confort qu'elle peut apporter avec le paiement de frais d'accompagnement, de soins voire de travaux d'aménagement dans le logement, parfois non ou mal remboursés par la Sécurité sociale.

Afin de lutter contre le non-recours, le FIVA a renforcé sa communication en 2023 et prévoit de mener des campagnes afin d'aller vers les victimes. Pour cela, il a lancé plusieurs actions avec de multiples acteurs institutionnels, médicaux, et politiques. Il a été auditionné par le Sénat et le groupe d'études amiante de l'Assemblée nationale.

Avec l'appui des ministères de tutelle, le Parlement a voté **une avancée législative importante** pour le FIVA et qui répond aux attentes du Conseil d'administration en matière de lutte contre le non-recours. En effet, la loi de financement de la Sécurité sociale pour 2024 comporte un article 89 qui permettra à l'établissement d'avoir accès aux informations nécessaires pour contacter des victimes de l'amiante identifiées par d'autres organismes de sécurité sociale ou administrations qui n'ont pas été indemnisées par le FIVA.

Cette évolution législative appelle désormais de nouveaux travaux avec les services de l'État, la CNIL et les organismes détenant des informations sur les victimes non indemnisées. En effet, la loi prévoit qu'un décret d'application viendra préciser les données qui seront échangées et les modalités d'échange, afin de concilier au mieux le respect des données personnelles avec les nécessaires actions de communication à destination des victimes pour les informer de leur droit à être indemnisées et accompagnées dans ce processus. Le FIVA souhaite ainsi pouvoir rapidement indemniser une part plus importante des malades de mésothéliome recensés en France.

Au-delà de ces actions, les équipes du FIVA **développent également des partenariats** avec des acteurs extérieurs pour diffuser l'information la plus claire possible sur l'amiante et les droits des victimes, pour assurer un suivi toujours plus personnalisé et pour indemniser dans les meilleurs délais et le plus justement possible les victimes de l'amiante.

Au cours du premier semestre de l'année, le FIVA a renforcé ses liens avec le réseau expert national **NETMESO** pour la prise en charge du mésothéliome pleural malin qui regroupe le réseau **MESOCLIN** pour le volet clinique (centres cliniques experts) et le réseau **MESOPATH** pour le volet anatomopathologique (centres anatomopathologiques experts). Ce réseau, et ses 16 centres répartis sur le territoire Français, réunit notamment pneumo-oncologues qui sont en contact direct avec de nombreux patients atteints d'un mésothéliome pleural. C'est ainsi qu'ils ont produit un

15 · Chiffres de 2019.

16 · Données PNSM (programme national de suivi du mésothéliome), sur un nombre restreint de départements, entre 2005 et 2021



Cédric GROUCHKA, responsable du service médical du FIVA à partir de juin 2023, sur le stand du FIVA à l'iMig de Lille



Sabine LALLIARD, responsable du service médical du FIVA jusqu'en juin 2023, à l'iMig de Lille

document de communication simplifié à destination de ces patients, remis lors d'une des consultations ; pour informer de l'existence du FIVA et de l'indemnisation importante à laquelle ils peuvent prétendre en réalisant une demande. NETMESO a aussi mis en avant sur son site internet l'action du FIVA.

Le FIVA s'est également rendu à l'iMig (International conference of the international mesothelioma interest group) qui se tenait à Lille en juin 2023. Une présence sur deux jours a été assurée afin de sensibiliser les professionnels de santé et d'autres acteurs industriels, associatifs, institutionnels du monde entier de l'existence du Fonds et d'une indemnisation de droit, en France, pour tous les patients atteints par ce grave cancer.

Enfin, l'établissement a établi des liens importants avec le centre UniCancer de Dijon (CGFL – Centre George François Leclerc). Accueillant chaque année plus de 5 000 patients atteints de cancers, ce centre a mis en place un accompagnement administratif renforcé pour chacun d'entre eux. Cela inclut donc un accompagnement des victimes de l'amiante dans leurs démarches avec le FIVA. Des représentants du Fonds, dont son directeur Jean-Luc Izard, ont été reçus à Dijon par le directeur général de l'établissement, le Professeur Coutant, afin de rencontrer les équipes administratives et renforcer leur coopération afin d'améliorer l'accompagnement des victimes dans leurs démarches. Les deux établissements espèrent pouvoir diffuser ces bonnes pratiques de travail collaboratif dans d'autres structures. Il se sont engagés à pérenniser ce travail d'équipe et même à s'entraider sur le développement d'études, par exemple sur l'impact de l'indemnisation des victimes sur leur parcours de soin et leur état de santé.



Le FIVA en visite au CGFL, Centre UniCancer de Dijon, le 23 novembre 2023



Entretien avec Dr Cédric Grouchka, responsable du service médical

ENTRETIEN

Pouvez-vous nous rappeler brièvement les principales missions de votre service et sa composition ?

Cédric Grouchka — Le service médical, c'est le cœur du réacteur du FIVA. Il a deux fonctions principales : la première consiste à évaluer les dossiers en vue d'une indemnisation. C'est son activité permanente, car le service reçoit la totalité des dossiers transmis pour demande d'indemnisation. Sa seconde fonction est de répondre aux besoins des deux services contentieux, indemnitaire et subrogatoire, afin de consolider les argumentaires juridiques de défense de l'offre du FIVA pour le premier ou de poursuite des employeurs pour faute inexcusable pour le second.

Vous êtes arrivés au FIVA en tant que responsable du service médical en juin 2023. Pouvez-vous nous dire ce que vous a motivé à rejoindre le Fonds ?

Cédric Grouchka — Le FIVA est une institution unique. Sa fonction est une double réparation. Réparer le préjudice individuel de chacun, tout en réparant le préjudice collectif d'une faute originelle de l'État.

Après avoir participé pendant de nombreuses années aux politiques publiques, j'ai été assez sensible à cette double compensation, à ce double objectif éthique.

Il faut également préciser que le directeur du FIVA m'avait dépeint une équipe efficace et motivée, et proposé un mandat clair de fluidification, de consolidation et de sécurisation des missions du service médical.

Quels ont été les grands événements de l'année 2023 au sein de votre service ?

Cédric Grouchka — Concernant l'équipe elle-même, je me dois de mentionner le changement de responsable avec mon arrivée en milieu d'année. Puis le renouvellement de l'ingénieure de notre service et le recrutement attendu de longue date d'une seconde assistante médicale.

Est-ce que vous observez des modifications substantielles de votre activité en 2023 ?

Cédric Grouchka — Ce qui a le plus marqué ces six derniers mois de 2023 est l'engagement du service médical dans une dynamique vertueuse de transformation, avec pour objectif central l'optimisation du temps médical et la fluidification de ses missions. Cela s'est traduit par des réflexions qui ont tracé, dans le cadre de cette dynamique de transformation, des voies prometteuses que nous allons maintenant devoir mettre en place.

Vous avez représenté le FIVA lors de l'iMig à Lille en juin 2023. Quel est l'objet de cet événement et en quoi la présence du FIVA y était importante selon vous ?

Cédric Grouchka — L'objectif de participation à ce type de congrès n'est pas un objectif scientifique de mise à niveau des connaissances, mais une nécessité de représentation du FIVA auprès de l'ensemble des acteurs principaux, que sont les professionnels spécialisés dans le domaine et les associations de victimes. Cet évènement a été l'occasion de nouer des contacts informels, nombreux et fructueux, ainsi que de dialoguer avec l'ensemble de ces acteurs sur l'un des sujets de préoccupation majeurs du FIVA : le non-recours à la demande d'indemnisation, notamment pour les victimes souffrant de mésothéliome.

FOCUS —

SERVICE MÉDICAL

- **4 594 avis médicaux** rendus en 2023, pour 3 891 dossiers évalués
- **Baisse de 1,73 %** du nombre d'avis médicaux et de **2,60 %** du nombre de dossiers évalués par rapport à 2022
- **Diminution de 39 %** du nombre d'expertises externes réalisées par le FIVA en 2023 (93 contre 152 en 2022)
- Réalisation de **649 expertises médicales internes** en 2023, soit une baisse de près de 15 % par rapport à 2022 (761)
- **317 demandes de certification** adressées au groupe Mésopath pour l'évaluation des dossiers de mésothéliomes non reconnus comme maladies professionnelles
- Rédaction de **276 éléments médicaux** en 2023 pour appuyer les argumentaires juridiques du FIVA en contentieux indemnitaire (contre 222 en 2022)
- Participation du service médical à **21 dossiers** en 2023 pour le service du contentieux subrogatoire (66 en 2022)
- Représentation médicale du FIVA dans **26 contentieux indemnitaires** en 2023

LE FIVA

UN ÉTABLISSEMENT À TAILLE HUMAINE QUI SE MODERNISE

En interne, 2023 fut aussi une année pleine d'innovations pour l'établissement et ses agents. Éclairage sur ces évolutions à travers deux entretiens : d'abord avec la responsable des ressources internes, Hermance Sultan puis le responsable du service informatique, Luc Desbrousses.

ENTRETIEN

Entretien avec **Hermance Sultan,** responsable du service ressources internes



Vous êtes responsable des ressources internes depuis janvier 2023. Pourquoi avoir choisi de venir au FIVA ?

Hermance Sultan — J'ai rejoint le FIVA en janvier 2023. Cet établissement public à taille humaine présentait des défis intéressants et la présentation du poste par le directeur m'a convaincue.

Quelles sont les principales missions de votre service ?

Hermance Sultan — En tant que responsable des ressources, mes principales missions recouvrent la gestion des ressources humaines, de la logistique, de la dématérialisation et de l'accueil. Le service est composé de trois personnes aux ressources humaines, un chargé de la logistique ainsi que de l'hygiène et la sécurité au travail, deux personnes chargées de la dématérialisation et une personne à l'accueil.

Qu'en est-il du dialogue social au FIVA ?

Hermance Sultan — La loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique traduit l'ambition d'un renforcement du dialogue social sur de nouveaux objets, parmi lesquels la définition des orientations en matière de politique de ressources humaines. Elle a fixé un nouveau cadre du dialogue social, avec la création des comités sociaux d'administration (CSA) dans la fonction publique. Cette nouvelle instance est née de la fusion du comité technique et du comité d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail (CHSCT) et a été installée à l'issue des élections professionnelles organisées dans la fonction publique en décembre 2022. Ses membres ont préalablement participé à une formation obligatoire de 5 jours qui s'est déroulée en interne.

Ainsi, le FIVA a structuré son dialogue social autour de 4 échéances calendaires au cours desquelles une vision stratégique des politiques des ressources humaines a pu être partagée. Le dernier CSA de l'année a été réuni en décembre 2023 en formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail.

Quant à la commission consultative paritaire (CCP), compétente pour connaître de certaines décisions relatives à la situation individuelle des agents contractuels, cette instance consultative s'est réunie trois fois en 2023.



Convention du personnel du FIVA, 26 juin 2023

Quels ont été les grands événements et évolutions de 2023 pour votre service ?

Hermance Sultan — Les événements majeurs de 2023 sont nombreux ! Tout d'abord, pour la première fois de son histoire, l'établissement a organisé une convention du personnel : cet événement clé de 2023 a permis de valoriser les excellents résultats des employés et de renforcer la cohésion d'équipe.

Toujours sur la cohésion, des efforts ont également été réalisés pour instaurer des réunions de service régulières et des CODIR hebdomadaires.

Ensuite, stratégiquement, le FIVA attache une grande importance à la montée en compétence du personnel. En 2023, nous avons mis l'accent sur l'accompagnement des managers, avec un parcours complet de formation adapté et ambitieux, notamment en management hybride. Car un des autres évènements majeurs fut le passage à deux jours de télétravail par semaine ! Des bilans seront effectués pour évaluer la possibilité d'une évolution de ces nouvelles modalités de travail.

FOCUS

SERVICE FORMATION/RH

- Taux de formation générale sur l'amiante : **93,33 %** (93,55 % en 2022)
- **100 %** des managers formés à l'encadrement à distance
- **100 %** des agents formés aux nouveaux outils numériques (Microsoft 365)
- **98 000 euros** en 2023 au titre de la formation dont 18 000 euros relatifs au frais pédagogiques d'une alternante
- **4** comités sociaux d'administration **(CSA)** et **3** commissions consultatives paritaires **(CCP)**
- Passage aux **2 jours** de télétravail par semaine
- **69,42 ETPT** réalisés en 2023
- **5,610 millions d'euros** de dépenses de personnel (soit 1,44 % du budget total du Fonds)

ENTRETIEN

Entretien avec **Luc Desbrousses,** responsable du service informatique



Pouvez-vous nous rappeler brièvement les principales missions de votre service et sa composition ?

Luc Desbrousses — Notre service, composé de 4 membres, dont moi-même en tant que responsable depuis 2014, se concentre sur deux missions essentielles. Tout d'abord, garantir la disponibilité d'un système informatique performant au quotidien, répondant aux critères fondamentaux de confidentialité, d'intégrité et de disponibilité des données. En parallèle, nous nous engageons dans une mission de renouvellement, consistant à maintenir l'efficacité de notre outil de production en suivant les évolutions technologiques et en formant nos collaborateurs sur les nouveaux logiciels.

Quels ont été les grands événements de l'année 2023 au sein de votre service ?

Luc Desbrousses — L'événement marquant de l'année a été la tentative de refonte du produit SICOF, notre outil métier de traitement des dossiers, qui a été repoussée afin de mieux définir notre besoin au vu des nombreuses évolutions parallèles en cours. Nous avons préféré affiner notre réflexion afin de créer un outil qui réponde pleinement aux problèmes de maintenabilité technique et humaine constatés sur l'outil actuel, vieux de plus de dix ans.

Par ailleurs, nous avons migré la bureautique vers la suite Microsoft 365 afin de répondre à la nécessité de fournir une solution plus collaborative, intégrant les nouvelles pratiques de travail et facilitant le télétravail qui est passé à 2 jours par semaine. Initialement perçu de manière conservatrice, Microsoft 365 a rapidement gagné en acceptation, surtout avec l'essor du télétravail. Il a facilité la fluidité des échanges grâce aux outils de communication et de réunion virtuelles et a encouragé une approche encore plus collaborative de l'activité. Cela facilite aussi notre transition vers un travail sans papier, 100 % dématérialisé.

FOCUS —

SERVICE INFORMATIQUE

- → **1 111** interventions assurées en appui aux agents en 2023
- → **Installation de Microsoft 365** sur tous les postes des agents
- → Premiers développements sur l'**évolution de l'outil métier SICOF** avec le prestataire chargé de sa maintenance
- → Mise en pause de ces développements pour **définir plus précisément les besoins d'évolution** de cet outil à l'aide d'un cabinet spécialisé
- → **Mises à jour matérielles** afin de maintenir le système d'information du FIVA opérationnel
- → **Renouvellement du système de stockage de données** pour accroître les performances et améliorer la rapidité des logiciels utilisés
- → **Renouvellement du système de sauvegarde** pour répondre à l'augmentation des volumes de données depuis l'acquisition des équipements en 2011 (en particulier les outils de lecture d'imageries médicales pour les experts pneumologues et la gestion électronique des données alimentant l'outil métier SICOF)
- → **Transfert du site www.fivadirect.fr** vers un nouvel hébergeur, Cégédim, après l'arrêt des serveurs de l'ancien hébergeur, OVH, en raison d'un important incendie d'une dizaine de jours



Partie 2

ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

32 — Rappel historique du FIVA
34 — Le conseil d'administration
38 — L'organigramme du FIVA
40 — Le contrôle interne
42 — La CECEA
47 — COP 2020-2023 : les dernières avancées

RAPPEL HISTORIQUE DU FIVA



En 2003, pour la première fois, le FIVA indemnisait une victime de l'amiante en France. Cela fait donc 20 ans que cet établissement public administratif créé par la loi de financement de la Sécurité sociale pour 2001 est au service des victimes de l'amiante et de leurs ayants droit.

La création du FIVA est l'aboutissement d'une histoire aux étapes nombreuses et le résultat des luttes sociales menées par les associations de victimes de l'amiante et les syndicats de salariés. Pour bien comprendre cela, il convient de rappeler le cadre plus général de la découverte de la nocivité de l'amiante. L'histoire du 20e siècle est marquée par l'impact économique et sanitaire de l'utilisation de l'amiante. En même temps que se développait l'utilisation massive du « magic mineral », en raison notamment de sa forte résistance au feu, de sa faible conductivité thermique et de son faible coût, les premiers rapports sur la situation sanitaire des personnes exposées à l'amiante en révélaient la dangerosité.

Ainsi, en France, le rapport de l'inspection du travail publié en 1906 rédigé par Denis AURIBAULT relevait qu'il avait observé en 1890 qu'au sein d'une usine de filature et de tissage d'amiante à Condé-sur-Noireau, l'absence de ventilation assurant l'évacuation des poussières d'amiante avait occasionné de nombreux décès au sein du personnel. La loi du 12 juin 1893, complétée par le décret du 10 mars 1894, inaugurant la réglementation sur l'hygiène et la sécurité, est la première à se pencher sur la question des poussières industrielles : « les poussières ainsi que les gaz incommodes, insalubres ou toxiques, seront évacués directement au dehors de l'atelier, au fur et à mesure de leur production… l'air des ateliers sera renouvelé de façon à rester dans l'état de pureté nécessaire à la santé des ouvriers. »[17].

La dangerosité des fibres d'amiante fut traduite réglementairement par l'inscription en 1945 d'une première pathologie liée à l'amiante dans le tableau n° 25 des maladies professionnelles reconnues par le régime général de la Sécurité sociale, consacré à la silice[18].

17 · Article 6 du décret du 10 mars 1894.

18 · Ordonnance n° 45-1724 du 2 août 1945 relative aux réparations dues aux victimes de la silicose considérée comme maladie professionnelle.

Partie 2 — ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

Ce n'est toutefois que par le décret n° 50-1082 du 31 août 1950 que les maladies consécutives à l'inhalation de poussière d'amiante ont été insérées dans un tableau distinct, le tableau n° 30. Puis, par décret n° 96-445 du 22 mai 1996, a été créé le tableau n° 30 bis concernant le cancer broncho-pulmonaire primitif. Tout récemment, par décret n° 2023-946 du 14 octobre 2023, a été ajouté un tableau 30 ter concernant les cancers de l'ovaire et du larynx. Tous ces tableaux ont été transposés au régime agricole par la création des tableaux 47, 47 bis[19] et 47 ter[20].

Pour autant, bien qu'alertées des dangers pour la santé de l'exposition aux poussières d'amiante, les industries transformatrices ou utilisatrices d'amiante, tout comme les pouvoirs publics, ne prendront pas toujours les mesures nécessaires.

La limitation du recours à l'amiante par les pouvoirs publics interviendra avec la publication du décret n° 77-949 du 17 août 1977 relatif aux mesures particulières d'hygiène applicables dans les établissements où le personnel est exposé à l'action des poussières d'amiante suite au classement comme cancérogène de toutes les variétés d'amiante par le CIRC[21]. Ce n'est que 20 ans plus tard, après une forte médiatisation du risque sanitaire, notamment suite à la publication du rapport INSERM[22] intitulé « les effets sur la santé des principaux types d'exposition à l'amiante », et la mobilisation des associations de victimes, que l'usage de l'amiante sera interdit en France par le décret n° 96-1133 du 24 décembre 1996.

La mise en place de dispositifs spécifiques d'indemnisation des victimes de l'amiante est une préoccupation née au milieu des années 1990, à mesure de la généralisation de la prise de conscience du risque, liée notamment à la multiplication des pathologies directement imputables à une exposition à ces fibres. Ainsi, par l'article 41 de la loi de financement de la Sécurité sociale pour 1999, a été créé le Fonds de Cessation Anticipée d'Activité des Travailleurs de l'Amiante (FCAATA), qui finance l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante (ACAATA). À condition d'être âgés d'au moins 50 ans, cette allocation bénéficie aux victimes reconnues atteintes d'une maladie professionnelle provoquée par l'amiante au titre du régime général ainsi qu'aux salariés ou anciens salariés d'établissements utilisant de l'amiante ou ayant été mis en contact avec de l'amiante, dont la liste est fixée par arrêté.

Puis, l'article 53 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2001 a posé le principe de l'indemnisation intégrale des préjudices subis par l'ensemble des victimes de l'amiante et leurs ayants droit et a créé le Fonds d'Indemnisation des Victimes de l'Amiante (FIVA). Le décret d'application n° 2001-963 du 23 octobre 2001 organise le fonctionnement de l'établissement. Enfin, un arrêté du 5 mai 2002 fixe la liste des pathologies dites « spécifiques » de l'amiante dont le seul constat vaut justification de l'exposition et ouvre droit à indemnisation.

19 · Décret n° 86-978 du 8 août 1986 et décret n° 98-483 du 17 juin 1998.

20 · Décret n° 2023-773 du 11 août 2023

21 · Centre international de la recherche sur le cancer.

22 · Institut national de la santé et de la recherche médicale.



LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

DÉFINIR LA POLITIQUE D'INDEMNISATION DU FONDS

En application de l'article 6 du décret n° 2001-963 du 23 octobre 2001, le conseil d'administration du FIVA est notamment chargé *« de définir la politique d'indemnisation du Fonds en fixant les orientations relatives aux procédures, aux conditions de reconnaissance de l'exposition à l'amiante, d'indemnisation et de versement des provisions aux victimes et aux conditions d'action en justice du Fonds »*.

La composition du conseil d'administration[23]

Décret du 5 mars 2021 portant nomination de la présidente et de la présidente suppléante du conseil d'administration du fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante (NOR : SSAS2104335D)

Par décret du Président de la République en date du 5 mars 2021, **Mme Pascale BAILLY**, présidente de tribunal administratif, est nommée présidente du conseil d'administration du fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante.

Mme Anne-Laure DELAMARRE, présidente de tribunal administratif, est nommée présidente suppléante de Mme Pascale BAILLY.

23 · Conformément à l'article 5 du décret n° 2001-963 du 23 octobre 2001 : « Le conseil d'administration se réunit au moins trois fois par an sur convocation du président. La convocation du conseil est de droit lorsqu'elle est demandée par l'un des ministres chargés de la tutelle de l'établissement ou par un tiers au moins des membres du conseil ».

Arrêté du 24 février 2021 portant nomination au conseil d'administration du fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante (NOR : SSAS2104530A)**, complété par arrêté du 3 mars 2021** (NOR : SSAS2106554A)

Par arrêté du ministre des solidarités et de la santé et du ministre délégué auprès de l'économie, des finances et de la relance, chargé des comptes publics, en date du 24 février 2021, sont nommés à compter du 9 mars 2021 membres du conseil d'administration du fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante :

Au titre des organisations siégeant à la commission des accidents du travail et des maladies professionnelles prévue à l'article L. 221-4 du Code de la Sécurité sociale :

- **Mme Laëtitia ASSALI,** présidente de la commission des accidents du travail et des maladies professionnelles, représentant le Mouvement des entreprises de France (MEDEF), membre titulaire ;
- **Mme Sylvaine OMATOKO**[24]**,** représentant le Mouvement des entreprises de France (MEDEF), membre suppléant ;
- **Mme Fabienne VIEL,** représentant la Confédération des petites et moyennes entreprises (CPME), membre titulaire ;
- **Mme Sandrine OSTORERO,** représentant l'Union des entreprises de proximité (U2P), membre titulaire ;
- **M. Jean-Baptiste MOUSTIÉ,** représentant l'Union des entreprises de proximité (U2P), membre suppléant ;
- **M. Serge JOURNOUD,** représentant la Confédération générale du travail (CGT), membre titulaire ;
- **M. Jean-Marie BRANSTETT,** représentant la Confédération générale du travail-Force ouvrière (CGT-FO), membre titulaire ;
- **Mme Virgine PREVAUTEL**[25]**,** représentant la Confédération générale du travail-Force ouvrière (CGT-FO), membre suppléant ;
- **M. David RIOU,** représentant la Confédération française démocratique du travail (CFDT), membre titulaire ;
- **M. Jean-Charles GUYONVARCH,** représentant la Confédération française démocratique du travail (CFDT), membre suppléant ;
- **M. Denis JEAMBRUN**[26]**,** représentant la Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC), membre titulaire ;
- **M. Jean-Marc PLAT,** représentant la Confédération française de l'encadrement - Confédération générale des cadres (CFE-CGC), membre titulaire ;
- **M. Sami JAAFAR,** représentant la Confédération française de l'encadrement - Confédération générale des cadres (CFE-CGC), membre suppléant.

24 · Nommée par arrêté du 3 mars 2021 en qualité de membre suppléant pour le Mouvement des entreprises de France (MEDEF)

25 · Nommée par arrêté du 8 novembre 2022 en remplacement de M. Maxime RAULET

26 · Nommé par arrêté du 13 juin 2023 en remplacement de M. Laurent GENY

Au titre des organisations nationales d'aide aux victimes de l'amiante :

- **Mme Nadine HERRERO,** représentant l'Association des accidentés de la vie (FNATH), membre titulaire ;
- **M. Alain PRUNIER,** représentant l'Association des accidentés de la vie (FNATH), membre suppléant ;
- **M. Karim FELISSI,** représentant l'Association des accidentés de la vie (FNATH), membre titulaire ;
- **Mme Sophie CRABETTE,** représentant l'Association des accidentés de la vie (FNATH), membre suppléant ;
- **Mme Huguette MERCIER,** représentant l'Association nationale de défense des victimes de l'amiante (ANDEVA), membre titulaire ;
- **M. Serge MOULINNEUF,** représentant l'Association nationale de défense des victimes de l'amiante (ANDEVA), membre suppléant ;
- **M. Jean-François BORDE,** représentant l'Association nationale de défense des victimes de l'amiante (ANDEVA), membre titulaire.
- **Mme Lydie JABLONSKI,** représentant l'Association nationale de défense des victimes de l'amiante (ANDEVA), membre suppléant.

Au titre des personnes qualifiées :

- **M. Pascal ANDUJAR,** membre titulaire ;
- **M. Éric WASIELEWSKI,** membre suppléant ;
- **Mme Anne MARCHAND,** membre titulaire ;
- **Mme Marie PASCUAL,** membre suppléant ;
- **Mme Béatrice BUGUET-DEGLETAGNE,** représentant l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS), membre titulaire ;
- **M. Pierre ABALLEA,** représentant l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS), membre suppléant.

La composition du conseil est complétée par le collège de l'État :

- Le directeur de la sécurité sociale (ou son représentant) ;
- Le directeur du budget (ou son représentant) ;
- Le directeur du Trésor (ou son représentant) ;
- Le directeur général de la santé (ou son représentant) ;
- Le directeur général du travail (ou son représentant).

Conformément aux textes qui régissent l'établissement, un arrêté du 1er mars 2024 a désigné les nouveaux membres du conseil d'administration, tandis que Mesdames Pascale BAILLY et Anne-Laure DELAMARRE ont été renouvelées dans les fonctions respectives de présidente et de vice-présidente du conseil par décret du Président de la République en date du 8 mars 2024.

Le conseil d'administration s'est réuni à **quatre reprises** au cours de l'année 2023, les 13 mars, 15 juin, 19 septembre et 14 novembre. Pour une meilleure répartition des sujets à traiter, une séance au mois de septembre a été ajoutée aux trois séances règlementaires traditionnellement tenues.

Délibérations sur les questions financières

Le conseil d'administration a adopté six délibérations relatives aux **questions budgétaires et financières de l'établissement**. Ainsi, ont été approuvés :

- le compte financier du FIVA pour l'exercice 2022 (séance du 13 mars 2023) ;
- l'affectation comptable des résultats du compte financier 2022 (séance du 13 mars 2023) ;
- un premier budget rectificatif pour l'exercice 2023 portant les autorisations d'engagement de l'enveloppe Fonctionnement à 1 624 916 euros et les crédits de paiement à 2 451 326,80 euros, et les autorisations d'engagement de l'enveloppe Investissement à 571 775 euros et les crédits de paiement à 566 120 euros (séance du 15 juin 2023) ;
- un second budget rectificatif pour l'exercice 2023 portant les autorisations d'engagement et les crédits de paiement de l'enveloppe Intervention à 334 145 666 euros, et fixant les produits 2023 à hauteur de 308 320 000 euros, conduisant à un prélèvement sur le fonds de roulement de 80 068 768 euros, portant ce dernier à 30 320 631 euros (séance du 19 septembre 2023) ;
- le budget prévisionnel pour l'année 2024 pour un montant de 431 486 062,76 euros. Le montant total des produits et subventions est fixé à 424 670 000 euros (dont 335 millions d'euros pour la branche accident du travail et maladie professionnelle prévus dans la loi de financement de la Sécurité sociale pour 2023 et 8 millions d'euros pour l'État), inscrits en loi de finances initiale. Les autres recettes sont principalement constituées par celles du service contentieux subrogatoire, estimées à 31,2 millions d'euros et des reprises sur provisions, évaluées à 50,78 millions d'euros (séance du 14 novembre 2023) ;
- l'admission en non-valeur de deux créances irrécouvrables d'un montant total de 2 574,45 euros (séance du 15 juin 2023) puis de cinq créances irrécouvrables d'un montant total de 87 346,91 euros (séance du 14 novembre 2023).

Le conseil d'administration a en outre procédé à la nomination des douze membres de la CECEA pour un mandat de 3 ans (séance du 19 septembre 2023), conformément aux articles 6-6 et 7 de son décret fondateur[27].

27 · Décret n° 2001-963 du 23 octobre 2001.

Délibérations concernant l'activité du FIVA

S'agissant de l'activité du FIVA, le conseil d'administration a approuvé au cours de la séance du 15 juin 2023 le rapport d'activité pour l'exercice 2022.

Par ailleurs, par délibérations du 13 mars 2023, le conseil d'administration a :

- approuvé la modification du seuil de capitalisation de la rente versée par le FIVA, dont le montant a été fixé au niveau de la rente à 5 % de taux d'incapacité. Ce nouveau seuil a été appliqué à toutes les offres à compter du 15 avril 2023 ;
- délégué au directeur du FIVA la responsabilité de fixer chaque année en matière de prime d'encadrement le niveau de prime et le nombre de part variable attribués à un agent exerçant des fonctions d'encadrement compte tenu de l'appréciation portant sur les sujétions et les résultats obtenus dans l'exercice des responsabilités hiérarchiques de son emploi. A également été approuvée la modification de la liste des postes ouvrant droit au versement de ladite prime d'encadrement ;
- approuvé la tenue d'un groupe de travail dédié à la revalorisation du barème d'indemnisation des préjudices extrapatrimoniaux et fixé le calendrier et la méthode de travail dudit groupe.

Enfin, par délibérations du 15 juin 2023, le conseil d'administration a :

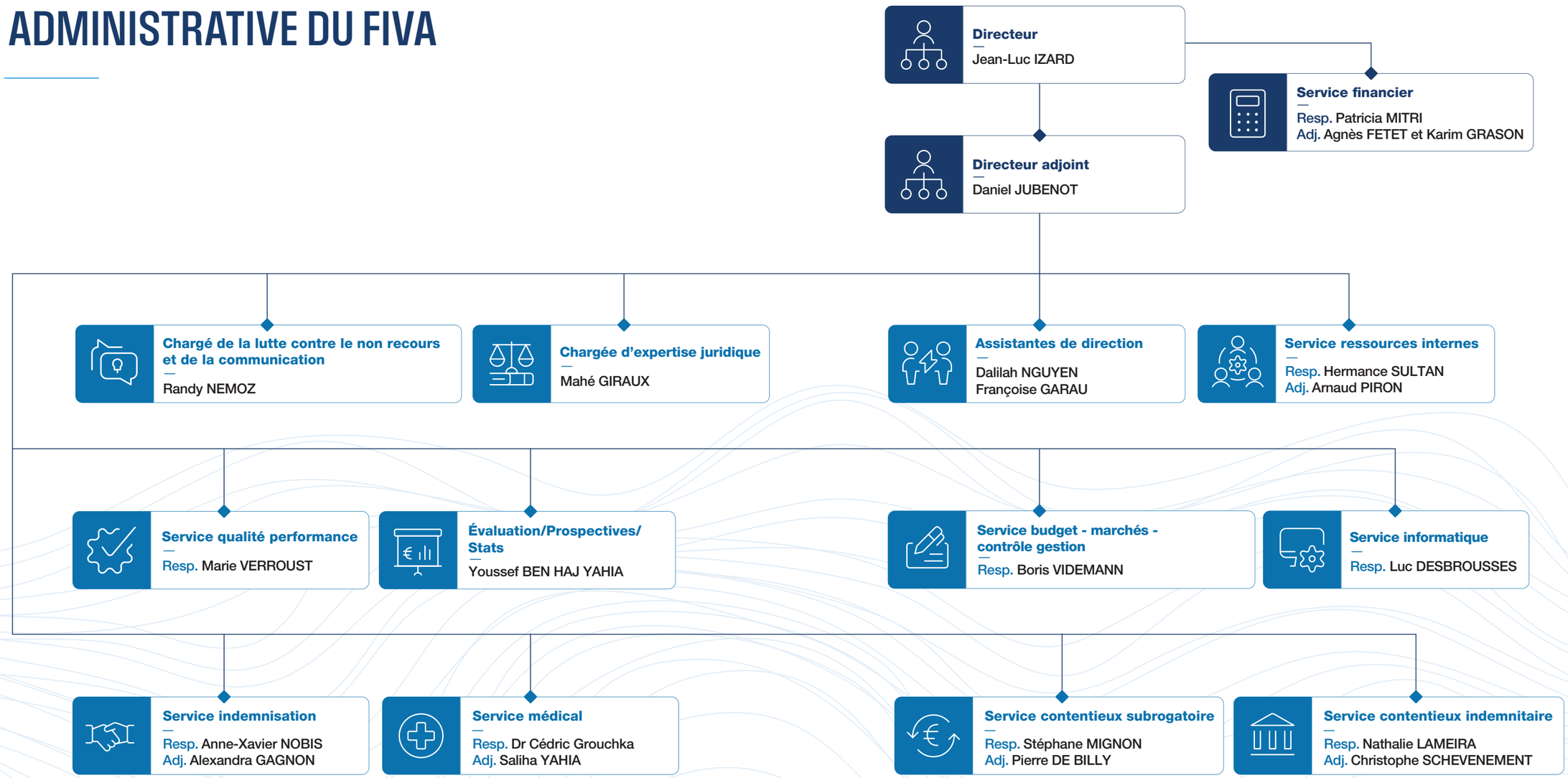
- approuvé la délégation permettant au directeur du FIVA de ne pas émettre d'ordre à recouvrer dès lors que les créances en jeux n'excèdent pas la somme de 50 euros ;
- approuvé la revalorisation du barème d'indemnisation des préjudices extrapatrimoniaux à hauteur de 10,5 % pour les demandes d'indemnisation reçues par le FIVA à compter du 1er octobre 2023 ainsi que l'évolution automatique annuelle des montants de l'indemnisation des préjudices extrapatrimoniaux, dans les mêmes conditions que celles prévues pour les rentes servies par le FIVA en indemnisation du préjudice d'incapacité fonctionnelle.

L'ORGANIGRAMME DU FIVA

L'ORGANISATION ADMINISTRATIVE DU FIVA

Partie 2 — ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

FIVA
Fonds d'Indemnisation des Victimes de l'Amiante



LE CONTRÔLE INTERNE

Documentation

Chacun des 11 processus de l'établissement dispose d'un ***plan de maîtrise des risques*** et d'un ***organigramme fonctionnel nominatif*** (OFN), visant à recenser et clarifier les responsabilités de chaque acteur dans la conduite de ses activités.

En 2023, les **procédures** et **modes opératoires** se sont enrichis de **fiches pratiques**.

Toute cette documentation est accessible sur le site intranet du FIVA, assurant à tous les agents un accès permanent à l'ensemble de la documentation applicable. Cette dernière fait l'objet d'une vérification annuelle visant à garantir son actualisation au regard des évolutions juridiques et pratiques de l'établissement.

Conduite des actions de contrôle interne

Le FIVA a poursuivi ses actions de contrôle interne au cours de l'année 2023. Les contrôles périodiques visent, dans une logique d'amélioration continue de la qualité du service rendu, à mettre en œuvre d'éventuelles actions correctives au sein des services « métier » :

- **Processus indemnisation :** tout au long du processus indemnisation, des opérations de contrôle sont opérées sur la qualité des courriers envoyés aux demandeurs, sur la conformité de l'évaluation au regard du barème médical du FIVA et sur la conformité du chiffrage des préjudices. Par ailleurs, les décisions à fort enjeu financier ou stratégique font l'objet d'un contrôle renforcé avant leur envoi ;
- **Processus contentieux indemnitaire :** les contrôles portent sur le respect des délais de transmission des dossiers aux avocats du Fonds et des délais d'exécution des décisions de justice. Un contrôle de qualité est par ailleurs exercé sur les conclusions déposées sans validation préalable des responsables du service, qu'il s'agisse de contentieux externalisés ou traités en interne ;
- **Processus contentieux subrogatoire :** des actions de contrôle sont réalisées sur la qualité et la conformité de l'instruction des dossiers, la qualité de la mise en état des dossiers et des conclusions déposées et enfin sur la conformité de l'exécution des décisions de justice.

Le résultat de ces différents contrôles fait l'objet d'une restitution et d'une discussion lors de la réunion périodique du ***comité de contrôle interne,*** au cours de laquelle sont définis, collégialement, les axes d'amélioration, les cibles à atteindre et les éventuelles actions correctives à engager (modifications de procédures ou modes opératoires existants, formation du personnel, renforcement de la documentation existante…).

En 2023, le niveau de qualité mesuré par les contrôles est resté élevé et stable, ce qui a conduit à un réaménagement des contrôles en place ainsi qu'une réflexion sur de nouveaux contrôles à instaurer. En outre, deux nouveaux services ont été intégrés au Comité (le service informatique et le service budget/marchés publics).

Partie 2 — ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

Déploiement du contrôle interne budgétaire (CIB)

Initié en 2018, le FIVA poursuit le déploiement du contrôle interne budgétaire (CIB) qui vise à *« maîtriser les risques afférents à la poursuite des objectifs de qualité de la comptabilité budgétaire et de soutenabilité de la programmation et de son exécution »*[27].

Dans ce cadre, le FIVA utilise deux outils :

- **La cartographie des risques recense tous les risques d'un processus.** Leurs gravité et probabilité sont ensuite évaluées au regard des moyens de maîtrise existants. Cet outil permet d'apprécier l'efficacité du dispositif en place et d'en déterminer les axes d'amélioration, formalisés par un plan d'action. La mise en œuvre de ce dernier vise à aboutir à une situation où les risques résiduels sont considérés comme faibles.
- **L'échelle de maturité de la gestion des risques** donne une vision globale de la sécurisation d'un processus à travers l'évaluation de quatre axes : le pilotage, l'organisation, la documentation et la traçabilité.

28 · Article 215 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la Gestion budgétaire et comptable publique.



LA CECEA

COMMISSION D'EXAMEN DES CIRCONSTANCES DE L'EXPOSITION À L'AMIANTE

Missions et composition

Créée par l'article 7 du décret du 23 octobre 2001, la CECEA a pour missions :

- d'examiner les dossiers de demande d'indemnisation relatifs aux maladies qui ne sont pas prises en charge au titre de la législation sur les risques professionnels et ne valent pas justification de l'exposition à l'amiante[29] ;
- de se prononcer, dans le cadre des orientations définies par le conseil d'administration, sur le lien entre la maladie et l'exposition à l'amiante.

La Commission est composée :

- d'un président, le Professeur Jean-Claude PAIRON, et de sa suppléante, le Professeur Bénédicte CLIN-GODARD, renouvelés par arrêté du 4 décembre 2023[30] pour un mandat de trois ans ;
- de deux ingénieurs[31] et deux praticiens hospitaliers[32], ainsi que leurs suppléants, renouvelés par le conseil d'Administration du FIVA le 8 novembre 2023 pour des mandats d'une durée de trois ans.

29 · Arrêté précité du 5 mai 2002.

30 · Arrêté du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre du travail, du plein emploi et de l'insertion, du ministre de la santé et de la prévention et du ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargé des comptes publics, en date du 4 décembre 2023.

31 · Deux personnes ayant des connaissances particulières dans l'appréciation du risque lié à l'exposition à l'amiante.

32 · Deux professeurs des universités et praticiens hospitaliers ou des praticiens hospitaliers justifiant d'une expérience professionnelle dans le domaine des pathologies liées à l'amiante.

Conformément à l'article 7 du décret du 23 octobre 2001, la CECEA procède à l'examen de plusieurs types de dossiers :

- les cas de mise en évidence d'une exposition professionnelle, lorsque la pathologie n'a pas été prise en charge au titre de la législation française de la Sécurité sociale ou d'un régime assimilé ;
- les cas de mise en évidence d'une exposition non professionnelle, lorsque la maladie ne vaut pas justification d'exposition à l'amiante[32] ;
- les cas des maladies pour lesquelles le lien avec l'amiante n'est pas établi en l'état actuel des connaissances scientifiques.

Dans le cas de dossiers mettant en évidence une exposition professionnelle sur le territoire français, la CECEA permet à certaines victimes (ou leurs ayants droit), soit :

- d'avoir accès à un système de réparation, si elles sont dépourvues de régime obligatoire de réparation des risques professionnels (artisans, commerçants, entrepreneurs, professions libérales, etc.) ;
- de bénéficier d'un nouvel examen de leur situation après un refus de prise en charge au titre des maladies professionnelles. Dans la plupart des cas, la prise en charge a été refusée par les organismes de protection sociale des victimes, la maladie déclarée ne figurant pas dans la liste d'un tableau de maladies professionnelles ou aucune exposition à l'amiante n'ayant été retrouvée.

Dans les cas mettant en évidence une exposition non professionnelle, la CECEA procède à l'examen des dossiers de victimes présentant des pathologies autres que celles prévues par l'arrêté du 5 mai 2002.

À l'occasion du renouvellement des membres de la Commission, lors de sa séance du 19 septembre 2023, le conseil d'administration a émis le souhait de voir siéger plus fréquemment les suppléants de la CECEA, ceci afin de garantir la cohérence et la qualité des expertises rendues. L'organisation des séances a donc été modifiée, en assurant la tenue de séances par visioconférence ou hybrides (sur site et à distance) : ainsi, les suppléants peuvent mieux organiser leurs différentes activités et assurer une présence plus régulière en Commission.

L'activité de la CECEA

Évolution des flux de dossiers en CECEA depuis 2019

	2019	2020	2021	2022	2023
Entrées	483	339	415	373	**380**
Sorties	528	596	514	437	**362**

En 2023, 380 nouveaux dossiers ont été transmis au secrétariat de la CECEA et sont donc « entrés » dans le processus d'instruction. 362 dossiers en sont parallèlement « sortis » : ils ont été soit examinés par la CECEA (311 dossiers) soit retournés au service indemnisation du fait de la transmission, en cours de la procédure, d'une information rendant inutile la poursuite de l'instruction (par exemple, le décès de la victime sans reprise de sa demande par un ayant droit ou bien la décision de reconnaissance du caractère professionnel de la maladie, objet de l'instruction).

33 · Cf. l'arrêté précité du 5 mai 2002. Il s'agit des maladies spécifiques de l'amiante ; à savoir, le mésothéliome malin primitif de la plèvre, du péritoine et du péricarde, ainsi que les autres tumeurs pleurales primitives et les plaques calcifiées ou non, péricardiques ou pleurales, unilatérales ou bilatérales, lorsqu'elles sont confirmées par un examen tomodensitométrique.

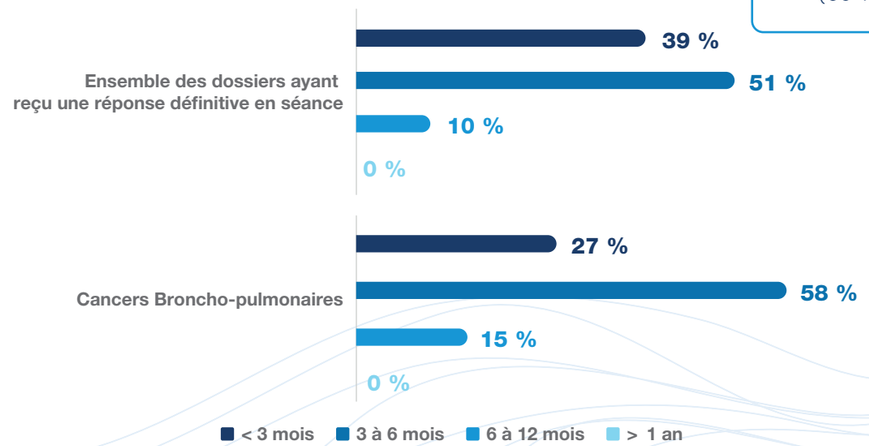
Ainsi, la CECEA s'est réunie à 9 occasions, pendant une journée. Elle a examiné 311 dossiers, soit une baisse de 19,4 % par rapport à 2022 (386 dossiers), poursuivant ainsi le rythme baissier constaté depuis le pic de 2016 (940 dossiers). Parmi les 311 dossiers :

- 267 ont fait l'objet d'un avis définitif de la Commission ;
- 42 ont fait l'objet d'un avis technique impossible pour défaut de documentation sur l'exposition et/ou la pathologie malgré les relances opérées ;
- 2 ont fait l'objet d'une demande de pièces supplémentaires.

Depuis la séance de septembre 2023, il a été décidé de rationaliser le fonctionnement de la Commission. Ainsi, les dossiers dans lesquels les pièces nécessaires à l'examen de la demande n'ont pas été communiquées, malgré la relance opérée par le secrétariat de la CECEA, ne sont plus transmis à la Commission pour avis. Cet examen, rendu inutile par l'absence de matériel, engorgeait inutilement le processus pour un résultat peu satisfaisant (ces demandes donnaient lieu à un « avis technique impossible »). Après une ultime analyse des pièces présentes au dossier, ces demandes sont aujourd'hui classées sans suite au sein du service médical. Elles font ensuite l'objet d'un rejet pour défaut de pièces, ouvrant les voies de recours au demandeur.

On notera que ***90 % des dossiers sont traités dans un délai inférieur à 6 mois****, soit une très nette amélioration du délai de traitement par la CECEA (60 % en 2022).*

Durée de traitement des dossiers en CECEA en 2023



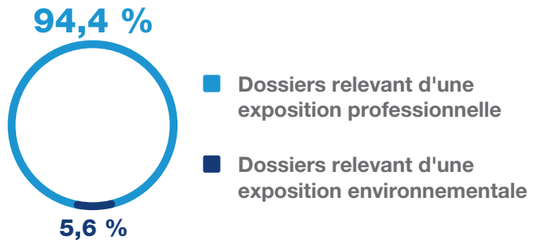
Types d'exposition à l'amiante

En 2023, 267 dossiers examinés par la CECEA ont donné lieu à un avis définitif.

La nature de l'exposition à l'amiante peut être de deux ordres :

- **nature dite « professionnelle »** qui est la conséquence d'une exposition de la victime dans le cadre de son travail ;
- **nature qualifiée d'« environnementale »** qui n'a aucun lien avec la vie professionnelle de la victime. Cette exposition est dite « familiale » en cas de cohabitation de la victime avec une personne fortement exposée à l'amiante, « géographique » en cas d'habitat en zone amiantifère (notamment certaines zones en Corse) et « industrielle » en cas d'habitat proche d'une usine relâchant de l'amiante dans son environnement (par exemple à Aulnay-sous-Bois).

Répartition des dossiers par nature de l'exposition



Parmi les 11 dossiers de **victimes environnementales,** évalués par la CECEA :

- 7 demandes concernaient une exposition due à la proximité avec des personnes exposées professionnellement (exposition dite « familiale ») ;
- 4 demandes concernaient une exposition « géographique » ou « industrielle ».

Sur ces 11 cas :

- 4 ont fait l'objet d'un avis favorable ;
- 7 ont abouti à un rejet dont 3 pour raison médicale et 4 en raison d'une exposition non prouvée ou insuffisante.

Après examen des pièces présentes au dossier, la CECEA a pu constater que ***94,4 % des victimes ont été exposées professionnellement.***

➜ Lien établi par la CECEA

Sur les 267 dossiers ayant donné lieu à un avis définitif de la CECEA en 2023, un lien a été établi entre la pathologie de la victime et son exposition à l'amiante pour 118 d'entre eux.

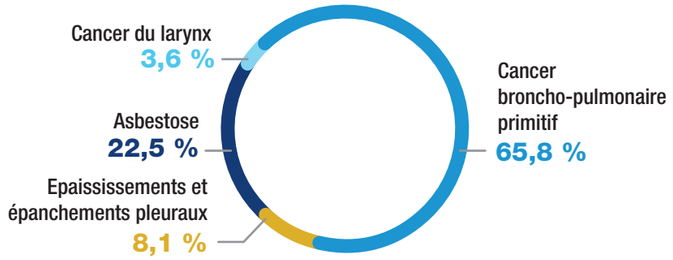
Répartition des pathologies dont le lien avec l'amiante a été établi par la CECEA depuis 2019

	2019	2020	2021	2022	2023
Cancer broncho-pulmonaire primitif	45,3%	46,8%	56,6%	59,7%	**65,8%**
Epaississements et épanchements pleuraux	30,7%	25,2%	21,1%	21,0%	**8,1%**
Asbestose	15,3%	22,3%	19,1%	16,9%	**22,5%**
Cancer du larynx	4,7%	5,0%	3,3%	1,6%	**3,6%**

L'augmentation de la part des victimes atteintes de cancer broncho-pulmonaire primitif, observée depuis de nombreuses années, se confirme en 2023 (65,8 %, soit 6,1 points de hausse).

On remarque également une augmentation du nombre de victimes atteintes d'asbestose (+5,5 points); toutefois, cette variation n'est pas inhabituelle (par exemple en 2020), le pourcentage d'asbestose étant compris entre 15 et 22 % depuis 2017. Enfin, la tendance baissière du pourcentage des épaississements pleuraux et pleurésie s'accélère en 2023 (-12,9 points), sans qu'un évènement déclencheur puisse être identifié.

Répartition des pathologies dont le lien avec l'amiante a été établi par la CECEA en 2023



Lien non établi par la CECEA

La CECEA n'a pas établi de lien entre la pathologie présentée par le demandeur et une exposition à l'amiante dans 150 cas, soit un peu plus de la moitié des avis rendus :

- dans 79 dossiers, les conditions et/ou l'intensité de l'exposition à l'amiante se sont révélées insuffisantes pour établir un lien de causalité avec la pathologie présentée ;
- dans 71 dossiers, la pathologie présentée par la victime n'a pas été confirmée ou était sans lien avec une exposition à l'amiante selon l'état des connaissances scientifiques actuelles.

Répartition des dossiers par motif d'absence de reconnaissance de lien avec l'amiante

*On observe une baisse substantielle des dossiers pour lesquels le lien n'a pas été établi en raison de l'exposition (**63,5 % en 2022 contre 52,7 % en 2023**).*



LE CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE PERFORMANCE 2020-2023

LES DERNIÈRES AVANCÉES

Du fait de la mise en œuvre tardive du COP 2020-2022 signé le 17 septembre 2020, un avenant a été signé le 31 décembre 2022, prolongeant ledit contrat sur l'année 2023, sans modification des objectifs initialement prévus. Au 31 décembre 2023, toutes les actions ont été étudiées, la quasi-totalité achevées, à l'exception de 7 d'entre elles[34], toujours en cours.



34 · Dans l'ordre du COP : récupérer des données auprès de tiers (50 %) ; développer le traitement amiable dans les dossiers subrogatoires (75 %) ; fluidifier l'information au sein du Service médical (75 %) ; assurer une veille active des pratiques médico-administratives de nos partenaires (50 %) ; faire comprendre les enjeux du contrôle interne au personnel (50 %) ; gérer les déchets et mettre en œuvre une politique de confidentialité (75 %) ; favoriser l'évolution professionnelle (75 %)



Garantir une indemnisation rapide et fiable des victimes et ayants droit

Dans la poursuite de cet objectif, deux actions ont trouvé leur aboutissement en 2023 :

- **Sécuriser les échanges dématérialisés du FIVA.**

  L'établissement s'efforce depuis plusieurs années de limiter les échanges papier avec les tiers, de développer des échanges numériques sécurisés avec ses partenaires (avocats, organismes sociaux…). Ainsi, ont déjà été mises en place des plateformes avec les avocats et certains organismes sociaux. Restaient les échanges, nécessitant un formalisme spécifique, avec les juridictions saisies par le FIVA dans le cadre du contentieux subrogatoire ou par les demandeurs lors d'un contentieux indemnitaire. Dans le courant de l'année, le FIVA a engagé un processus d'adhésion à la plateforme du ministère de la Justice, PLEX, qui offre aux juridictions de l'ordre judiciaire (tribunaux, cours d'appel et Cour de cassation) la possibilité d'échanger par voie numérique avec les différentes parties à une instance. Dès la signature de la convention, des communications spécifiques à destination des juridictions seront diffusées conjointement par le ministère de la Justice et le FIVA, afin de maximiser l'utilisation de ce nouveau canal d'échanges.

- **Étendre le traitement numérique à toutes les catégories de dossiers.**

  Depuis la mise en place de l'outil métier SICOF, en 2011, le FIVA a rencontré de nombreuses difficultés et irritants dans son utilisation. Cet outil, bien que très complet, a montré ses limites, notamment liées à une trop grande rigidité et à l'absence d'intégration de tous les services du FIVA dans un même espace de travail numérique. En 2023, plusieurs travaux d'amélioration ont été menés, en parallèle du lancement d'une réflexion sur la refonte de l'outil. Les axes d'amélioration déjà identifiés sont : un pilotage plus fin de l'activité, un suivi technique des flux plus précis, une intégration poussée des activités et des échanges des services contentieux indemnitaire et médical dans le cadre du traitement des recours contentieux, une meilleure ergonomie.

L'accès au droit

Dans l'objectif d'accroître sa visibilité, le FIVA a mené en 2023 plusieurs actions de communication, dont certaines nécessitent d'être poursuivies après l'échéance du COP 2020-2023.

- **Ouverture du site Fivademandeur.**

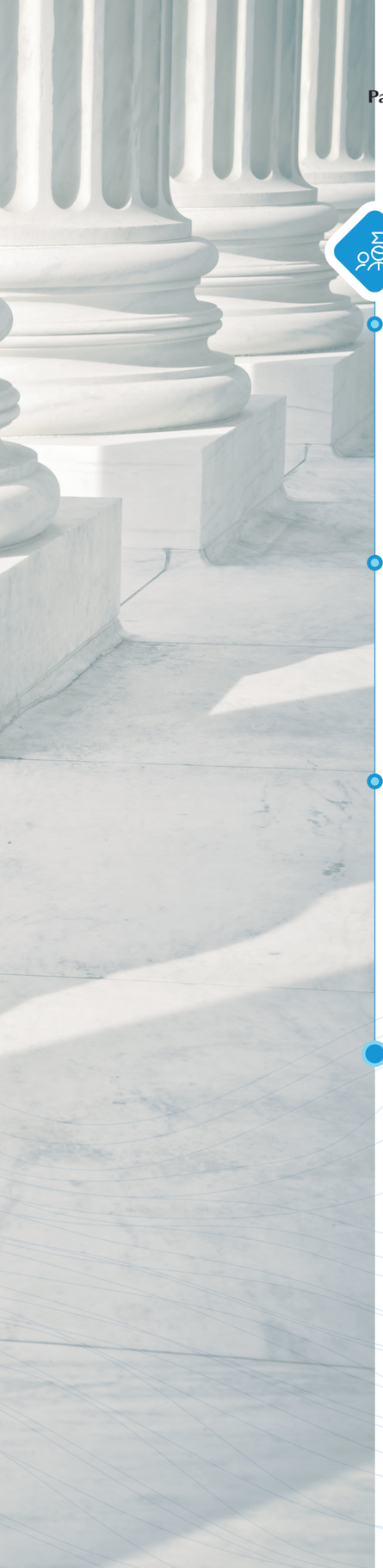
  Ce site permettant la saisine du FIVA et la constitution numérique d'un dossier d'indemnisation a été ouvert officiellement au public en juin 2023. Depuis, c'est plus de 1 000 demandes qui ont été déposées par ce biais. La version du site actuellement en ligne sera améliorée.

- **Contacter les victimes identifiées par d'autres organismes.**

  Dans sa mission d'indemnisation des victimes de l'amiante, passant par la nécessité de se faire connaître de toutes les victimes de l'amiante, le FIVA a rencontré des difficultés liées au règlement européen sur la protection des données personnelles (RGPD), l'établissement n'étant pas autorisé à requérir les informations nécessaires à une politique « d'aller-vers » auprès des différents organismes sociaux. En 2023, le FIVA a mis en place diverses actions afin d'obtenir une évolution législative de l'article 53-III de la loi de financement de la Sécurité sociale pour 2001, aux fins de renforcer les moyens dont l'établissement dispose pour détecter les personnes qui sont susceptibles de bénéficier de droits à indemnisation. Ces actions ont abouti à l'adoption de l'article 89 de la loi n° 2023-1250 du 26 décembre 2023 de financement de la Sécurité sociale pour 2024. Cet article permettra au FIVA de récupérer auprès « de services de l'État, de toute collectivité publique, de tout organisme de sécurité sociale », ou encore « de tout organisme assurant la gestion des prestations sociales ou de tout organisme assureur » des données afin de contacter directement les patients atteints de pathologies liées à une exposition à l'amiante qui sont identifiés par ces administrations. Les personnes seront ainsi informées du dispositif d'indemnisation et déposeront une demande si elles le souhaitent. Avant la mise en application de ce texte, un décret en Conseil d'État (DCE) après avis de la CNIL, doit être pris. Des travaux liés à ce décret sont actuellement en cours.

- **Récupérer des données auprès de tiers.**

  En 2023, le FIVA a formulé auprès de la Caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV) une demande d'accès complémentaire au Système de Gestion des Identifiants (SNGI) pour compléter son accès actuel à l'Espace des Organismes Partenaires de la Protection sociale (EOPPS), visant à faciliter l'exécution de ses missions. Cette action, qui n'a pas encore abouti, sera poursuivie dans le cadre de l'objectif de simplification des échanges avec les demandeurs.



La performance de l'établissement

- **Sauvegarder les droits des victimes en matière subrogatoire.**

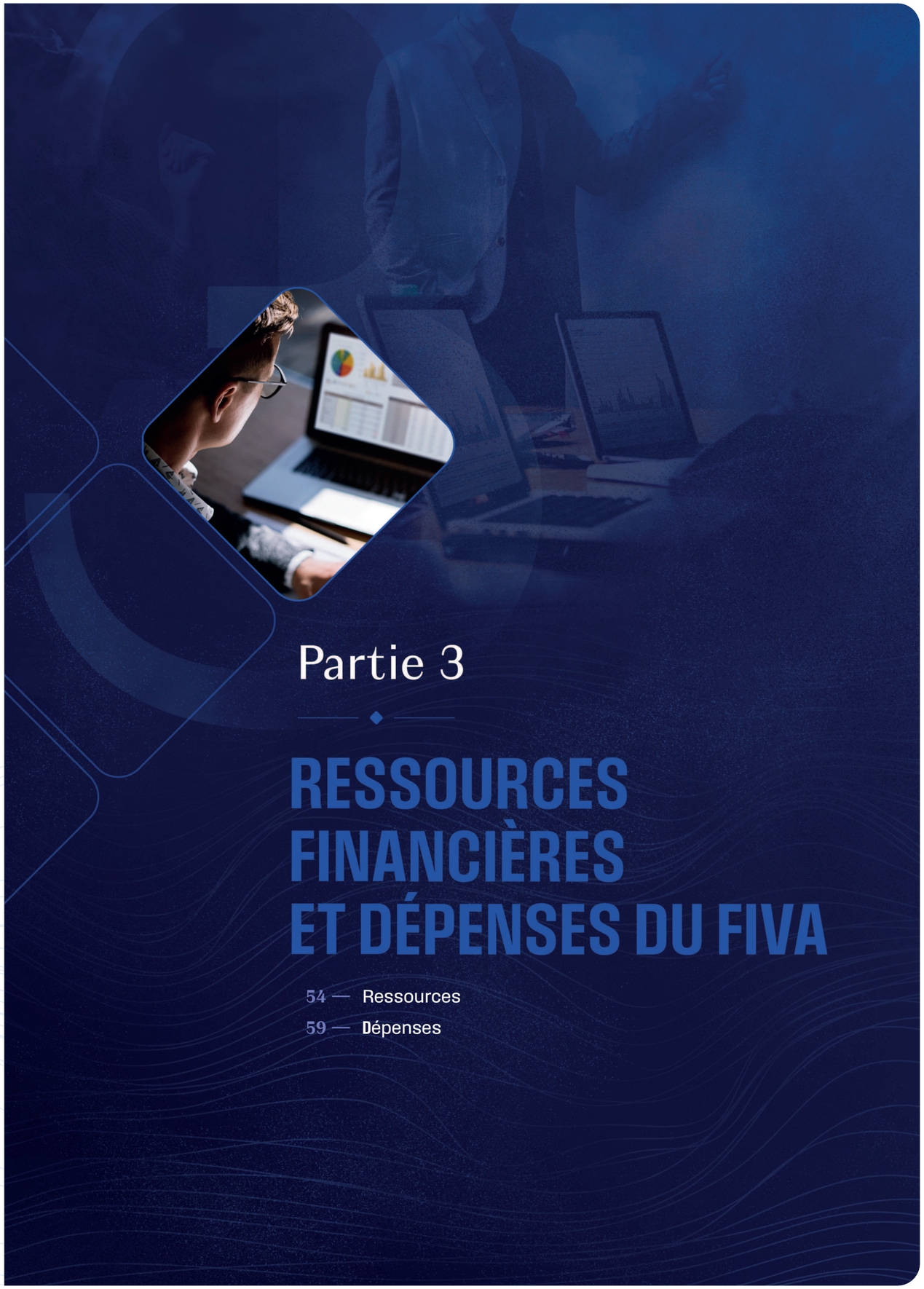
  Depuis le mois de décembre 2023, le paragraphe explicatif relatif aux droits des victimes reconnues en maladie professionnelle pour agir en responsabilité contre leur(s) employeur(s), figurant en annexe des offres d'indemnisation qui leur sont adressées, a été modifié. La formulation se veut plus claire et plus simple. La victime est désormais informée qu'elle peut solliciter des informations complémentaires par le biais d'une messagerie spécifique.

- **Évolution du service médical.**

  Suite à l'arrivée en juin 2023 d'un nouveau responsable du service médical, le docteur Cédric GROUCHKA, un audit mené par un prestataire externe a été engagé pour analyser les circuits internes de fonctionnement, notamment entre le service médical et les autres services. Les résultats et recommandations de cet audit permettront d'assurer la fluidification des circuits entre le service médical et les autres services de l'établissement ainsi qu'au sein du service médical lui-même.

- **Faire comprendre les enjeux du contrôle interne au personnel.**

  Une action de remise en question de l'utilité et la performance du contrôle interne a été initiée à l'été 2023. Les responsables de service du FIVA ont été interrogés et des discussions ont été menées dans le cadre du Comité de contrôle interne (CCI). À la fin de l'année 2023, une première action a été engagée par le service du contentieux subrogatoire visant à mettre à jour le plan de maîtrise des risques (PMR) le concernant. En sollicitant les agents pour identifier les risques potentiels de leur activité ainsi que leur criticité, cette démarche vise à faire comprendre l'utilité des opérations de contrôle nécessaires à leur maîtrise.



Partie 3

RESSOURCES FINANCIÈRES ET DÉPENSES DU FIVA

54 — Ressources
59 — Dépenses

ENTRETIEN

Entretien avec **Patricia Mitri,** agente comptable



Pouvez-vous nous rappeler brièvement les principales missions de votre service et sa composition ?

Patricia Mitri (agente comptable) — En tant que partie prenante du pilotage de l'établissement, nous intervenons pour toute question financière et comptable. Quant à nos missions, elles couvrent la mise en paiement des offres d'indemnisation, la gestion des rentes, la vérification des évaluations de préjudices économiques avant l'offre ainsi que le contrôle des offres à fort enjeu financier, avant signature et envoi. De plus, nous assurons l'émission des titres de recettes d'indemnisation et les opérations de recouvrement afférentes. Enfin, quotidiennement, nous enregistrons l'ensemble des entrées et des sorties d'argent du FIVA et procédons au contrôle et à l'archivage des opérations de dépenses et de recettes du Fonds, au vu des règles de comptabilité publique et des processus internes. Pour cela, nous sommes 8 agents, moi comprise.

Quels ont été les grands événements de l'année 2023 au sein de votre service ?

Patricia Mitri — En premier lieu, la nouvelle jurisprudence de la Cour de cassation, déjà évoquée par mes collègues, qui a modifié la nature de la rente. Ce revirement a provoqué un accroissement de plus de 30 % du nombre de dossiers gérés, qui a atteint, fin 2023, le nombre record de 5 955 dossiers. Il s'agit d'une part importante de notre activité car tous les trimestres, nous mettons en paiement, dans un délai que nous voulons le plus court possible, les rentes échues. Ainsi, après réflexions, essais et vérifications opérées a posteriori sur la campagne de rentes du second trimestre 2023, décision a été prise d'utiliser à compter du 3e trimestre 2023, comme outil de comparaison et de mise à jour de la base SICOF (notre outil métier), les fichiers INSEE des personnes décédées, disponibles sur internet. Le caractère libératoire de la dépense est ainsi dorénavant vérifié, processus qui met fin aux interrogations unitaires d'EOPPS (base de données des organismes partenaires de protection sociale) jusqu'alors effectuées.

Autre évènement important : l'internalisation du processus de mise en paiement des offres d'indemnisation qui était, pour partie, réalisée jusqu'à mi-septembre 2023 par le service indemnisation. Désormais, nous liquidons et ordonnançons la dépense. En cas d'incomplétude d'un dossier, nous procédons aux relances adéquates. Notre constat, à ce jour, est plutôt positif : nous y avons gagné tant en termes de maîtrise de processus que de motivation.

Le recentrage de l'activité de contrôle sur les offres soumises à la signature de la direction pour un montant supérieur à 200 000 euros a également constitué un évènement important.

Enfin, dernier évènement important : l'automatisation en masse des relances et de certains courriers adressés à nos créanciers dans le cadre du recouvrement, assortie de la construction d'outils dédiés à leur suivi. À cet effet, nous devrions avoir un très bon taux de recouvrement.

D'où proviennent les recettes du FIVA ? Quel en est le bilan en 2023 ?

Patricia Mitri — Les recettes du FIVA, de 308,6 millions en 2023, proviennent de trois sources. À près de 74 %, il s'agit des subventions allouées à l'établissement pour assurer sa mission, dont près de 97 % émanent de la branche accident du travail et maladie professionnelle et 3 % de l'état. 10 % consacrent les créances nées majoritairement des recours subrogatoires menés par le Fonds. Quant à la dernière part, elle a pour objet la comptabilisation de produits d'inventaires nécessaires à l'établissement des comptes annuels : en fait, il s'agit de produits nés de la diminution de stocks de provisions.

Les dépenses ont sensiblement augmenté cette année par rapport à l'année dernière. Pouvez-vous nous donner les montants et nous expliquer pourquoi ? Quel impact cela a pu avoir sur votre activité ?

Patricia Mitri — Effectivement, la dépense d'indemnisation a bondi de +27 % par rapport à l'an passé. Ainsi, 335,9 millions d'euros ont été constatés en 2023.

J'identifie deux causes à cela : le revirement de la jurisprudence de la Cour de cassation et, dans une moindre mesure, la révision du barème d'indemnisation des préjudices extrapatrimoniaux. Si on s'attarde sur les graphiques mensuels, on peut s'apercevoir que la dépense a décroché à partir de juillet, de manière importante, sans cesser d'évoluer. Pour cela, en lien avec la direction et le service budget, nous avons organisé des réunions de suivi très régulières afin de vérifier ce que notre budget nous permettait de dépenser.

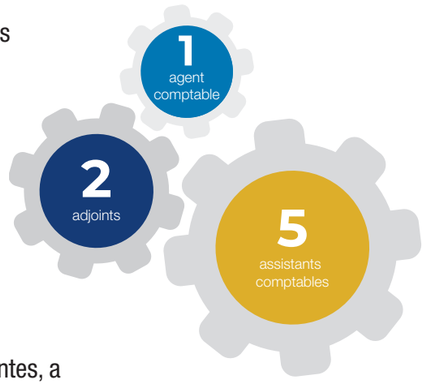
Quels sont vos objectifs pour l'avenir ?

Patricia Mitri — Atteindre un meilleur taux de recouvrement et au-delà, développer le contrôle interne. Je souhaiterais aller plus vers un contrôle sélectif de la dépense (CSD) afin de diminuer les redondances de contrôle pour aller vers des processus davantage « rationalisés ». Et de manière générale, nous faisons tout pour limiter les erreurs et être diligents sur le recouvrement : s'il y a deux objectifs, ce sont ceux-là !

FOCUS

AGENCE COMPTABLE

- Délai moyen en 2023 de paiement des dépenses concernée **: 1,5 mois** (délai réglementaire de 2 mois)
- À partir de juin 2023 : l'activité de contrôle des offres s'est recentrée sur celles d'un montant **supérieur à 200 000 €**
- 18 septembre : l'intégralité du processus de mise en paiement des offres d'indemnisation, après réception des quittances afférentes, a été **internalisé par le service financier**
- Depuis le 3e trimestre 2023, le service a recours **aux fichiers INSEE des personnes décédées**, en remplacement des interrogations unitaires de la base de données EOPPS



RESSOURCES

Depuis sa création, le FIVA est majoritairement financé par la branche accident du travail et maladie professionnelle de la sécurité sociale. Sa contribution couvre en effet l'intégralité de la dépense d'indemnisation. Comme l'an passé, le FIVA a également perçu une subvention de l'État qui, agrégée aux reprises sur provisions d'indemnisation des exercices antérieurs et aux recouvrements de recettes au titre des actions subrogatoires, constitue en 2023 le reste des produits de fonctionnement de l'organisme.

En 2023, le taux de recouvrement enregistré s'évalue à 84 %, soit +4,5 points par rapport à 2022.

Les recettes dans le processus indemnisation

Le service financier constitue le centre d'émission et de recouvrement des titres de recettes résultant pour 99 % des actions subrogatoires menées par le Fonds et d'indus d'indemnisation pour le reste (hors financements attendus).

Répartition des titres de recettes émis en 2023 et 2022, hors subventions

Nature des ordres à recouvrer émis	2023				2022				% Evol en Montant
	Dossiers	Taux	Montants	Taux	Dossiers	Taux	Montants	Taux	
Décisions justices-cadre subrogatoire	431	44 %	23 544 240,19	75 %	681	52 %	25 370 402,98	70 %	-7 %
Accord amiable cadre subrogatoire	125	13 %	7 298 379,90	23 %	147	11%	9 965 320,57	27%	-27 %
Frais de procédures	351	36 %	435 787,15	1%	444	34%	497 189,54	1%	-12 %
Indus d'indemnisation	65	7 %	199 684,01	1%	39	3%	453 195,38	1%	-56 %
TOTAUX	**972**	**100 %**	**31 478 091,25**	**100%**	**1064**	**100%**	**36 286 108,47**	**100%**	**-13 %**

Recettes allouées depuis la création du FIVA

Depuis sa mise en place, le FIVA s'est vu attribuer des dotations importantes afin de couvrir les dépenses d'indemnisation des victimes et ses frais de gestion administrative.

Ainsi, les dotations prévues dans les lois de finances de l'État et de financement de la sécurité sociale depuis la création du Fonds s'élèvent à 6,934 milliards d'euros répartis comme suit :

- 6,398 milliards d'euros relevant de la branche accident du travail et maladie professionnelle, soit 92,26 % du total ;
- 536,74 millions d'euros relevant de l'État.

Dotations effectivement versées

Les modalités de versement des dotations allouées au FIVA ont été définies par conventions financières conclues avec l'État, d'une part, l'ACOSS[35] et la CNAM[36], d'autre part :

- les dotations de l'État sont intégralement versées au FIVA chaque année, selon un calendrier trimestriel, après éventuelles régulations budgétaires ;
- les dotations de la branche accident du travail et maladie professionnelle (AT/MP) sont versées, depuis janvier 2010, selon la convention signée avec l'ACOSS révisant la procédure de versement, par tranche de 20 millions d'euros, suivant un échéancier prévisionnel et sur demande[37] du Fonds.

Dotation du FIVA (en millions d'euros)

Période/Années	Dotation de l'État (après mise en réserve)	Dotation de la branche AT/MP	Total des dotations	Dotations versées*
2001 - 2016	483,14	4698	5181,14	5063,14
2017	7,36	250	257,36	307,36
2018	7,76	270	277,76	267,76
2019	7,76	260	267,76	267,76
2020	7,68	260	267,68	227,68
2021	7,68	220,00	227,68	247,68
2022	7,68	220,00	227,68	247,68
2023	7,68	220,00	227,68	300
TOTAL	**536,74**	**6398**	**6934,74**	**6926,06**

*correspondant aux dotations versées et aux prélèvements sur le fonds de roulement au 31 mai de chaque année de 2002 à 2006, puis au 31 décembre de chaque année à compter de 2007.

Au 31 décembre 2023, sur les 6,934 milliards d'euros votés dans les lois de finances de l'État et de financement de la sécurité sociale depuis la création du FIVA, 6,929 milliards d'euros ont effectivement été versés au Fonds, soit 99,92 % des dotations votées.

35 · Agence centrale des organismes de sécurité sociale.

36 · Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés.

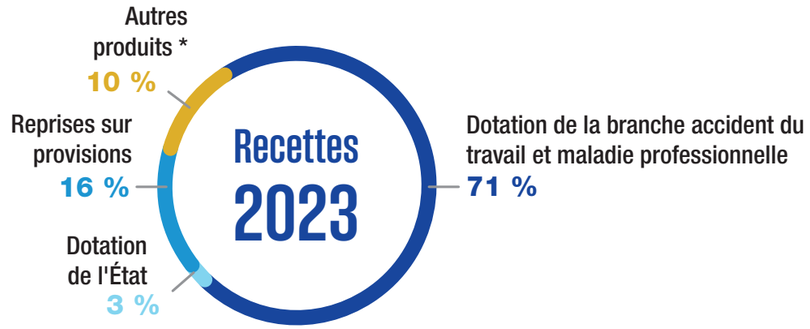
37 · Une demande de versement est faite dès qu'il ne reste plus que 20 millions d'euros afin que le FIVA puisse toujours assurer ses paiements.

Autres recettes

Outre les subventions de l'État et de la branche accident du travail et maladie professionnelle, le FIVA a d'autres recettes dont :

- les reprises sur provisions d'indemnisation sur les exercices antérieurs ;
- les encaissements en trésorerie correspondant au recouvrement des recettes au titre des actions subrogatoires ;
- le recouvrement des indus.

Répartition des dotations et recettes 2023



Répartition des charges et recettes (en millions d'euros)

	2021	2022	2023
Charges	**329,14**	**322,46**	**389,45**
Enveloppe intervention	321,45	314,39	381,01
Enveloppe personnel	5,43	5,58	5,61
Enveloppe fonctionnement	2,25	2,48	2,83
Produits	**307,92**	**307,42**	**308,76**
Dotation de la branche accident du travail et maladie professionnelle	220	220	220
Dotation de l'État	7,68	7,68	7,68
Reprises sur provisions	45,37	43,43	49,58
Autres produits*	34,87	36,31	31,50
Résultat net	**-21,22**	**-15,03**	**-80,70**
Résultats cumulés	**56,04**	**41,01**	**-39,69**

*qui incluent les recettes du contentieux subrogatoire et les autres recettes d'exploitation du FIVA

ENTRETIEN

Entretien avec **Boris Videmann,** responsable du service budget/marchés publics



Pouvez-vous nous rappeler brièvement les principales missions de votre service et sa composition ?

Boris Videmann (responsable du service budget et marchés publics) — Le service intervient dans la programmation et le suivi de la trajectoire financière du FIVA ainsi que dans la supervision de l'exécution budgétaire des crédits de gestion administrative. La convention de délégation de gestion confiée par l'ordonnateur au service financier pour tous les actes de liquidation et d'ordonnancement relatifs à l'activité d'indemnisation permet de nous centrer sur cette activité déjà très chronophage.

Notre autre mission essentielle est la sécurisation des projets d'achat du FIVA et le pilotage de la politique d'investissement en concertation avec la direction. L'enjeu est de satisfaire les besoins de l'établissement : cela va de l'achat de consommables bureautiques à la gestion immobilière en passant par la (re)négociation des contrats de maintenance, de location et la mise en œuvre de contrats de services de tous types (restauration, permanence téléphonique, accueil, archivage, conseil juridique…).

Le service fonctionne en binôme : je suis épaulé par Elodie Lahmidi qui occupe la fonction d'assistante de gestion budgétaire.

Le budget 2023 a dû évoluer à plusieurs reprises. Pouvez-vous nous expliquer quelles en étaient les raisons ?

Boris Videmann — Le premier budget rectificatif a été voté en juin 2023. Il visait principalement à réconcilier autorisations d'emplois et masse salariale. 100 000 € initialement ouverts sur l'enveloppe ressources humaines ont en effet dû être transférés vers l'enveloppe Fonctionnement en mai 2023 afin de garantir la qualité du service téléphonique rendu aux usagers.

Un deuxième budget rectificatif a été présenté à la mi-septembre aux administrateurs. Il est la conséquence directe d'un premier semestre 2023 marqué par une augmentation des coûts moyens des demandes et du nombre de rentes servies suite au revirement de jurisprudence de la Cour de cassation du 20 janvier 2023 mais aussi par la revalorisation de 4 % des rentes accident du travail et maladie professionnelle servies à compter du 1er juillet 2022. La hausse de 10,5 % du barème d'indemnisation des préjudices extrapatrimoniaux applicable au 1er octobre 2023 a achevé de rendre inévitable une réallocation de ressources sur l'enveloppe Intervention pour couvrir le volume des nouvelles demandes attendues sur le dernier quadrimestre de l'année. Les administrateurs et les tutelles du FIVA ont validé une rallonge budgétaire de 46 millions d'euros, ce qui nous a permis de ne pas interrompre les paiements. L'établissement n'a jamais vécu une année aussi dense au niveau budgétaire.

Quel budget a été voté pour 2024 ? Quels sont les grands chantiers prévus par le budget de l'année prochaine ?

Boris Videmann — Les administrateurs du Fonds ont, lors du conseil du 14 novembre 2023, doté le FIVA d'un budget initial de 373,6 millions d'euros en autorisations d'engagement pour 374,6 millions d'euros en crédits de paiement, ce qui représente grosso modo une augmentation de 9 % par rapport à 2023. La répartition entre les deux composantes du budget demeure inchangée par rapport aux exercices précédents : près de 98 % des crédits inscrits au budget initial 2024 sont ainsi consacrés à l'indemnisation des victimes. Le budget prévisionnel des dépenses de gestion administrative s'établit pour sa part à 8,8 millions d'euros en autorisations d'engagement pour 9,7 millions d'euros en crédits de paiement.

Les dépenses de personnel, qui s'évaluent à 6,37 millions d'euros, représentent le premier poste de ce budget de gestion administrative. L'augmentation par rapport à 2023 est limitée (+ 2,5 %) et loin des niveaux de l'inflation : la prévision pour 2024 valide la grande stabilité de la structure globale de l'effectif du FIVA. Les crédits de fonctionnement hors masse salariale s'élèvent à 1,7 millions d'euros en autorisations d'engagement pour 2,6 millions d'euros en crédits de paiement. Hormis deux mesures nouvelles, la progression se limite à 4,6 % par rapport à 2023, traduisant les efforts de maitrise de l'établissement.

Le budget qui augmente le plus sensiblement est celui d'investissement (+ 23 % par rapport à 2023). La part principale des dépenses d'investissement (728 200 euros en autorisations d'engagement/ crédits de paiement pour 2024) est liée à notre outil métier, SICOF. L'un des enjeux principaux du FIVA est l'amplification de la transition numérique pour mettre en œuvre un dispositif dématérialisé couvrant l'ensemble des activités métiers de l'organisme, de la réception initiale de la demande jusqu'à la décision en passant par le paiement. La dématérialisation : **c'est là que se joue le plus gros défi de l'établissement !**

Répartition des marchés en cours d'exécution



Au 31 décembre 2023, ***45 contrats sont en cours d'exécution*** *afin de couvrir les besoins du FIVA et de garantir la sécurité et la performance de son fonctionnement.*

FOCUS — MARCHÉS PUBLICS

5 consultations majeures en 2023 :

- **l'enquête de satisfaction annuelle** auprès des bénéficiaires du dispositif d'indemnisation du FIVA – *Procédure adaptée ;*
- **la conception graphique** sur support papier du rapport d'activité 2022 – *Procédure simplifiée ;*
- **une mission d'étude et de diagnostic organisationnel et fonctionnel** du service médical – *Procédure simplifiée ;*
- **la refonte du site institutionnel du FIVA** – *Procédure simplifiée ;*
- **l'acquisition et le déploiement** de licences Microsoft 365 – *Procédure d'achat mutualisé via l'UGAP.*

DÉPENSES

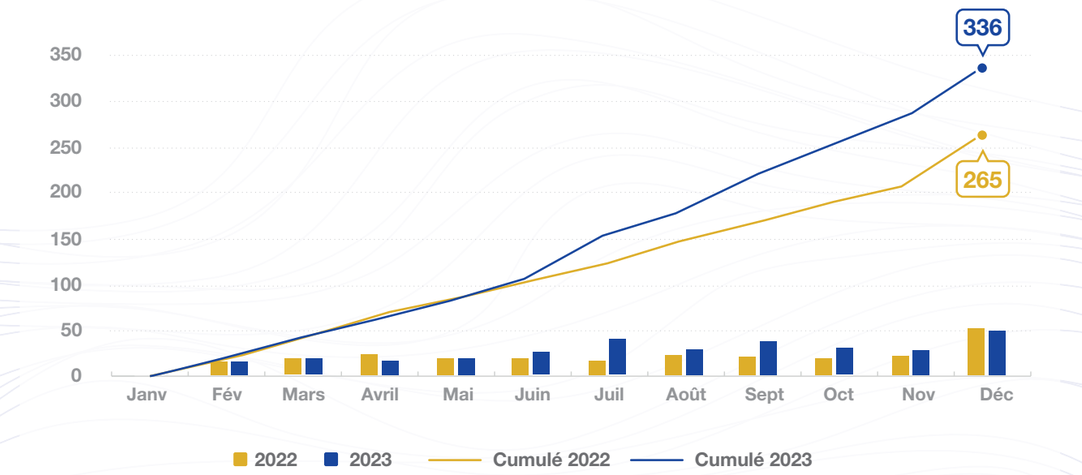
Conformément à la mission confiée, le service financier assure l'ordonnancement des dépenses d'intervention.

Les dépenses dans le processus indemnisation

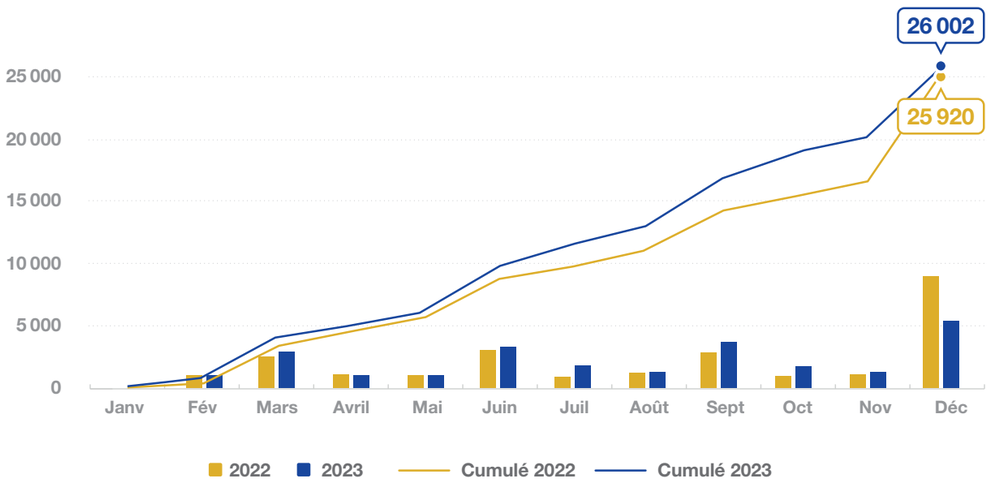
En 2023, 26 002 ordres de paiement ont ainsi été émis, pour une valeur globale de 336 millions d'euros. On remarquera la nette accélération des dépenses à compter de mi-mai, marquant visuellement les conséquences financières du revirement en début d'année de la Cour de cassation.

Le nombre d'ordre de paiement montre une certaine stabilité sur les deux dernières années, confirmant l'accroissement des montants servis.

Évolution du montant des dépenses d'indemnisation mises en paiement (en millions d'euros)



Nombre d'ordres de paiement traités en 2023 et 2022



Traitement des rentes

Le service financier constitue le centre de gestion des rentes. Très lourdement impacté par le revirement de la jurisprudence de la Cour de cassation intervenu le 20 janvier 2023, 5 955 dossiers ont été recensés comme actifs au 31 décembre 2023, contre 4 512 l'an passé, soit un accroissement de plus de 30 % du nombre de dossiers gérés.

Conformément à la délibération du conseil d'administration du 28 mars 2003, le préjudice fonctionnel est indemnisé, par principe, sous forme de rente viagère.

Sauf décision de justice, la rente est versée, à terme échu :

- annuellement pour les rentes inférieures à 2 000 € ;
- trimestriellement pour les rentes supérieures à 2 000 €.

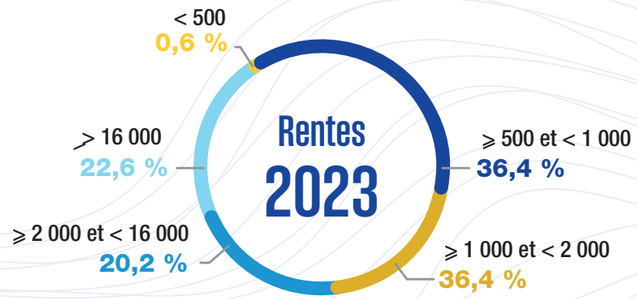
Répartition des rentes FIVA au 31 décembre 2023 selon leur montant (en euros)

Rythme de versement	Montant annuel des rentes	Nombre de rentes	Part (%)
Annuel	<500	37	0,6 %
	≥500 et <1 000	2 167	36,4 %
	≥1 000 et <2 000	1 206	20,2 %
Trimestriel	≥2 000 et <16 000	1 202	20,2 %
	≥16 000	1 343	22,6 %
	TOTAL	**5 955**	**100 %**

La majorité des rentes sont servies annuellement (57,2 %).



Répartition des rentes selon le montant en euros



34,1 millions d'euros *ont été réglés aux échéances prescrites en 2023*

Le logiciel métier SICOF assure la fiabilité et l'efficacité du processus d'ordonnancement et de gestion de ces dossiers.

À ce titre, 34,1 millions d'euros ont été réglés aux échéances prescrites en 2023, contre 18,3 millions d'euros l'an passé.



Dépenses de gestion administrative

Comme chaque année, le FIVA s'est attaché à mettre en œuvre son objectif de gestion raisonnée des crédits alloués pour sa gestion courante comme pour sa mission d'indemnisation. Composants de son budget, ces deux éléments sont exécutés selon les règles de la gestion budgétaire et comptable publique.

Les charges totales du FIVA s'élèvent à 390,02 millions d'euros[38] en 2023, contre 322,98 millions d'euros l'année dernière.

Répartition des dépenses de gestion administrative par enveloppes en 2023



Les dépenses de gestion administrative de l'établissement, hors frais d'expertises médicales et d'honoraires d'avocats, s'établissent à 9,01 millions d'euros, soit 2,31 % des dépenses totales de l'organisme contre 2,63 % en 2022. Ces résultats mettent en évidence la gestion maîtrisée des frais de fonctionnement courant de l'établissement.

Le taux d'exécution de la dépense s'élève en 2023, toutes enveloppes confondues, à 98,21 % du deuxième budget rectificatif voté par le conseil d'administration du 19 septembre 2023.

38 · Correspond au total des charges constatées sur les quatre enveloppes, qu'elles soient de fonctionnement, d'intervention, d'investissement et de personnel.

Effectifs et dépenses de personnel[39]

Le plafond d'emploi autorisé par le budget 2023 a été fixé à hauteur de 74 ETPT[40] et 77 ETP[41], niveau supérieur d'un point à celui de 2022.

Répartition et décompte de l'effectif du FIVA

Effectif	ETP 2023		ETPT 2023	
	autorisé	réalisé	autorisé	réalisé
Effectif sous plafond	77	72,17	74	69,42
Effectif hors plafond	-	-	-	-
SOUS-TOTAL	**77**	**72 ,17**	**74**	**69,42**
Effectif mis à disposition	-	-	-	-
TOTAL GÉNÉRAL	**77**	**72,17**	**74**	**69,42**

Le plafond d'emploi, conforme au cadre budgétaire autorisé, a été exécuté à hauteur de
93,81 %

L'écart de 4,58 ETPT non consommés s'explique par les difficultés de recrutement que le FIVA a connu en 2023. Comme beaucoup d'administrations, l'établissement est confronté à des problèmes d'attractivité : par exemple, sur les 3 derniers postes publiés, 2 candidats ont mis fin à la période d'essai et le 3e poste a été pourvu 7 mois après la publication. Le recrutement de 2 CDD de renfort s'est également révélé très difficile, les postes étant pourvus plus de 4 mois après leur publication.

De façon générale, la structure de l'effectif du FIVA reste assez stable en 2023, les données sociales étant similaires à celles des années précédentes.

Dépenses de personnel de 2019 à 2023 (en millions d'euros)

Dépenses de personnel	2019	2020	2021	2022	2023
Comptes 63 et 64*	5 190	5 345	5 433	5 449	**5 610**
	+ 9,68 %	+ 2,98 %	+ 1,65 %	+ 0,29 %	**+2,95 %**

Le taux de réalisation des charges de personnel pour 2023 s'établit à
90,27 %

**Compte 63 : Impôts, taxes et assimilés - Compte 64 : Charges de personnel*

39 · L'ensemble des informations et données sociales fait par ailleurs l'objet d'un développement détaillé dans le bilan social annuel.

40 · Équivalent Temps Plein Travaillé.

41 · Équivalent Temps Plein.

La progression des dépenses de personnel en 2023 est en grande partie due au glissement vieillissement technicité (GVT), à l'augmentation de la valeur du point d'indice de la fonction publique à compter du 1er juillet 2023 (+1,5 %), à la prise en charge de 75 % des frais de transport à compter du 1er septembre 2023 et au versement de la prime de pouvoir d'achat exceptionnelle à compter du mois d'octobre.

Dépenses de personnel de 2020 à 2023

(rapportées aux charges de gestion administrative et au budget global)

Dépenses de personnel Comptes 63 et 64*	2020	2021	2022	2023
Par rapport aux charges de gestion administrative	64,12 %	68,31 %	64,84 %	**62,26%**
Par rapport au budget global	1,72 %	1,65 %	1,70 %	**1,44%**

**Compte 63 : Impôts, taxes et assimilés - Compte 64 : Charges de personnel*

La part relative de la masse salariale (et les dépenses associées) rapportée aux charges de gestion administrative enregistre une diminution en 2023 (62,26 % contre 64,84 % en 2022). Elle représente ainsi 1,44 % du budget global du Fonds, contre 1,70 % en 2022.



Partie 4

DONNÉES TECHNIQUES

66 — Les demandes
81 — Les décisions
90 — L'activité contentieuse

LES DEMANDES

L'INDEMNISATION CONSTITUE LE CŒUR DE MÉTIER DU FIVA

Le traitement des demandes est organisé autour de l'unité de base que constitue le dossier.
À chaque nouvelle victime de l'amiante, pour laquelle une première demande d'indemnisation est déposée devant le FIVA, un dossier est créé.

Ce dossier regroupe toutes les demandes concernant la victime[42] : la demande initiale l'identifiant, les éventuelles aggravations, les éventuelles aggravations de son état de santé, les demandes supplémentaires (perte de revenus, remboursement des frais funéraires, tierce personne, frais divers, etc.) et, le cas échéant, les demandes des ayants droit[43]. Chaque dossier peut donc donner lieu à plusieurs décisions répondant à ces différentes demandes.

Toutes les conséquences financières de l'atteinte à l'état de santé d'un individu, imputables à l'amiante, sont ainsi appréhendées au sein d'un même dossier.

Demandes d'indemnisation reçues par le FIVA

Depuis sa création, le recours au FIVA est la voie privilégiée retenue par les victimes atteintes d'une maladie professionnelle liée à l'amiante pour obtenir la réparation de leurs préjudices. En 2023, 96,5 %[44] d'entre elles ont choisi de s'adresser directement au FIVA plutôt qu'aux juridictions.

42 · Vivante ou décédée.

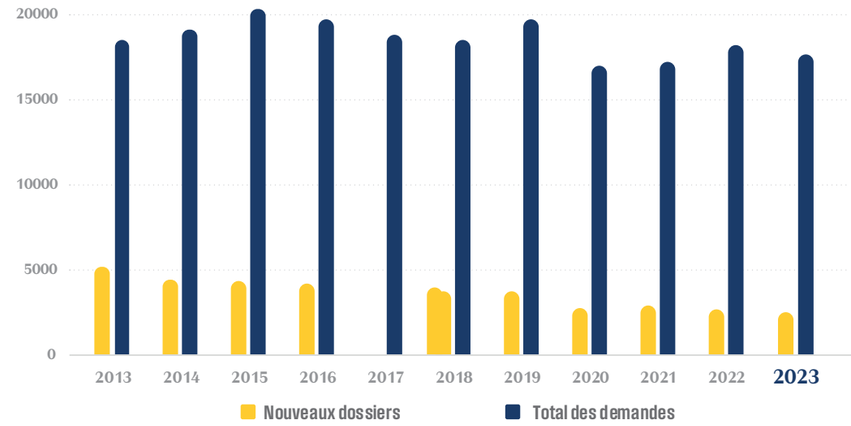
43 · Sont considérés comme ayants droit : le conjoint, le partenaire du pacte civil de solidarité, le concubin, les enfants, les père et mère, les frères et sœurs, les petits-enfants de la victime décédée ainsi que, dans certaines conditions, d'autres proches.

44 · Résultat à relativiser à l'aune du délai de transmission des recours par les juridictions et de l'exhaustivité de l'information reçue.

Évolution du nombre de dossiers et de demandes

Depuis 2019, à l'exception d'un léger rebond en 2022 correspondant probablement à un rattrapage lié à la paralysie de l'activité lors de la crise sanitaire, la demande globale reste stable sur les quatre dernières années, soit en moyenne 17400 demandes annuelles.

Nombre de dossiers et de demandes enregistrés par année depuis 2013



La demande en 2023 s'est tassée légèrement, le FIVA ayant reçu cette année 17 418 demandes, (–4,1 % sur un an) et 2 652 dossiers, soit un recul de –1,7 % par rapport à 2022.

Évolution du nombre de nouveaux dossiers et des demandes depuis 2019

Année	Nombre de demandes		Moyenne mensuelle		Taux d'évolution	
	ND*	TD**	ND*	TD**	ND*	TD**
2019	3 724	**19 725**	310	**1 644**		
2020	2 724	**17 023**	227	**1 419**	–26,9%	**–13,7%**
2021	2 916	**17 214**	243	**1 435**	7,0%	**1,1%**
2022	2 699	**18 164**	225	**1 514**	–7,4%	**5,5%**
2023	2 652	**17 418**	221	**1 452**	–1,7%	**–4,1%**

*ND : nouveaux dossiers **TD : total demandes



La demande reste cependant, comme en 2022, portée essentiellement par les ayants droit qui saisissent le FIVA en réparation de leurs préjudices personnels. La part des demandes supplémentaires dans les dossiers existants continue de croître régulièrement dans la structure des demandes : elle a ainsi presque triplée entre début 2018, où elle représentait 10 % environ de la demande, et 2023. Ceci résulte de la diffusion du nouveau formulaire à destination des ayants droit, document construit dans un objectif d'information renforcée sur les postes de préjudices indemnisables par le FIVA. Dans le même temps, la part des demandes initiales formées par les victimes se réduit de 5 % par rapport à celle observée avant la survenue de la pandémie (20,2 % en 2018). Le niveau des demandes formulées au titre de l'aggravation de l'état de santé[45] de la victime reste, quant à lui, stable depuis plusieurs années (autour de 4 %).

Évolution du nombre de nouveaux dossiers et des demandes depuis 2018

Année	Demandes des victimes				Demandes des ayants droit		Demandes supplémentaires de demandeurs existants		Total des demandes	
	Demandes initiales (nouvelles victimes)		Aggravation de l'état de la victime		Préjudice moral des ayants droit					
2018	3 736	20,2%	813	4,4%	10 343	55,9%	3 612	19,5%	18 504	100%
2019	3 724	18,9%	886	4,5%	10 478	53,1%	4 637	23,5%	19 725	100%
2020	2 724	16,0%	670	4,0%	9 691	56,9%	3 938	23,1%	17 023	100%
2021	2 916	17,7%	792	4,4%	9 258	53,5%	4 248	24,4%	17 214	100%
2022	2 699	14,9%	734	4,0%	9 996	55,0%	4 735	26,1%	18 164	100%
2023	**2 652**	**15,2%**	**758**	**4,4%**	**9 135**	**52,4%**	**4 873**	**28,0%**	**17 418**	**100%**

45 · Aggravation d'une pathologie préexistante ou apparition d'une nouvelle pathologie.

Partie 4 — DONNÉES TECHNIQUES

Analyse des demandes initiales selon l'auteur de la saisine

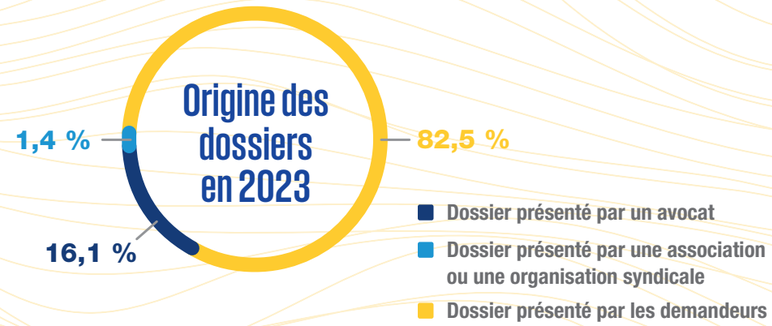
Les demandes d'indemnisation adressées au FIVA peuvent être formulées directement par la victime, ses ayants droit ou un représentant choisi par le(s) demandeur(s). Dans ce dernier cas, il s'agit le plus souvent d'un avocat, d'une association de victimes ou d'une organisation syndicale.

Plus de 8 demandeurs sur 10
font encore le choix de saisir seuls le FIVA, comme depuis plusieurs années

Répartition des dossiers déposés au FIVA selon l'auteur de la saisine depuis 2019

Année d'enregistrement	Dossiers présentés par les demandeurs*	%	Dossiers présentés par un avocat	%	Dossiers présentés par une association ou une organisation syndicale	%	TOTAL
2019	3 014	80,9%	661	17,8%	49	1,3%	**3 724**
2020	2 183	80,1%	496	18,2%	45	1,7%	**2 724**
2021	2 419	83,0%	465	15,9%	32	1,1%	**2 916**
2022	2 242	83,1%	414	15,3%	43	1,6%	**2 699**
2023	**2 188**	**82,5%**	**426**	**16,1%**	**38**	**1,4%**	**2 652**

**** y compris les dossiers pour lesquels il y a un mandat d'assistance d'une association ou d'une organisation syndicale.***



Caractéristiques des nouvelles victimes

Répartition par type d'exposition

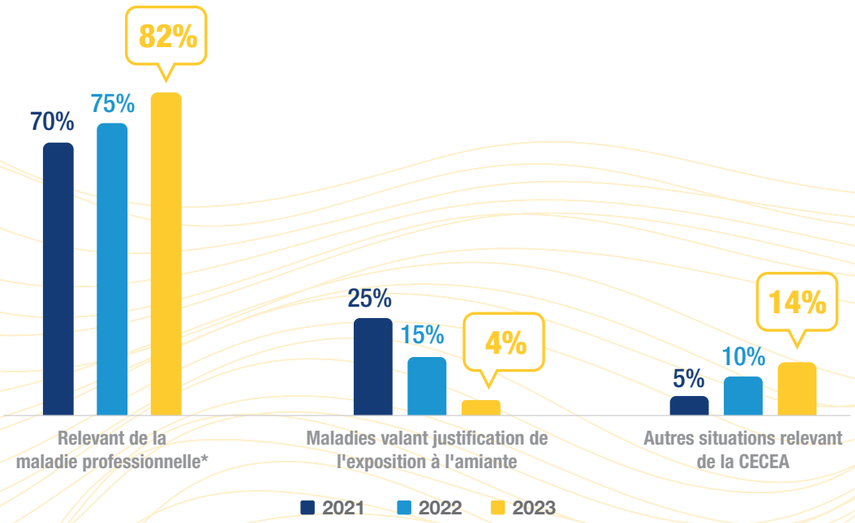
Le FIVA oriente les victimes selon trois cas à l'entrée du dispositif d'indemnisation :

- les victimes relevant d'une prise en charge au titre des maladies professionnelles (maladie déjà reconnue lors de la saisine du FIVA ou en cours de reconnaissance) ;
- les victimes non reconnues, mais atteintes de pathologies valant justification de l'exposition à l'amiante dites spécifiques ;
- toutes les autres situations, relevant de la Commission d'examen des circonstances de l'exposition à l'amiante (CECEA).

Conformément à la tendance observée depuis la création du FIVA, les victimes relevant d'une prise en charge au titre d'une maladie professionnelle (cas n°1) sont toujours largement majoritaires en 2023. On notera cependant la nette croissance (+12 points) du pourcentage de victimes présentant une pathologie d'origine professionnelle, passant de 70 % en 2021 à 82 % en 2023. A contrario, la part des victimes prises en charge au titre d'une pathologie valant justification de l'exposition à l'amiante (cas n°2) recule de 11 points pour descendre à son plus bas historique. Ces évolutions croisées peuvent trouver une explication dans les conséquences de la lettre d'information sur l'existence du FIVA envoyée par l'assurance maladie au moment de la prise en charge de l'assuré, procédure mise en place en 2022.

Les maladies dites « spécifiques » sont listées par l'arrêté du 5 mai 2002 : *mésothéliome malin primitif de la plèvre, du péritoine, du péricarde et autres tumeurs pleurales primitives ; plaques calcifiées ou non, péricardiques ou pleurales, unilatérales ou bilatérales, lorsqu'elles sont confirmées par un examen tomodensitométrique.*

Évolution de la répartition des victimes selon le type de prise en charge depuis 2021



** Répartition incluant les dossiers déjà reconnus ou en cours de reconnaissance en maladie professionnelle*

Répartition par type de pathologie

Chaque dossier fait l'objet d'un examen par un médecin du FIVA qui détermine le taux d'incapacité attribué à la victime en fonction des répercussions de sa maladie et du barème médical spécifique du Fonds. **Ce taux d'incapacité et l'âge de la victime à la date du diagnostic de la pathologie constituent les deux principaux critères d'évaluation des préjudices subis.**

La répartition des victimes par pathologie est fonction de la maladie la plus grave recensée dans le dossier : si deux pathologies sont identifiées, une bénigne et une grave, cette dernière prévaut sur la première. S'agissant des dossiers « En attente de qualification », près de 9 sur 10 sont soit non recevables, soit en attente des pièces nécessaires à leur évaluation par le service médical du FIVA.

Du fait de la reconnaissance le 14 octobre 2023 des cancers du larynx et de l'ovaire comme maladies professionnelles en lien avec une exposition à l'amiante[46], ces pathologies sont aujourd'hui isolées dans les statistiques du Fonds. Ainsi, en 2023, le FIVA a pris en charge trois cancer du larynx mais aucun cancer de l'ovaire.

Répartition des nouvelles victimes par pathologie depuis 2021
(données recalculées au 30 avril 2024)

Pathologie	2021	2022	2023
Mésothéliome	604	591	**540**
Cancer broncho-pulmonaire	859	729	**565**
Cancer du larynx	3	5	**3**
Asbestose	141	130	**88**
Plaques pleurales et épaississements pleuraux	760	606	**511**
Autres pathologies	4	6	**3**[47]
En attente de qualification[48]	545	632	**942**
TOTAL	2 916	2 699	**2 652**



46 · Décret n° 2023-946 du 14 octobre 2023 révisant et complétant les tableaux des maladies professionnelles annexés au livre IV du code de la Sécurité sociale

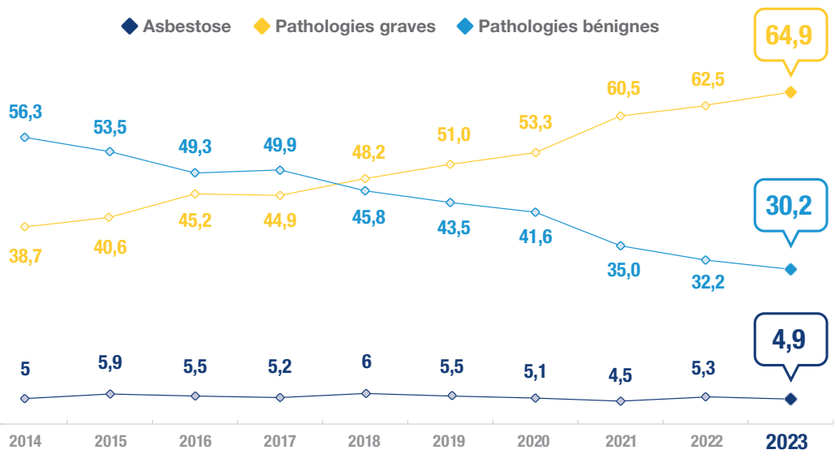
47 · Autres tumeurs pleurales primitives

48 · Près de 9 dossiers sur 10 sont soit non recevables soit en attente des pièces nécessaires à leur évaluation par le service médical.

Si l'on met de côté les dossiers non encore évalués en fin d'année 2023 (ils le seront courant 2024, suivant le cours habituel de l'instruction), l'évolution des poids relatifs des pathologies graves (mésothéliome et cancer broncho-pulmonaire) et bénignes (plaques pleurales et épaississements pleuraux) au sein des nouveaux dossiers se poursuit selon les tendances précédentes. Ainsi, la proportion de pathologies graves progresse encore de 2 points en un an tandis que celle des pathologies bénignes continue de décroître, pour s'établir à 32,5 % (–1,5 points).

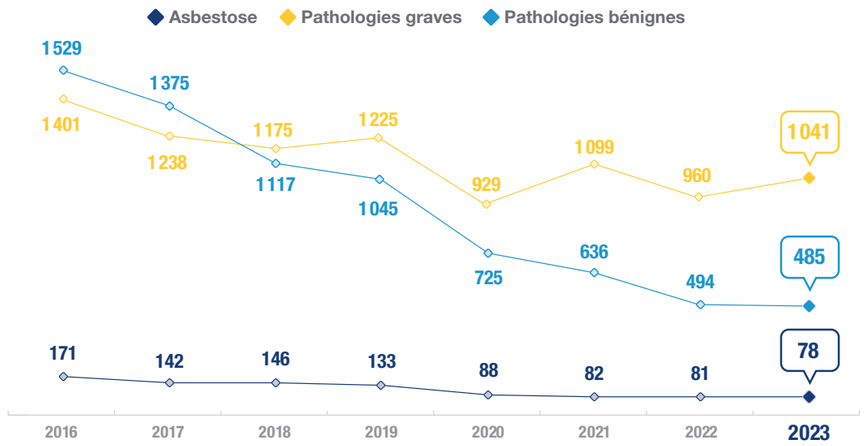
Cette année encore, la part représentative de victimes atteintes d'asbestose reste stable, oscillant depuis 2010 entre 4 et 6 % de l'ensemble des nouvelles victimes.

Évolution en pourcentage de la répartition des victimes par pathologie et par année de réception des dossiers
(hors catégorie « Autres » et « En attente de qualification »)



Si depuis 2018, parmi les victimes évaluées, celles atteintes de pathologies graves sont désormais majoritaires (64,5 %), cela ne traduit pas une augmentation nette du nombre de ces maladies. Cette progression reflète en réalité la diminution constante du nombre de victimes atteintes de pathologies bénignes (plus de 50 % en moins) et par suite la diminution de leur poids relatif dans le nombre total de malades.

Évolution en nombre de la répartition des victimes par pathologie et par année de réception des dossiers
(hors catégorie « Autres » et « En attente de qualification »)



Cette tendance à la baisse s'explique notamment par :

- le délai écoulé depuis l'interdiction de l'usage de l'amiante en France, le 1er janvier 1997 (plus de 26 ans), qui joue prioritairement sur le nombre de pathologies bénignes, leur temps de latence étant beaucoup plus court que celui des pathologies graves (20 ans contre 40 ans pour les pathologies graves) ;
- l'absence de suivi post-professionnel efficace chez certaines catégories de professionnels, tel qu'il avait été mis en place dans l'industrie de l'amiante où les risques associés à ce matériau étaient clairement identifiés.

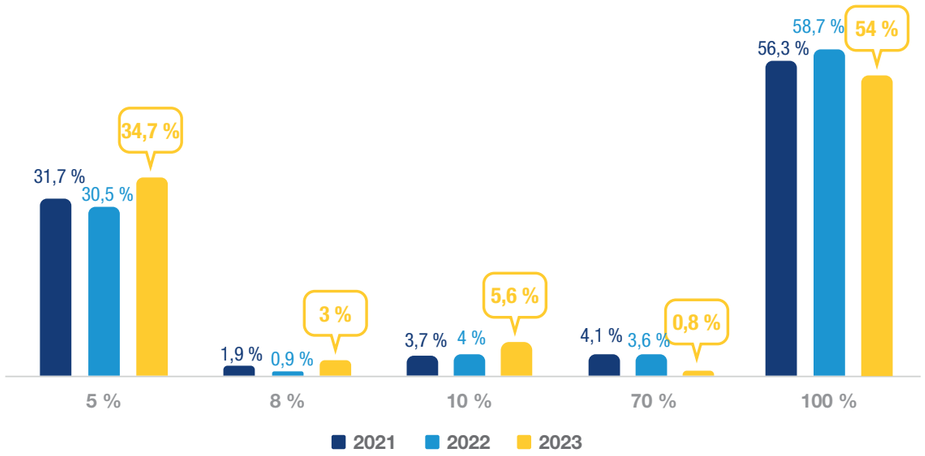
Répartition des victimes selon les taux d'incapacité attribués par le FIVA

La répartition des victimes selon le taux d'incapacité attribué par le service médical du FIVA reflète l'évolution du poids des pathologies graves par rapport aux pathologies bénignes. Il est ainsi traditionnellement observé une diminution continue du nombre de victimes pour lesquelles un taux d'incapacité de 5 % a été attribué et, corrélativement, une augmentation des victimes pour lesquelles un taux de 100 % a été fixé.

En 2023, on note un renversement de tendance avec une légère diminution de la part des pathologies graves (–4,7 points pour les taux de 100 %) tandis que la part des pathologies bénignes présente un rebond quasi équivalent (+4,2 %).

Les taux « intermédiaires » (8, 10 et 70 %) restent relativement stables.

Répartition des victimes selon les principaux taux d'incapacité attribués par le FIVA depuis 2021



Répartition par sexe

La répartition des femmes et des hommes au sein des nouvelles victimes est stable dans son ensemble, les écarts d'une prise en charge à l'autre variant toujours un peu chaque année.

Répartition des victimes selon l'origine de la pathologie et le sexe en 2023

Prise en charge	Hommes	Femmes
Reconnues en maladie professionnelle	96%	4%
Maladies valant justification de l'exposition à l'amiante	73%	27%
Autres situations relevant de la CECEA	70%	30%
ENSEMBLE	89%	11%

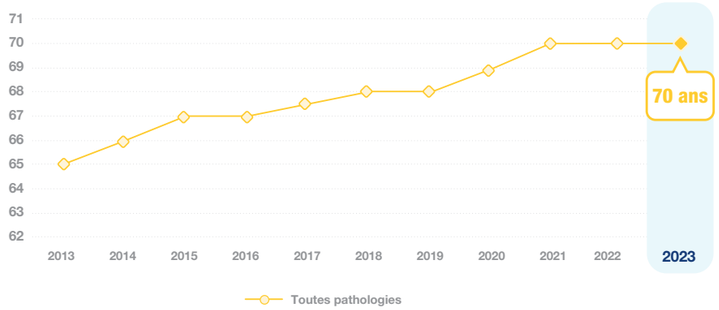
On notera cependant qu'en 2023, la proportion de femmes au sein des pathologies relevant de la CECEA se maintient à 30 %, confirmant l'évolution à la hausse notée en 2022, tandis que dans le cadre des maladies valant justification de l'exposition à l'amiante, cette part croît également, passant de 20 à 27 % en 2023. Ceci tend à illustrer que l'exposition de la femme à l'inhalation des poussières d'amiante résulte le plus souvent d'une exposition non professionnelle.

Répartition par âge

L'âge moyen des nouvelles victimes au moment de l'établissement du diagnostic reste stable en 2023, s'établissant à 70 ans.

Âge des victimes au moment du diagnostic, ventilé par pathologie, en 2023

Pathologie	Age
Mésothéliome	74
Cancer broncho-pulmonaire	67
Cancer du larynx	74
Asbestose	70
Plaques pleurales et épaississements pleuraux	69
TOUTES PATHOLOGIES	70

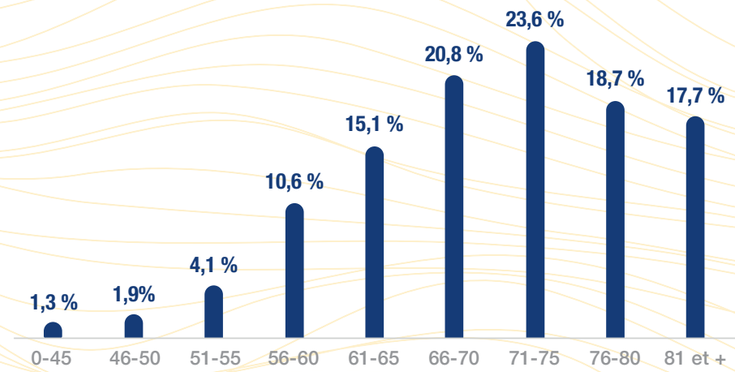


+ 5 pts

Augmentation de l'âge des victimes au moment du diagnostic ventilé par pathologie depuis 2013

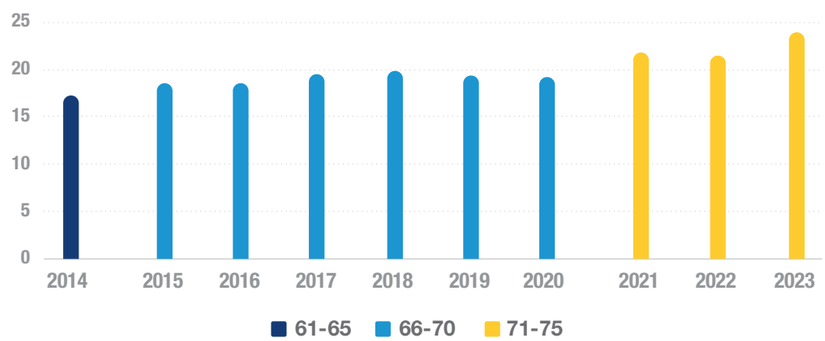
Sur le graphique ci-dessous, on remarque un bond du dépistage à partir de 66 ans : plus de 40 % des diagnostics sont posés entre 66 et 75 ans.

Répartition de l'âge des victimes au moment du diagnostic de la pathologie liée à l'amiante en 2023



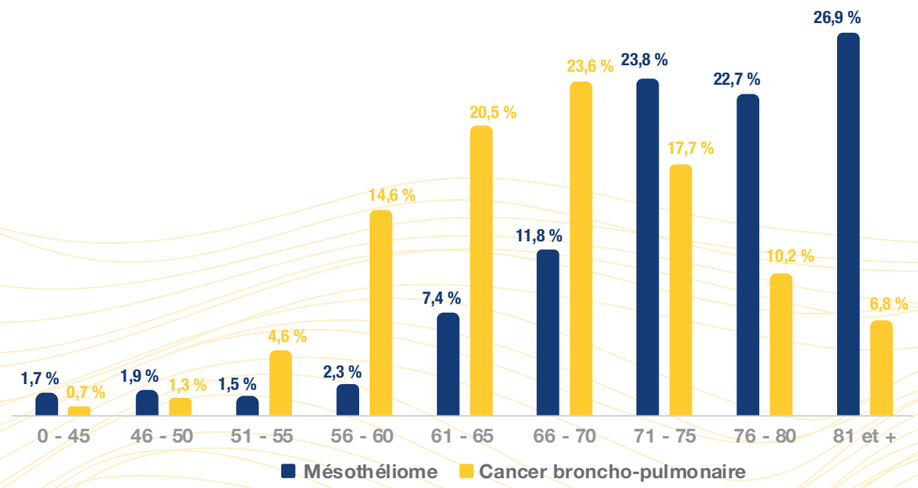
Pour la troisième année successive, le diagnostic des différentes pathologies liées à l'amiante est le plus fréquemment posé entre 71-75 ans, *versus* 66-70 ans antérieurement : on constate ainsi le vieillissement régulier de la population de victimes directes qui sollicitent le FIVA.

Historique de la tranche d'âge la plus représentée depuis 2014



En outre, l'écart important constaté ces dernières années relativement à l'âge au diagnostic des victimes de pathologies graves persiste : les mésothéliomes sont diagnostiqués plus tardivement (après 70 ans pour 73,4 % des dépistages) que les cancers broncho-pulmonaires, décelés le plus souvent entre 56 et 70 ans (pour 58,7 % des victimes).

Répartition de l'âge des victimes au moment du diagnostic de mésothéliome et de cancer broncho-pulmonaire en 2023



Répartition par régime d'affiliation

La répartition des nouvelles victimes par régime d'affiliation de protection sociale reste globalement stable.

Répartition par régime d'affiliation des nouveaux dossiers depuis 2021

Pathologie	Années d'enregistrement		
	2021	2022	2023
Assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS)	86,59%	85,57%	**84,57%**
Régime des Mines	3,59%	4,62%	**4,90%**
SGA - Défense	2,43%	2,63%	**2,20%**
SNCF	1,47%	1,59%	**1,85%**
Education Nationale	0,72%	1,41%	**1,58%**
MSA - Mutualité agricole	1,78%	1,55%	**1,43%**
ENIM - Marine Marchande	0,62%	0,74%	**0,81%**
Fonction publique territoriale	0,00%	0,00%	**0,46%**
CNIEG	0,99%	0,85%	**0,39%**
RATP	0,27%	0,15%	**0,27%**
Ministère de l'intérieur (police nationale)	0,07%	0,04%	**0,15%**
Hôpitaux	0,07%	0,04%	**0,15%**
France Télécom - La Poste	0,14%	0,26%	**0,12%**
Autres agents de l'Etat	0,03%	0,04%	**0,12%**
Collectivités locales (dont Mairie de Paris)	0,27%	0,22%	**0,08%**
CNRS	0,03%	0,00%	**0,04%**
Assemblée Nationale Service des affaires sociales	0,03%	0,00%	**0,04%**
Grand port maritime du port du Havre	0,00%	0,00%	**0,04%**
APHP	0,00%	0,00%	**0,04%**
Douanes	0,00%	0,00%	**0,04%**
Régime étranger	0,00%	0,00%	**0,04%**
Autres	0,89%	0,30%	**0,69%**

La part des victimes relevant du régime général de la Sécurité sociale demeure **très largement majoritaire**, bien que l'on puisse observer à nouveau un léger fléchissement en 2023 (–1 point).

Répartition par situation au début de l'instruction du dossier

En 2023, le phénomène constaté ces dernières années perdure : aujourd'hui encore, plus de 8 dossiers sur 10 ont été déposés au FIVA par des victimes vivantes.

Part des victimes vivantes et décédées au début de l'instruction du dossier en 2023



Un écart important demeure cependant entre les victimes, vivantes ou décédées, selon la pathologie dont elles sont atteintes. Ainsi, les victimes décédées à l'entrée du dispositif présentaient le plus souvent une pathologie grave et plus particulièrement un cancer broncho-pulmonaire (29,6 %).

Nombre et répartition des victimes vivantes et décédées en 2023 au 30 avril 2024

Pathologie	Vivantes	%	Décédées	%	TOTAL
Mésothéliome	415	76,8%	125	23,2%	**540**
Cancer broncho-pulmonaire	398	70,4%	167	29,6%	**565**
Cancer du larynx	3	100%	-	0%	**3**
Asbestose	73	83%	15	17%	**88**
Plaques pleurales et épaississements pleuraux	493	96,5%	18	3,5%	**511**
Autres pathologies	2	66,7%	1	33,3%	**3**[49]
En attente de qualification[50]	771	81,9%	171	18,1%	**942**
TOTAL	**2 155**	**81,3%**	**497**	**18,7%**	**2 652**

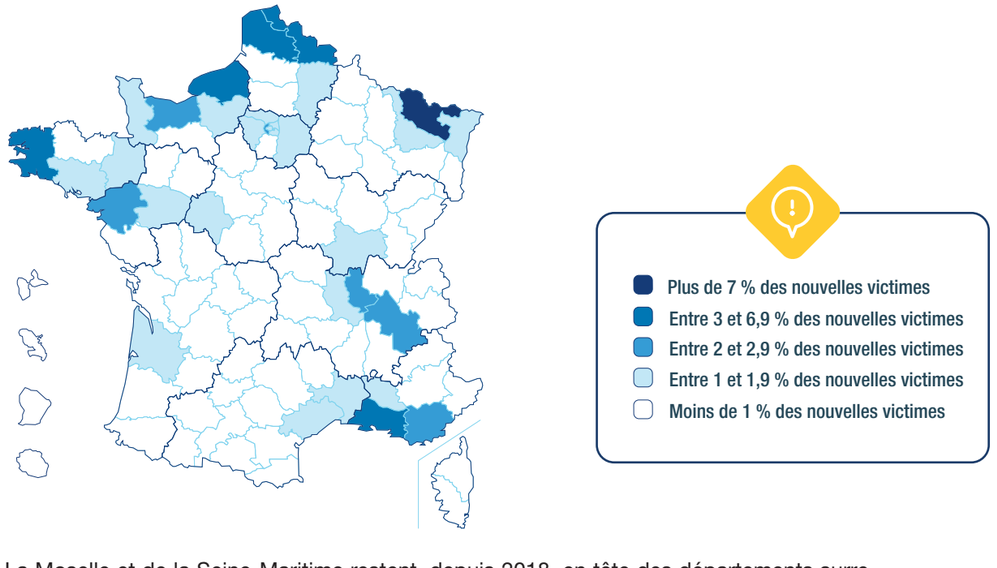
49 · Autres tumeurs pleurales primitives

50 · On rappelle que près de 9 dossiers sur 10 sont soit non recevables soit en attente des pièces nécessaires à leur évaluation par le service médical (cf. supra page 71)

Répartition géographique

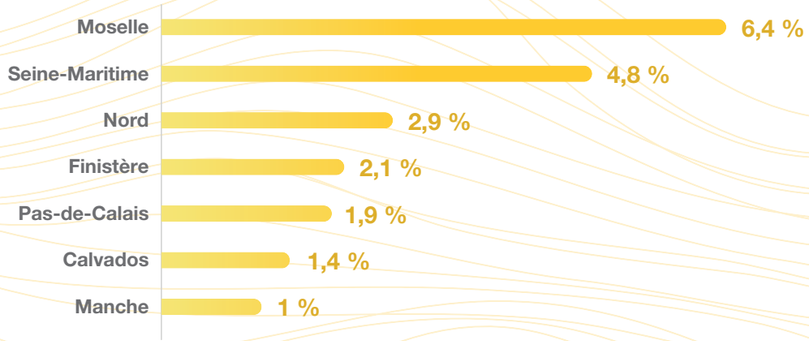
La répartition géographique des nouvelles victimes sur le territoire national reste limitée aux grandes zones déjà concernées antérieurement. On notera toutefois une légère extension du périmètre antérieur en remontant la Loire (Maine-et-Loire et Indre-et-Loire) et sur le département de la Loire tandis que les Alpes-Maritimes, l'Essonne, l'Oise et la Somme passent sous le seuil des 1 % de victimes en 2023.

Répartition des victimes par département en 2023



La Moselle et de la Seine-Maritime restent, depuis 2018, en tête des départements surreprésentés, réunissant à eux-deux 11,2 % des demandes en 2023.[51]

Surreprésentation départementale dans la population FIVA en comparaison de la France métropolitaine en % (Insee 2022)[50]

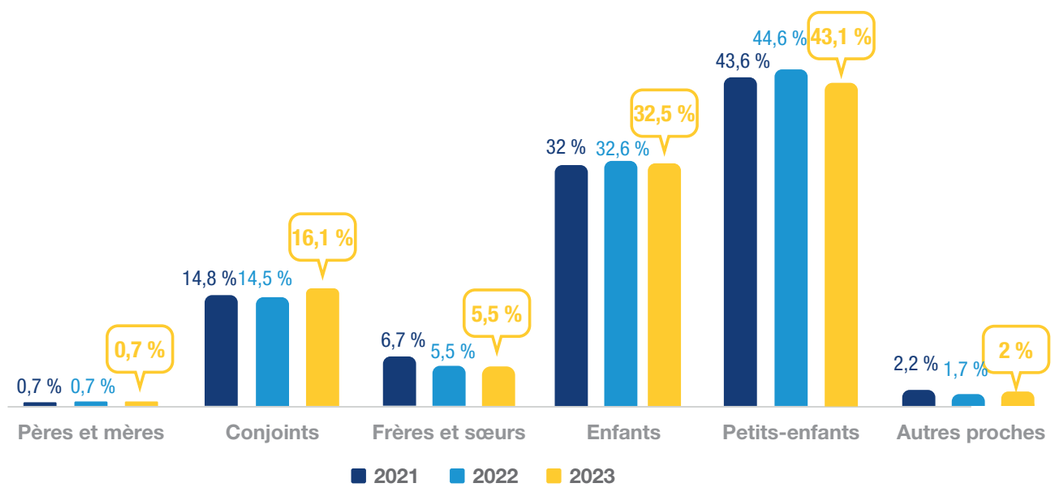


51 · Exemple : le poids relatif du département de la Moselle au sein de la population des victimes du FIVA excède de 6,4 points celui qu'il représente dans la population générale de la France métropolitaine.

Répartition des catégories d'ayants droit

Depuis la création du FIVA, la répartition entre les différentes catégories d'ayants droit reste constante, les enfants et les petits-enfants constituant trois quarts des ayants droit (75 %).

Répartition des ayants droit des victimes de l'amiante depuis 2021





LES DÉCISIONS

UNE PRODUCTION MAINTENUE ET DES DÉLAIS MAÎTRISÉS

Après instruction des demandes d'indemnisation, le FIVA notifie une offre ou, si les conditions d'indemnisation ne sont pas réunies, une décision de non indemnisation.

Décisions d'indemnisation prises par le FIVA

Chaque dossier peut donner lieu à plusieurs décisions répondant à différentes demandes.

Nombre de décisions prises par le FIVA

Depuis 2003, 302 540 offres ont été proposées, dont 145 604 adressées aux seules victimes directes et 156 936 aux ayants droit[52].

Évolution du nombre d'offres depuis 2020, tous demandeurs confondus

	Nombre d'offres			Nombre de décisions de non indemnisation	Total décisions	Évolution
	Victimes	Ayants droit	Sous-total			
2020	5 046	7 449	12 495	2 434	14 929	
2021	5 433	8 924	14 357	2 970	17 327	16,1 %
2022	5 295	8 847	14 142	3 262	17 404	0,4 %
2023	**5 871**	**7 022**	**12 893**	**3 993**	**16 886**	**–3,0 %**

Cette année, le FIVA a notifié 16 886 décisions, soit 12 893 offres et 3 993 décisions de non indemnisation.

52 · Cf. tableaux p. 104



En 2023, le nombre de décisions émises est légèrement en-deçà des deux années précédentes, à 16 886 (–3 %). Le stock de dossiers sans offre a été maintenu sous les 2 000 unités, niveau considéré comme cohérent au regard des délais incompressibles d'instruction rencontrés par le FIVA ; il a même atteint son niveau le plus bas sur la décennie à 1 616 dossiers en stock en décembre.

Le FIVA ayant tiré les conséquences du revirement de la Cour de cassation, le stock de demandes sans offre a diminué de –13 % en 2023, passant de 15 977 fin 2022 à 13 889 au 31 décembre 2023. En effet, depuis janvier, la rente servie à la victime par son organisme social n'a en principe plus à être déduite : le FIVA a ainsi pu traiter les demandes d'indemnisation de l'incapacité fonctionnelle restées dans l'attente d'un retour de l'organisme social sur le montant de la somme à déduire de l'indemnisation calculée par le fonds.

Au 31 décembre, plus de la moitié de ce stock est constitué de demandes non recevables (53 %). Le fonds ayant traité prioritairement les demandes les plus anciennes, le stock de demandes en attente de décision s'est rééquilibré sur le flux : le pourcentage de demandes sans offre de plus de 6 mois a diminué de 5 points (à 21 %) tandis que les demandes en attente de moins de 6 mois (encore dans les délais légaux) ont vu leur part progresser de 10 points (à 26 %).

Si l'on examine de plus près les 23,6 % de décisions de non indemnisation, on note que la proportion de rejets spécifiques du préjudice dit « supplémentaire » a crû le plus rapidement, passant de 21 % en 2018, avant la mise en œuvre du nouveau formulaire, à 50 % en 2023. Ces rejets sont très souvent liés à une absence de pièces justificatives, les demandeurs sélectionnant de manière presque systématique les différents préjudices proposés lors du dépôt du formulaire, sans toujours pouvoir démontrer ultérieurement leur existence[53].

Taux de non indemnisation par type de demande depuis 2021

Type de demande	Taux de décision de non indemnisation 2021	2022	2023
Préjudice moral - Ayants droit	12 %	14 %	**18 %**
Préjudice supplémentaire	37 %	37 %	**50 %**
Préjudice initial ou aggravation	15 %	15 %	**14 %**
TOTAL GÉNÉRAL	17,1 %	18,7 %	**23,6 %**

Sur les 14 % de décisions de non indemnisation émises par le FIVA en 2023 concernant une demande de la victime (donc sur un préjudice initial ou une aggravation de l'état de santé), les décisions concernées se répartissent comme suit :

53 · Voir supra, page 68 (Évolution du nombre de nouveaux dossiers et des demandes depuis 2018)

Ventilation par motif de décision de non indemnisation depuis 2021

Motif de non indemnisation	2021	2022	2023
Absence de préjudice	50 %	46 %	**41 %**
Rejet CECEA	31 %	36 %	**13 %**
Défaut de pièce	11 %	12 %	**39 %**
Absence d'aggravation	5 %	5 %	**5 %**
Prescription	3 %	2 %	**2 %**
TOTAL GÉNÉRAL	100 %	100 %	**100 %**

Concernant les **39 % de décisions de non indemnisation pour défaut de pièce**, on remarque en premier lieu une évolution croisée entre celles pour défaut de pièce proprement dites, donc en rapport avec l'instruction des demandes qui augmentent de +27 points et celles concernant les rejets médicaux, en lien avec les nouvelles pratiques de la CECEA, qui diminuent de –23 points. En outre, le nombre de ces décisions a été majoré par la politique de relance de l'établissement, qui a évolué en 2023. Depuis plusieurs années en effet, le FIVA sollicitait trois fois les pièces manquantes nécessaires à l'étude de la demande : une première fois avec la lettre accusant réception du formulaire puis à deux autres reprises. Cependant, l'efficacité de la dernière relance s'est révélée très faible (moins de 1 % d'efficacité marginale) tout en ayant pour conséquence de ralentir artificiellement la procédure, raison pour laquelle cette pratique a été interrompue. Désormais le FIVA oppose, lorsque c'est nécessaire, une décision de rejet plus rapidement aux demandeurs qui n'ont pas répondu à ses sollicitations, leur ouvrant ainsi le droit de porter leur demande devant la justice.

Sur les **41 % de décisions de non indemnisation pour absence de préjudice**, il s'agit le plus souvent d'un décès considéré comme non imputable à la pathologie de l'amiante ou de manière plus marginale, d'une absence de pathologie de l'amiante.

Délais moyens de décision et de paiement des offres[54]

En application de l'article 53-IV de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2001, le FIVA est tenu de notifier une décision dans un délai de six mois à compter de la réception de la demande d'indemnisation. En outre, aux termes de l'article 23 du décret d'application du 23 octobre 2001 : *« lorsque le demandeur accepte l'offre, le Fonds dispose d'un délai de deux mois pour verser la somme correspondante ».*

54 · Comme lors des exercices précédents, il est important de noter que les délais de présentation et de paiement des offres ne dépendent pas seulement de l'organisation interne du FIVA. Le Fonds reste en effet largement tributaire, à tout le moins en début d'année, de la réception des informations et des pièces indispensables au chiffrage des offres et à leur paiement, généralement détenues par les demandeurs, leur régime d'assurance maladie ou leur employeur. Ces délais peuvent être qualifiés d'« exogènes » au FIVA au regard de ses propres délais de traitement des dossiers.

Délai moyen de décision

En 2023, le revirement de jurisprudence de la Cour de cassation a également eu un effet positif sur les délais de décision, le FIVA pouvant offrir immédiatement l'incapacité fonctionnelle due à la victime. Ainsi, la présentation des décisions d'indemnisation s'effectue dans un délai de 4 mois et 2 semaines, gagnant 3 semaines sur le résultat de 2022. Les effets de la décision de l'assemblée plénière s'observent également sur la proportion de décisions prises en moins de 6 mois (en hausse de 5 points).

Délai moyen de décision constaté depuis 2021

Délai moyen	Catégorie	Constaté en 2021	Constaté en 2022	Constaté en 2023**
Délai de décision* par type de demandeurs	Ensemble	5 mois et 2 semaines	5 mois et 1 semaine	**4 mois et 2 semaines**
	Répartition :			
	maladies bénignes	4 mois et 3 semaines	5 mois et 1 semaine	**3 mois et 3 semaines**
	maladies graves	5 mois	5 mois	**3 mois et 2 semaines**
	ayants droit	5 mois et 2 semaines	5 mois	**4 mois et 2 semaines**
Proportions délais de décision*	6 mois et moins	72%	74%	**79%**
	plus de 6 mois	28%	26%	**21%**

* décision de faire une offre ou de refuser l'indemnisation
** hors délais exogènes en 2023

En 2023, les 21 % de décisions au-delà du délai de 6 mois se décomposent en 18 % entre 6 et 12 mois et 8 % après 12 mois. Les délais de 2023 ont été calculés hors délais exogènes, c'est à dire en ôtant de la base de calcul les offres complémentaires (ces décisions sont par principe mises en attente d'une information supplémentaire) et les cancers broncho-pulmonaires enregistrés au FIVA en cours de reconnaissance (la prise en charge du FIVA étant liée à la décision de reconnaissance prise par l'organisme social).

Les décisions de non indemnisation tendent à allonger mécaniquement le délai moyen global de présentation des décisions. En effet, si le FIVA s'efforce d'indemniser au plus vite les victimes, il attend le plus souvent un délai minimal de 6 mois avant de notifier une décision de non indemnisation afin, notamment, de laisser au demandeur la possibilité de rassembler les pièces justificatives nécessaires à l'instruction de sa demande.

Outre l'exclusion des décisions susmentionnées qui auraient mécaniquement alourdi les délais, l'accélération du traitement des demandes liées au revirement de la jurisprudence de la Cour de cassation se dessine dans les résultats de l'année : comparativement à 2022, le délai moyen de présentation des offres diminue de 3 semaines tandis que celui des décisions de non indemnisation baisse de 7 semaines.

Délai moyen de décision par type de décision en 2023

Type de décision	Délai moyen de décision*
Offre	3 mois et 3 semaines
Non indemnisation	8 mois et 2 semaines

* hors délais exogènes en 2023

Délai moyen de paiement

L'organisation mise en place au sein des services indemnisation et comptable ainsi que l'évolution du logiciel métier ont permis de stabiliser le délai moyen global de paiement bien en deçà du délai réglementaire de 2 mois.

Délai moyen de paiement constaté depuis 2021

Délai moyen	Catégorie	Constaté en 2021	Constaté en 2022	Constaté en 2023*
Délai de décision* par type de demandeurs	Ensemble	1 mois et 1 semaine	1 mois et 2 semaines	**1 mois et 2 semaines**
	répartition :			
	maladies bénignes	3 semaines	3 semaines	**1 mois**
	maladies graves	3 semaines	1 mois	**3 semaines**
	ayants droit	1 mois et 1 semaine	1 mois et 2 semaines	**1 mois et 3 semaines**

* hors délais exogènes en 2023

Dépenses d'indemnisation

Bien que le nombre d'offres présentées en 2023 ait diminué de près de 9 % par rapport à 2022, la dépense d'indemnisation s'est nettement accrue, en lien avec le revirement de jurisprudence de la cour suprême, pour s'établir à 335,9 millions d'euros (soit près de 27 % de plus qu'en 2022).

Répartition des sommes versées par pathologie[55]

Comme les années précédentes, 90 % des dépenses est concentré sur l'indemnisation des pathologies graves. Pour la première année, le FIVA isole les cancers du larynx et de l'ovaire, nouvellement reconnus comme pathologies professionnelles liées à l'amiante[56], afin de mieux suivre leur prévalence. On rappellera qu'aucun cancer de l'ovaire n'a été pris en charge par le FIVA en 2023.

Répartition des montants versés par pathologie en 2023 (en euros)

Pathologie	Dépenses 2023	
	En euros	Part
Mésothéliome	122 782 312 €	37%
Cancer broncho-pulmonaire	181 510 383 €	54%
Cancer du larynx[56]	1 917 061 €	0,5%
Asbestose	10 856 991 €	3%
Maladies bénignes	17 032 084 €	5%
Autres pathologies	1 847 356 €	0,5%
TOTAL	**335 946 188 €**	**100%**

55 · Les dépenses sont liées pour l'essentiel aux offres du FIVA. Pour une part minoritaire, elles tiennent également compte des majorations d'indemnisation issues des contentieux.

56 · Décret n° 2023-946 du 14 octobre 2023 révisant et complétant les tableaux des maladies professionnelles annexés au livre IV du code de la Sécurité sociale

57 · Ce montant correspond à toutes les sommes engagées en 2023 à la suite de la prise en charge d'un cancer du larynx (par exemple les préjudices des ayants droit, les préjudices supplémentaires associés…), quelle que soit sa date d'entrée dans le dispositif.



Alors que les victimes atteintes de pathologies graves représentent aujourd'hui près des 2 tiers des nouvelles victimes connues du FIVA en 2023 (64,5 %[58]), les sommes versées au titre de leur indemnisation représentent 90,5 % de la dépense totale, soit un pourcentage identique à 2022.

La prédominance du poids des cancers broncho-pulmonaires et des mésothéliomes dans la dépense s'explique par :

- **la gravité de ces pathologies**, donnant lieu à une indemnisation plus importante ;
- **leur nombre relativement stable à un haut niveau** (912 en 2023, soit –5 % par rapport à 2022) corollaire de la diminution du nombre de pathologies bénignes ;
- **la prise en compte**, en cas de décès en lien avec l'amiante, **des indemnisations offertes aux ayants droit** qui s'y rattachent.

Au sein des pathologies graves, il existe un écart important (17,5 points) entre les dépenses relatives aux cancers broncho-pulmonaires et celles relatives aux mésothéliomes qui s'explique par :

- une moyenne d'âge au diagnostic inférieure de 7 ans pour les victimes atteintes d'un cancer broncho-pulmonaire[59] induisant une dépense plus importante, en application du barème indicatif d'indemnisation du Fonds ;
- une proportion plus importante de victimes décédées d'un cancer broncho-pulmonaire à l'entrée dans le dispositif, s'accompagnant immédiatement de demandes d'ayants droit[60].

Répartition des montants versés par pathologie en 2023



La moyenne des sommes allouées par pathologie reflète la logique des barèmes, médical et d'indemnisation, du FIVA, adoptés le 21 janvier 2003 par son conseil d'administration[61].

58 · Cf. supra graphique « Évolution de la répartition en pourcentage des victimes par pathologie et par année de réception des dossiers depuis 2014 », page 72.

59 · Cf. supra le tableau « Âge des victimes au moment du diagnostic, ventilé par pathologie », page 75.

60 · Cf. supra le tableau « Âge des victimes au moment des diagnostics de mésothéliome et de cancer broncho-pulmonaire en 2023 », page 76.

61 · Le barème indicatif d'indemnisation a été revalorisé par délibération du 22 avril 2008 puis du 13 mars 2023. En application de la délibération du 20 mai 2014, les rentes servies par le FIVA sont en outre revalorisées dans les conditions prévues par l'article L.341-6 du Code de la Sécurité sociale (dernière revalorisation le 1er juillet 2022). Conformément à la délibération du 29 mars 2013, le taux d'actualisation de la table de capitalisation est, quant à lui, actualisé suivant la modification du taux d'actualisation en annexe 1 de l'arrêté du 27 décembre 2011 relatif à l'application des articles R.376-1 et R.454-1 du Code de la Sécurité sociale (dernière revalorisation le 1er janvier 2022).

Contrairement aux pathologies bénignes, la moyenne des sommes allouées pour les pathologies graves se rapproche du montant versé aux victimes décédées. Ainsi, 141 658 euros ont été alloués en moyenne aux victimes atteintes d'un mésothéliome, soit un montant proche de celui alloué aux victimes décédées de cette pathologie (150 459 euros). Ces résultats, très stables d'une année à l'autre, s'expliquent par la forte mortalité des victimes atteintes d'une pathologie grave des suites de celle-ci (décès imputable) et de la prise en compte de l'indemnisation de leurs ayants droit.

Estimation des montants moyens cumulés d'indemnisation par dossier, ventilés par pathologie prépondérante, depuis la création du FIVA (en euros)

Pathologie prépondérante	Statut de la victime		Moyenne
	Vivante	Décédée	
Mésothéliome	96 645 €	150 191 €	141 658 €
Cancer broncho-pulmonaire	92 082 €	171 148 €	150 459 €
Cancer du larynx	123 208 €	206 597 €	169 823 €
Cancer de l'ovaire	50 002 €	156 172 €	139 133 €
Asbestose	20 700 €	81 978 €	42 647 €
Epaississements pleuraux	20 757 €	34 786 €	23 756 €
Plaques pleurales	19 131 €	29 667 €	19 693 €
Autres pathologies	25 178 €	84 504 €	44 804 €

Estimation des montants médians cumulés d'indemnisation par dossier, ventilés par pathologie prépondérante, depuis la création du FIVA (en euros)

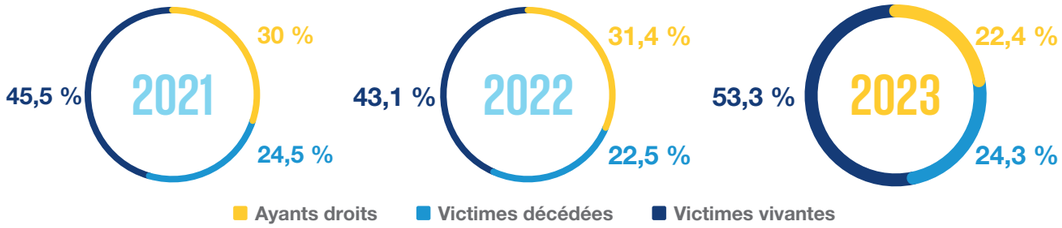
Pathologie prépondérante	Statut de la victime		Médiane
	Vivante	Décédée	
Mésothéliome	89 900 €	146 398 €	137 270 €
Cancer broncho-pulmonaire	79 872 €	169 486 €	149 300 €
Cancer du larynx	89 227 €	192 602 €	155 300 €
Cancer de l'ovaire	25 000 €	153 943 €	145 004 €
Asbestose	17 800 €	55 280 €	20 093 €
Epaississements pleuraux	19 005 €	18 282 €	19 000 €
Plaques pleurales	15 799 €	19 320 €	19 100 €
Autres pathologies	19 000 €	46 417 €	20 598 €

On remarque que les montants moyens et médians des sommes servies en réparation des pathologies identifiées ne présentent pas d'écart majeur à l'exception de l'asbestose. Cette différence notable entre valeur moyenne et médiane (42 647 € en moyenne contre 20 093 € de valeur médiane), révèle l'incidence de quelques indemnisations beaucoup plus élevées que la moyenne sur cette pathologie. Cet effet doit cependant être relativisé au regard du petit nombre de dossiers concernés (79 en 2023, contre par exemple 521 mésothéliomes). De la même manière, les écarts entre les valeurs moyennes et médianes servies pour les cancers du larynx et de l'ovaire ne sont pas représentatifs car ne concernant qu'un nombre très faible de victimes.

Répartition des sommes versées par le FIVA entre les types de bénéficiaires (victimes vivantes, actions successorales, ayants droit)

La ventilation des sommes versées par le FIVA dans le cadre de son activité d'indemnisation, hors contentieux et hors rentes, est représentée par les graphiques ci-après. S'agissant des ayants droit, n'est prise en compte que l'indemnisation servie au titre de leurs préjudices personnels, l'indemnisation des préjudices subis du vivant de la victime (action successorale) étant incluse dans la catégorie des victimes décédées.

Répartition des sommes versées entre les différents types de bénéficiaires depuis 2021



Après deux années d'une relative stabilité dans la répartition des sommes entre les bénéficiaires, avec toutefois une prédominance pour les victimes vivantes en légère baisse, on note un accroissement du poids des victimes vivantes à 53,3 % (près de 10 points supplémentaires), la part des ayants droits diminuant simultanément pour s'établir à 22,4 % (–9 points par rapport à 2022). Ce phénomène trouve son explication dans les conséquences de la jurisprudence de la Cour de cassation à deux niveaux :

- dans la structure de la dépense d'abord, la non déduction des rentes servies par les organismes sociaux des victimes entrainant mécaniquement la majoration des montants de rente (l'incapacité fonctionnelle) servis aux victimes vivantes.
- dans l'activité du service indemnisation ensuite, de nombreux préjudices d'incapacité fonctionnelle, restés jusque-là en attente d'éléments de l'organisme social afin de déterminer les sommes à déduire, ont été repris et indemnisés en 2023.

Répartition des différentes catégories d'ayants droit dans le total des sommes versées depuis 2021

Liens avec la victime	2021	2022	2023
Conjoint ou concubin	46,7%	46%	**46,2%**
Enfants mineurs	3,2%	4,4%	**4,7%**
Enfants majeurs	29,1%	29,4%	**28,9%**
Parents	1%	1,1%	**1,1%**
Petits-enfants	15,2%	15,4%	**15,4%**
Fratrie	4,3%	3,3%	**3,2%**
Autres liens de proximité	0,6%	0,5%	**0,5%**
TOTAL	100%	100%	**100%**

La répartition des indemnisations versées par catégorie de demandeurs évolue très peu d'une année sur l'autre. Ainsi, comme les années précédentes, la part représentative des sommes allouées aux conjoints des victimes décédées reste prédominante (46,2 %) bien qu'ils ne représentent que 16,1 % des ayants droit en 2023. Au contraire, les sommes allouées aux petits-enfants ne représentent que 15,4 % de la dépense alors qu'ils restent prédominants au sein des ayants droit (43,1 %).

Cette situation est le reflet du barème d'indemnisation du Fonds qui prévoit une réparation plus élevée des préjudices personnels du conjoint survivant[62], à laquelle s'ajoute l'indemnisation de son éventuel préjudice économique.

Depuis sa création, ***plus de 110 000 victimes ont saisi le FIVA et près de 370 000 demandes d'indemnisation*** *ont été enregistrées.*

Au 31 décembre 2023, le total cumulé des dépenses d'indemnisation s'élève à ***plus de 7 milliards d'euros***[62]***.***



62 · Cf. page 106.
63 · Cf. page 104.

L'ACTIVITÉ CONTENTIEUSE



UNE GESTION EFFICACE DES CONSÉQUENCES DE LA NOUVELLE JURISPRUDENCE

Deux recours judiciaires sont ouverts à l'encontre de la décision prise par le Fonds :

➜ le premier afin d'obtenir la modification de la décision prise,

➜ le second visant la reconnaissance de la faute inexcusable de l'employeur.

Le contentieux indemnitaire

En application de l'article 53-V de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2001, le demandeur dispose d'un droit d'action en justice contre le FIVA *« si sa demande d'indemnisation a été rejetée, si aucune offre ne lui a été présentée dans le délai mentionné au premier alinéa du IV*[64] *ou s'il n'a pas accepté l'offre qui lui a été faite »*.

Traités en interne depuis la création du FIVA, les contentieux liés aux décisions du Fonds ont été, pour partie, initialement confiés en 2008 à sept cabinets d'avocats. L'externalisation a évolué mais reste limitée aux dossiers dits « simples » : contestations des offres dans lesquelles un taux d'incapacité de 5 % (barème FIVA) a été fixé par le Fonds[65], préjudice moral et d'accompagnement des ayants droit… Le service contentieux indemnitaire conserve ainsi la gestion des dossiers les plus complexes et les plus techniques.

Dans tous les cas, les argumentaires médicaux nécessaires à l'élaboration des écritures sont établis en interne par le service médical du FIVA et la plaidoirie est confiée aux avocats extérieurs.

64 · En application de l'article 53 -IV de la loi de financement de la Sécurité sociale pour 2001, le FIVA dispose d'un délai de six mois pour notifier sa décision.

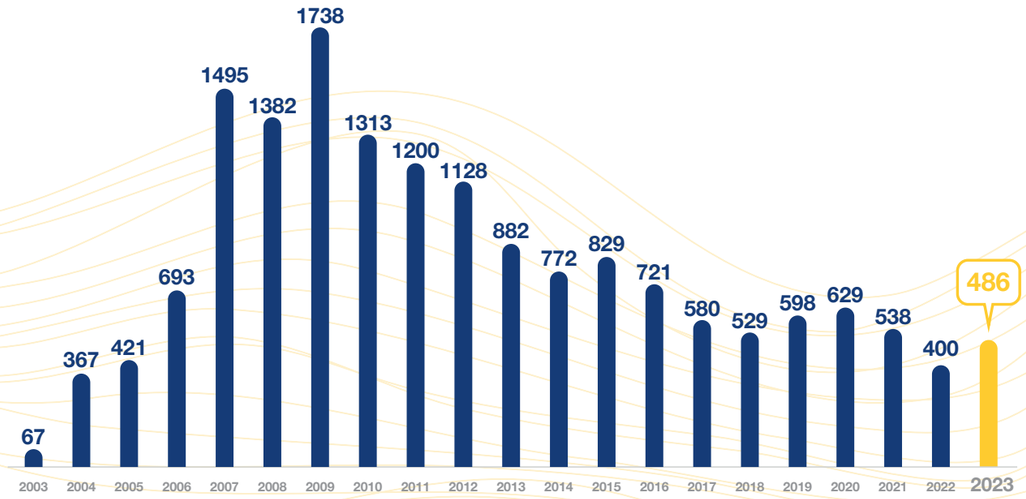
65 · Incluant la contestation du taux d'incapacité de 5 % au profit d'un taux de 8 %.

➜ Nombre de contestations des décisions du FIVA

Le nombre de recours contre les décisions du Fonds augmente de 21,5 % en 2023, 486 nouveaux recours ayant été enregistrés contre 400 en 2022. Le nombre de contentieux externalisés au titre d'un taux d'incapacité de 5 % fixé par le Fonds est aujourd'hui quasiment nul (1 recours enregistré en 2023 contre 3 en 2022).

L'augmentation des recours résulte essentiellement, quant à elle, du revirement de jurisprudence opéré par la Cour de cassation par deux arrêts du 20 janvier 2023 sur la nature duale de la rente accident du travail et maladie professionnelle, qui autorisait jusque-là l'imputation de ladite rente sur celle due par le fonds au titre du déficit fonctionnel. En conférant un caractère exclusivement professionnel à la rente accident du travail et maladie professionnelle, les décisions de la haute juridiction ont eu un effet direct et très important sur les méthodes de calcul d'indemnisation du fonds, au titre non seulement du déficit fonctionnel mais également de la perte de revenus.

Évolution du nombre de contentieux indemnitaires ouverts par année depuis 2003



L'augmentation du nombre de recours engagés entraîne une nette hausse du taux de contestation (pourcentage de décisions contestées au regard de l'ensemble des offres notifiées) qui s'établit en 2023 à 7,4 % contre 5,7 % en 2022 (soit +1,7 points).

Répartition des contentieux indemnitaires par cour d'appel

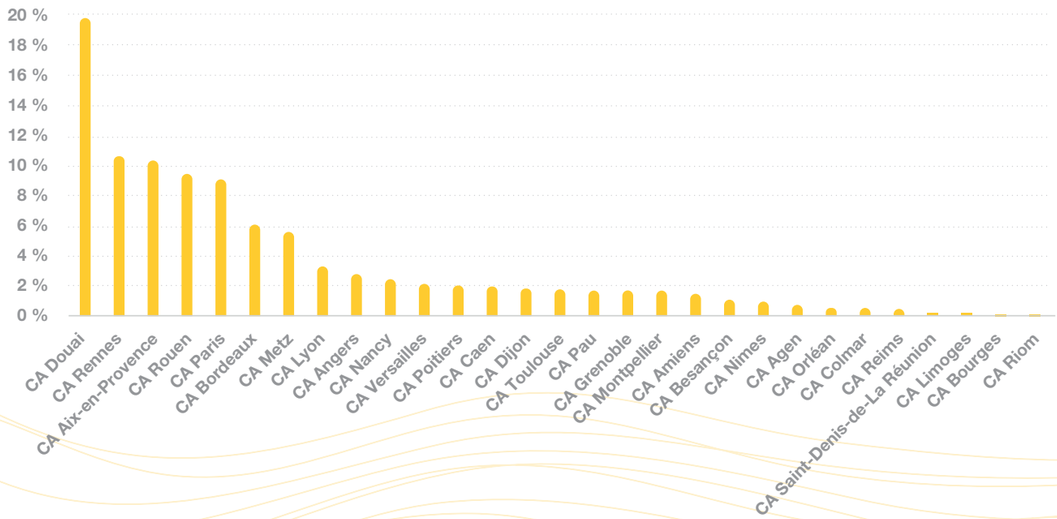
Conformément aux voies de recours fixées par l'article 53-V de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2001[66], l'ensemble des cours d'appel du territoire de la République française est amené à statuer sur les contestations formées à l'encontre des décisions d'indemnisation du FIVA.

Comme les années précédentes, les recours sont portés devant un nombre limité de juridictions (60 % d'entre eux sont concentrés devant les cours d'appel de Douai, Rennes, Aix-en-Provence, Rouen et Paris). Cependant, la répartition des cours d'appel saisies évolue nettement en 2023.

Ainsi, la cour d'appel de Rouen, qui était la cour saisie le plus fréquemment de ce contentieux en 2022, voit sa part dans l'ensemble des cours d'appel saisies diminuer franchement (–8 points), de 17 % en 2022 à 9 % en 2023. À l'inverse, la cour d'appel de Douai voit sa part représentative augmenter nettement en 2023 (+7 points) passant de 13 % en 2022 à 20 % en 2023.

Le poids des autres cours d'appel reste relativement stable.

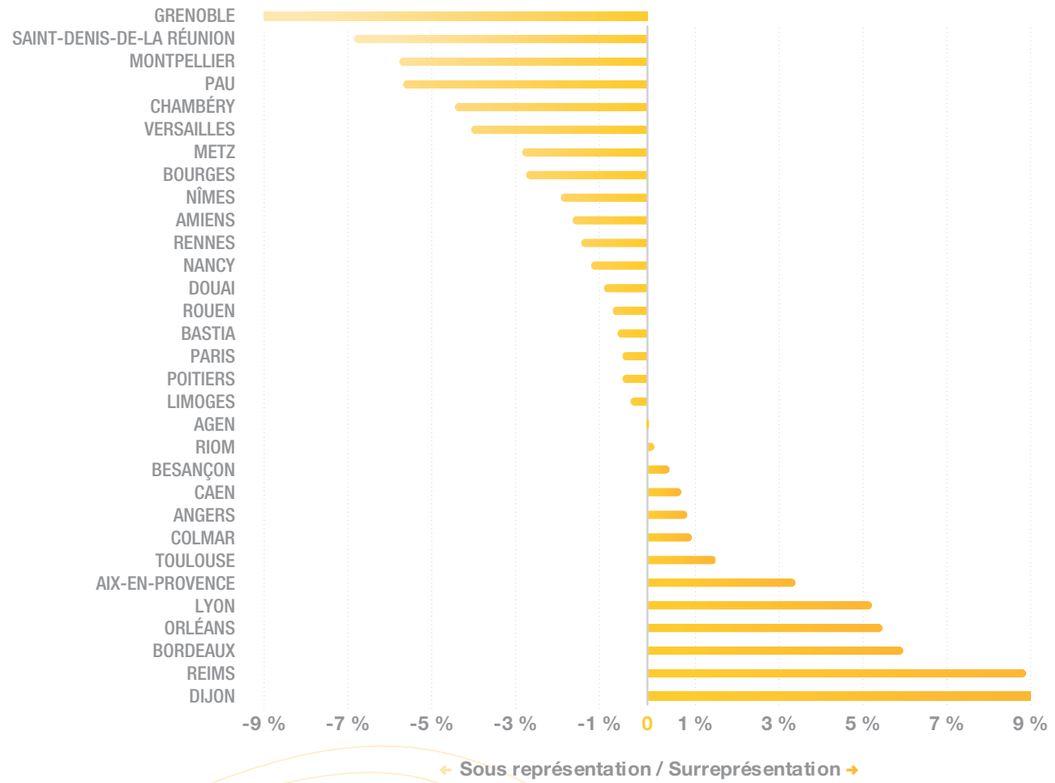
Répartition des recours par cour d'appel en 2023



Au-delà du simple nombre de recours, une seconde analyse consiste à mesurer la surreprésentation (ou sous-représentation) des cours d'appel. En rapportant le nombre de recours à la population des victimes de l'amiante connues du FIVA, il apparaît en effet que certaines juridictions sont surreprésentées, comme les cours d'appel de Dijon, Reims, Bordeaux, Orléans ou Lyon alors que les recours formés notamment devant les cours d'appel de Saint-Denis de la Réunion, Montpellier, Pau, Chambéry et Versailles sont très peu nombreux au regard de la population indemnisée par le FIVA dans leur ressort.

66 · L'action en justice « est intentée devant la cour d'appel dans le ressort de laquelle se trouve le domicile du demandeur. »

Répartition comparée des victimes FIVA et des contentieux indemnitaires par cour d'appel en 2023



Niveau des indemnisations fixées par les cours d'appel

Les compléments d'indemnisation versés par le FIVA au titre des majorations allouées par les cours d'appel se sont élevés en 2023 à un peu plus de 7,2 millions d'euros contre 5,4 millions en 2022, revenant à son niveau de 2021. Ils représentent 2,14 % de la dépense totale liée aux indemnisations (soit 335,9 millions d'euros). La part des compléments d'indemnisation alloués par les cours d'appel a ainsi augmenté de manière significative cette année (+33,33 % par rapport à 2022).

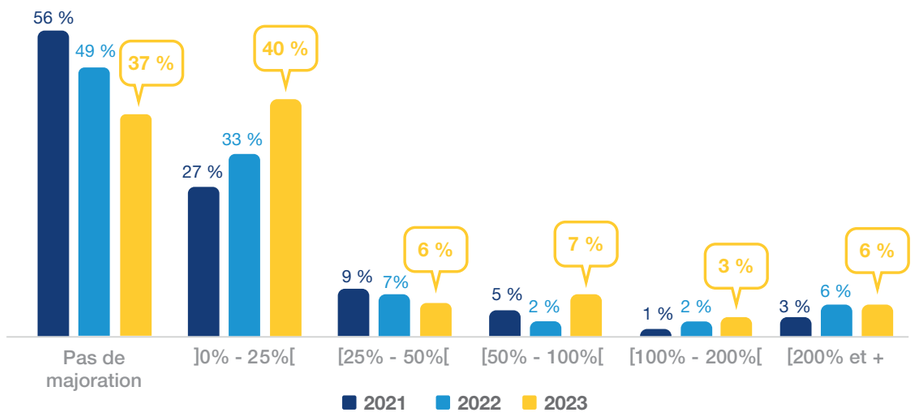
Le FIVA a en outre versé en 2023 la somme de 42 577,06 euros au titre des intérêts de retard dans le cadre de l'exécution des décisions de justice tandis qu'en 2022, ils s'élevaient à la somme de 786,95 euros. Cette évolution ne traduit pas une diminution de la qualité de service, mais les conséquences d'une décision particulière, condamnant le FIVA à régler des intérêts de retard à compter de 2011 (date de recevabilité de la demande). Cet arrêt est à lui seul responsable de 96 % de la somme versée sur 2023 (soit 40 903,10 €).

S'agissant des victimes directes, l'année 2023 est de nouveau caractérisée par une diminution des confirmations des offres du FIVA par les cours d'appel (–12 points).

Le niveau de majoration par les cours d'appel des offres sur la tranche « *0-25 %* » connait également une nette augmentation (+7 points), de même que la catégorie « *50 % - 100 %* » qui augmente de 5 points.

Les autres tranches de majoration restent par contre stables.

Niveau de majoration des arrêts rendus depuis 2021 sur des offres faites aux victimes



Dans la continuité des années précédentes, le taux de majoration décidé par les cours d'appel est d'autant plus élevé que le montant offert par le FIVA est faible.

Montant moyen des offres FIVA faites aux victimes, concernées par un arrêt de cour d'appel en 2023

- Victimes -

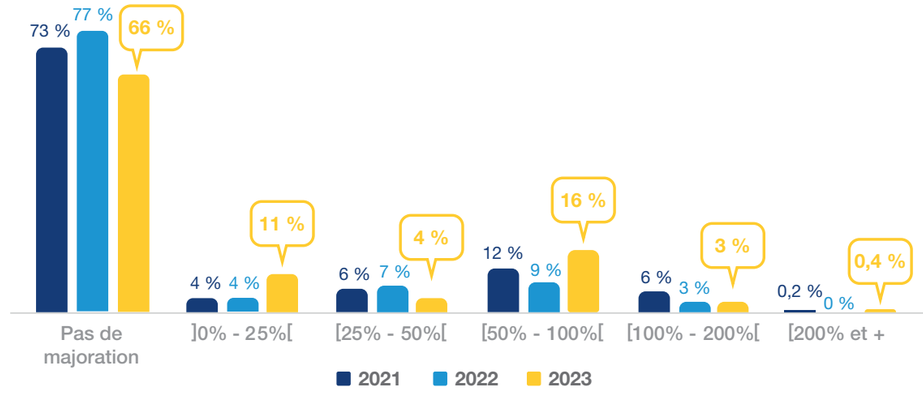
Pas de majoration 67 844 €	Pourcentage de majoration du montant de l'offre du FIVA				
	]0 % - 25 %[	[25 % - 50 %[	[50 % - 100 %[	[100 % - 200 %[	[200 % et +
	68 811 €	69 750 €	19 580 €	47 850 €	17 125 €

S'agissant des ayants droit, et alors que la confirmation des offres du FIVA par les cours d'appel était importante et croissante, la tendance s'est inversée en 2023. Le taux de confirmation des offres a perdu 11 points pour s'établir à 66 %, contre 77 % en 2022.

La tendance est identique s'agissant du niveau de majoration par les cours d'appel des offres sur les tranches *« 0-25 % »* et *« 50 - 100 % »*. Le taux de révision des offres à la hausse sur ces deux tranches a gagné 7 points.

En revanche, les autres tranches restent relativement stables.

Niveau de majoration des arrêts rendus depuis 2021 sur des offres faites aux victimes



Tout comme pour les victimes, le taux de majoration alloué par les cours d'appel est d'autant plus élevé que le montant offert par le FIVA est faible. Il convient en outre d'en relativiser l'impact financier, les sommes offertes aux ayants droit étant largement inférieures à celles proposées aux victimes directes.

Montant moyen des offres FIVA faites aux ayants droit, concernées par un arrêt de cour d'appel en 2023

- AYANTS-DROIT -

Pas de majoration 8 472 €	Pourcentage de majoration du montant de l'offre du FIVA				
	]0 % - 25 %[	[25 % - 50 %[	[50 % - 100 %[	[100 % - 200 %[	[200 % et +
	21 172 €	11 356 €	6 118 €	5 953 €	5 400 €

Principaux motifs de recours

Les principaux motifs de contestation des décisions du FIVA sont sensiblement les mêmes d'une année sur l'autre. Pour mémoire, un recours peut être formé sur différents motifs de contestation à la fois.

Principaux motifs de recours en 2023

Principaux motifs de recours	2021	2022	2023
Quantum des préjudices extrapatrimoniaux, hors incapacité fonctionnelle	29,70%	24,82%	**23,58%**
Perte de revenus des victimes et/ou des proches	10,70%	12,50%	**13,54%**
Rejets	9,80%	8,45%	**9 ,17%**
Remboursement des frais funéraires	6,60%	6,69%	**6,55%**
Rejets CECEA	10,80%	9,51%	**6,26%**
Assistance d'une tierce personne	6,00%	7,75%	**6,11%**
Imputabilité du décès	4,40%	6,51%	**6,11%**
Rejet aggravation	3,80%	5,99%	**3,93%**
Frais divers	3,10%	3,70%	**2,33%**
Préjudices hors barème (incidence professionnelle, préjudice d'anxiété, etc.)	1,10%	0,53%	**0,44%**

Le quantum des préjudices[66] *reste, depuis la création du FIVA, le principal motif des recours engagés contre les offres du FIVA malgré une diminution régulière de la part de ce motif,* ***passant de 29,70 % en 2021 à 23,58 % en 2023.***

On observe en revanche une poursuite de la progression des contentieux liés à la perte de revenus (+3 points depuis 2021) ainsi qu'une légère hausse des contentieux s'agissant des décisions de non indemnisation (hors rejet CECEA, rejets d'aggravation ou pour absence d'imputabilité du décès à la maladie liée à l'amiante). Cette dernière s'explique par une augmentation des recours engagés à l'encontre des décisions de rejet pour défaut de pièces, passant de 1,06 % à 3,06 % des motifs de rejet.

Les contestations relatives aux décisions rendues après avis de la CECEA enregistrent, quant à elles, une baisse significative de près de –4 points sur trois ans.

67 · Préjudices moral, physique, d'agrément et esthétique pour la victime ainsi que le préjudice moral et d'accompagnement des ayants droit.

Le contentieux subrogatoire

Le recours subrogatoire du FIVA est prévu par l'article 53-VI, 1er alinéa, de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2001, qui dispose : « *Le Fonds est subrogé, à due concurrence des sommes versées, dans les droits que possède le demandeur contre la personne responsable du dommage ainsi que contre les personnes ou organismes tenus à un titre quelconque d'en assurer la réparation totale ou partielle dans la limite du montant des prestations à la charge des dites personnes ».*

L'action du FIVA, sur le fondement de l'article L. 452-1 du code de la sécurité sociale relatif à la faute inexcusable de l'employeur, présente un intérêt non seulement pour l'établissement, mais également pour les victimes de l'amiante ou leurs ayants droit. En effet, si la faute inexcusable de l'employeur est reconnue, la victime peut obtenir le versement d'un complément d'indemnisation prenant la forme d'une majoration de la rente servie par l'organisme de sécurité sociale compétent, ou le versement d'une indemnité forfaitaire par ce même organisme. De plus, le principe de la majoration reste acquis à la victime en cas d'aggravation ultérieure de son état de santé[68] ou à ses ayants droit en cas de décès[69].

Recours engagés

En 2023, le FIVA a exercé 656 recours subrogatoires, dont :

- **518 recours** sur le fondement de la faute inexcusable de l'employeur ;
- **138 recours** à l'égard d'employeurs publics, concernant des fonctionnaires (jurisprudence Moya-Caville du Conseil d'État[70]).

Le FIVA était à l'initiative de l'action dans 71 % des cas, et intervenant dans des procédures déjà engagées par les victimes ou leurs ayants droit dans 29 % des cas.



68 · La majoration doit suivre l'évolution du taux d'incapacité permanente (Civ.2e, 14/12/2004, pourvoi 03-30451).

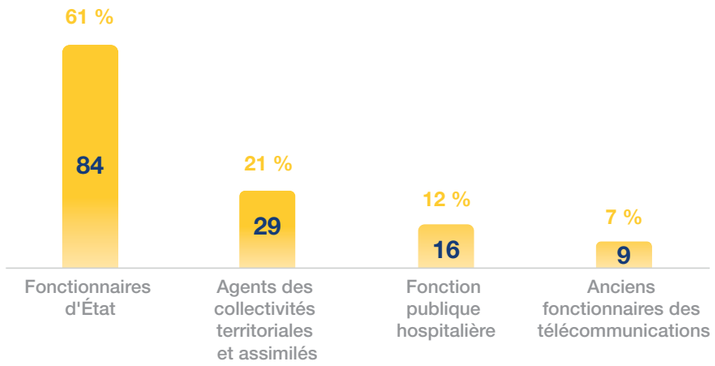
69 · Le principe de la majoration de rente reste acquis pour le calcul de la rente de conjoint survivant, en cas de décès imputable à la maladie professionnelle.

70 · L'arrêt Moya-Caville (CE, 4 juillet 2003, n° 211106) permet aux victimes d'un accident de service ou d'une maladie professionnelle relevant du régime des pensions (fonctionnaires) d'obtenir une indemnisation complémentaire.

Évolution du nombre de recours engagés depuis 2013

Nombre de recours engagés (répartition par fondement)	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Faute inexcusable de l'employeur	896	680	644	767	667	690	605	589	636	588	**518**
Juriprudence Moya-Caville (Fonctionnaires)	80	149	166	154	76	64	86	70	46	111	**138**
Reconnaissance de maladie professionnelle	5	6	4	3	2	4	1	0	2	1	**0**
TOTAL	**981**	**835**	**814**	**924**	**745**	**770**	**692**	**659**	**684**	**700**	**656**

Les 138 recours engagés dans la fonction publique se répartissaient comme suit :



Aux nouveaux recours formés en 2023, s'ajoutent les procédures engagées les années précédentes, ainsi que les dossiers en cours d'instruction et ceux en cours d'exécution[71], de telle sorte qu'au 31 décembre 2023, le nombre de dossiers actifs s'élève à 2 051.

Décisions obtenues

L'activité subrogatoire du Fonds a abouti à 595 décisions en 2023 (115 accords amiables et 480 décisions contentieuses). Plus de 11 800 décisions ont ainsi été obtenues depuis la création du FIVA (pour un montant total de recettes de plus de 530 millions d'euros).

Décisions contentieuses

Le FIVA a dû gérer un important surcroît d'activité lié à la mise en état des dossiers en cours suite au revirement de jurisprudence opéré par l'assemblée plénière de la Cour de cassation le 20 janvier 2023 (report de très nombreuses audiences durant le 1er semestre, prise de nouvelles conclusions, etc.). Malgré cela, le FIVA a enregistré 480 décisions de justice au fond[72] en 2023.

71 · Créances en instance de recouvrement auprès des employeurs et organismes de sécurité sociale.

72 · Hors décisions de procédure (CRRMP, radiation, désistement, réouverture des débats, sursis à statuer, etc.).

Évolution des décisions contentieuses rendues au fond depuis 2013

Nombre de recours engagés (répartition par fondement)	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Faute inexcusable de l'employeur	499	581	657	518	605	756	588	462	692	603	**477**
Reconnaissance de la maladie professionnelle	3	2	3	3	2	3	0	0	0	2	**0**
Jurisprudence Moya-Caville	0	3	2	3	2	4	3	9	7	1	**3**
TOTAL	**503**	**586**	**662**	**524**	**609**	**763**	**591**	**471**	**699**	**606**	**480**

50 % de ces décisions contentieuses concernent des recours initiés par le FIVA (ce dernier ayant engagé le recours dans 239 dossiers) et les autres 50%, des procédures auxquelles le FIVA s'est associé, les victimes ou leurs ayants droit ayant initié la procédure (241 dossiers).

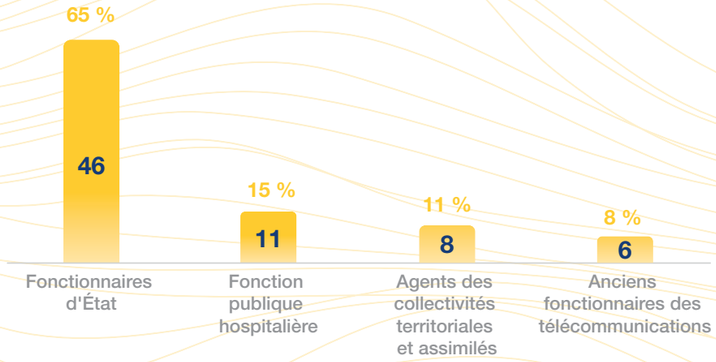
En matière contentieuse, le taux de réussite s'établit à 91 % lorsque le FIVA est à l'origine du recours et à 83 % lorsqu'il est partie intervenante.

Accords de règlement amiable

Le Fonds s'efforce toujours de privilégier le règlement amiable des dossiers dans lesquels il compte engager son recours subrogatoire, tant à l'égard du secteur privé (demande de conciliation dans le cadre de la faute inexcusable de l'employeur) que du secteur public (demande de règlement amiable dans le cas de la jurisprudence Moya-Caville).

En 2023, le FIVA a obtenu 115 accords de règlement amiable, concernant aussi bien des fonctionnaires que des salariés relevant du régime de la faute inexcusable (contre 123 en 2022).

Dans la fonction publique, le FIVA a obtenu 71 accords amiables, se répartissant comme suit :



À noter : le caractère « amiable » du règlement ne comporte pas de négociation sur les sommes dues à la victime ou au FIVA.

L'exécution du protocole conclu en 2014 avec le Ministère des Armées a abouti au règlement amiable de 43 dossiers (concernant 31 fonctionnaires et 12 salariés relevant du livre IV du Code de la sécurité sociale).

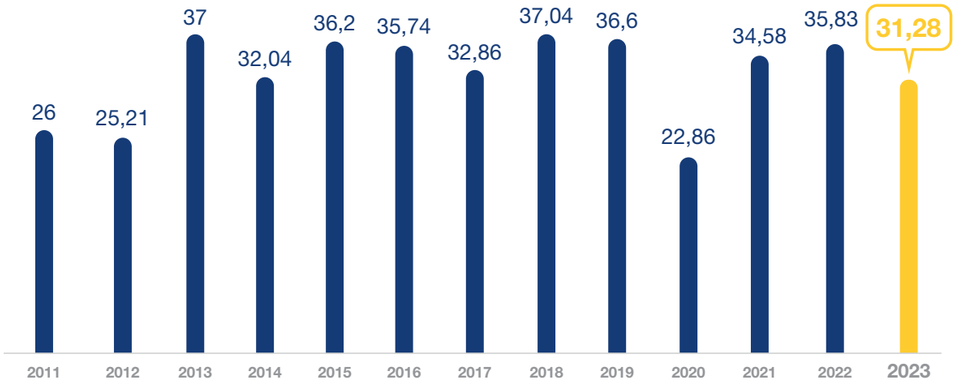
Recettes et compléments d'indemnisation

Recettes du contentieux subrogatoire en 2023

En 2023, les recettes du contentieux subrogatoire s'établissent à **31,28 millions d'euros**, se répartissant comme suit :

- **23,54 millions d'euros** obtenus au titre des actions subrogatoires engagées devant les juridictions de sécurité sociale ;
- **7,30 millions d'euros** obtenus dans le cadre des recours amiables (sur le fondement de la faute inexcusable ou de la jurisprudence Moya-Caville) ;
- **0,44 million d'euros** au titre des remboursements des frais de procédure.

Évolution des recettes de l'activité subrogatoire depuis 2011 (en millions d'euros)



Compléments d'indemnisation

L'efficacité de l'action subrogatoire doit également s'apprécier au regard des compléments d'indemnisation obtenus dans l'intérêt des victimes ou de leurs ayants droit[73]. En effet, *« la reconnaissance de la faute inexcusable de l'employeur, à l'occasion de l'action à laquelle le fonds est partie, ouvre droit à la majoration des indemnités versées à la victime ou à ses ayants droit en application de la législation de sécurité sociale »*[74].

Pour les victimes vivantes, ce complément d'indemnisation consiste en une majoration du capital ou de la rente versé(e) au titre de la maladie professionnelle (qui suivra l'évolution du taux d'incapacité permanente en cas d'aggravation de l'état de santé) ou en une indemnité forfaitaire en cas d'incapacité permanente totale.

En cas de décès de la victime, outre les sommes dues au titre de l'action successorale, le complément d'indemnisation est constitué d'une majoration des rentes d'ayant droit ou d'un versement d'une indemnisation complémentaire à la succession.

73 · Essentiellement des conjoints survivants.

74 · Article 53-VI, al.4 de la loi de financement de la Sécurité sociale pour 2001 (Loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000).

En 2023, le FIVA a obtenu 454 compléments d'indemnisations, se répartissant comme suit :

- **167 majorations de rente** pour les victimes (130 en 2022) ;
- **145 majorations de rente** pour des ayants droit (155 en 2022) ;
- **142 indemnisations complémentaires** à percevoir par les héritiers des victimes (142 en 2022).

Par ailleurs, 207 décisions de justice concernant des victimes vivantes ont précisé que la majoration allouée suivra le taux d'incapacité en cas d'aggravation, et 204 décisions ont énoncé qu'en cas de décès imputable à la maladie professionnelle, le principe de la majoration restera acquis au conjoint survivant.

31,28 M€

c'est le montant des recettes du contentieux subrogatoire en 2023.

Le contentieux devant la Cour de cassation

Jurisprudence en matière de contentieux indemnitaire

En 2023, la Cour de cassation a rendu 12 décisions en contentieux indemnitaire, dont quatre arrêts non spécialement motivés[75], trois désistements[76] et une ordonnance de déchéance[77].

Sur le fond, la Haute juridiction a fait application du revirement de jurisprudence de son assemblée plénière du 20 janvier 2023 concernant la nature de la rente accident du travail et maladie professionnelle[78] :

- **s'agissant de l'indemnisation du préjudice lié à l'incapacité fonctionnelle :** elle a censuré la décision d'une cour d'appel imputant la rente versée par la caisse de sécurité sociale au titre de la maladie dont était atteinte la victime sur son poste de préjudice indemnisant le déficit fonctionnel permanent[79] ;
- **s'agissant du préjudice économique :** la Cour de cassation a énoncé que la rente accident du travail et maladie professionnelle **constitue un revenu qui doit être pris en considération pour la détermination du revenu de référence du foyer avant le décès de la victime, dans le cadre du chiffrage du préjudice économique de la veuve**[80].

Dans un autre arrêt concernant l'indemnisation du préjudice économique d'une veuve : la Haute juridiction a censuré la décision des juges du fond omettant de proratiser le revenu de référence sur l'année en litige[81].

S'agissant du préjudice lié à l'assistance par une tierce-personne, la Cour de cassation a énoncé qu'il ne se limite pas « *aux seuls besoins vitaux de la victime, mais indemnise sa perte d'autonomie la mettant dans l'obligation de recourir à un tiers pour l'assister dans l'ensemble des actes de la vie quotidienne y compris, le cas échéant, l'entretien de son jardin.* »[82].

75 · Civ.2, 21/09/2023, pourvoi n° 22-10.491 / Civ.2, 25/05/2023, pourvoi n° 21-25.345 / Civ.2, 25/05/2023, pourvoi n° 21-25.344 / Civ.2, 15/06/2023, pourvoi n° 22-13.796

76 · Ordonnance 66 092, 27/07/2023, pourvoi n° 21-18.284 / Ordonnance 66 047, 06/04/2023, pourvoi n° 22-14.045 / Ordonnance 66046, 06/04/2023, pourvoi n° 22-14.044

77 · Ordonnance 50107, 19/01/2023, pourvoi n° 21-18.001

78 · AP, 20/01/2023, pourvois n° 20-23.673 et n° 21-23.947

79 · Civ.2, 16/11/2023, pourvoi n° 21-24.529

80 · Civ.2, 30/03/2023, pourvoi n° 21-22.961

81 · Civ.2, 09/11/2023, pourvoi n° 21-22.39

82 · Civ.2, 25/05/2023, pourvoi n° 21-24.825

Jurisprudence en matière de contentieux subrogatoire

Vingt-sept arrêts ont été rendus par la Cour de cassation dans le cadre de l'action subrogatoire du FIVA en 2023, dont sept désistements[83], une ordonnance de déchéance[84] et cinq rejets non spécialement motivés[85].

En matière de prescription, la Cour a rappelé qu'il résulte de la combinaison des articles L. 431-2 du code de la sécurité sociale et 2241 du code civil que l'action en reconnaissance de la faute inexcusable de l'employeur interrompt la prescription à l'égard de toute autre action procédant du même fait dommageable. Dès lors, elle estime que c'est à bon droit que la cour d'appel, ayant constaté que l'action en reconnaissance de faute inexcusable engagée par la victime contre son dernier employeur avait été introduite dans le délai de prescription de deux ans, en a déduit que cette action avait eu pour effet d'interrompre la prescription à l'égard d'un précédent employeur au service duquel le salarié avait également été exposé au risque, de sorte que son action était recevable[86].

En matière de caractérisation de la faute inexcusable de l'employeur, la Cour de cassation :

- a sanctionné une cour d'appel pour avoir refusé la caractérisation de la faute inexcusable de l'employeur par des motifs *« impropres à écarter la conscience que les employeurs successifs de la victime auraient dû avoir du danger auquel la victime était exposée »*. En l'espèce, pour dire que les employeurs, plusieurs sociétés d'acconage de Marseille, n'avaient commis aucune faute, les juges du fond avaient relevé que ces dernières n'avaient pas pour activité la production ou l'utilisation d'amiante ou de produits contenant de l'amiante, qu'elles n'avaient aucune information sur les opérations de chargement et déchargement, ni sur la nature des produits manipulés, que la quantité d'amiante ayant transité par le port de Marseille était très négligeable, que ces entreprises n'avaient pas été inscrites sur la liste des entreprises ouvrant droit à l'ACAATA, que les activités de chargement et de déchargement étaient largement automatisées et que les entreprises ne connaissaient pas l'identité des dockers affectés[87].

S'agissant du préjudice d'agrément, la Haute juridiction :

- a sanctionné une cour d'appel pour avoir indemnisé le préjudice d'agrément sans avoir recherché s'il était justifié de la pratique d'une telle activité par la victime et rappelé que ce préjudice est constitué par l'impossibilité pour la victime de continuer à pratiquer régulièrement une activité spécifique sportive ou de loisirs et inclut la limitation de la pratique antérieure[88] ;
- a rappelé que l'appréciation de la preuve de l'impossibilité pour la victime de continuer la pratique d'une activité régulière spécifique de loisir relève du pouvoir d'appréciation souverain des juges du fond[89].

83 · Ordonnance 60 345, 02/03/2023, pourvoi n° 22-21.609 / Ordonnance 60 214, 02/02/2023, pourvoi n° 22-20.887 / Ordonnance 61 379, 26/10/2023, pourvoi n° 23-15.272 / Ordonnance 61 381, 26/10/2023, pourvoi n° 23-17.252 / Ordonnance 61 380, 26/10/2023, pourvoi n° 23-16.610 / Ordonnance 60 214, 02/02/2023, pourvoi n° 22-20.887 / Ordonnance 60011, 12/01/2023, pourvoi n° 22-18.736

84 · Ordonnance 50677, 06/07/2023, pourvoi n° 23-11.076

85 · Civ.2, 26/01/2023, pourvoi n° 21-16.247 /Civ.2, 06/04/2023, pourvoi n° 21-21.753 / Civ.2, 11/05/2023, pourvoi n° 21-16.500 / Civ.2, 01/06/2023, pourvoi n° 22-13.820 / Civ.2, 01/05/2023, pourvoi n° 21-24.270

86 · Civ.2, 16/02/2023, pourvoi n° 21-16.168

87 · Civ.2, 22/06/2023, pourvoi n° 21-14.257

88 · Civ.2, 16/03/2023, pourvoi n° 21-14.922

89 · Civ 2, 20/04/2023, pourvoi n° 22-11.639



S'agissant du préjudice moral, la Cour de cassation :

- a fait application du revirement de jurisprudence de son assemblée plénière du 20 janvier 2023[90] en énonçant que puisque la Cour « juge désormais que la rente ou l'indemnité en capital versée à la victime d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle ne répare pas le déficit fonctionnel permanent » il en résulte que « la victime d'une faute inexcusable peut prétendre à la réparation du préjudice causé par les souffrances physiques et morales endurées, que la rente ou l'indemnité en capital n'ont pas pour objet d'indemniser ». Dès lors, la cour d'appel qui retient l'existence de souffrances morales résultant de l'anxiété face à l'évolution incertaine des plaques pleurales, est fondée à indemniser le préjudice moral de manière distincte[91] ;
- a rappelé la portée de ce même revirement de jurisprudence par le biais de 8 arrêts de rejet : dans chacune de ces espèces la cour d'appel avait retenu l'existence de souffrances morales liées à *« l'existence d'un préjudice d'anxiété résultant du fait de se savoir atteint d'une pathologie respiratoire dont certains collègues de travail ont développé des formes graves, et de la conscience d'avoir travaillé dans un environnement dangereux sans avoir été protégé efficacement » ou à « l'anxiété de se savoir atteint d'une maladie, dont certains collègues sont décédés, et au sentiment d'injustice résultant de la conscience d'avoir travaillé dans un environnement dangereux sans avoir été protégé efficacement » ou encore à « la nécessité d'un suivi médical régulier et à l'inquiétude de la victime en raison des menaces pesant sur son pronostic vital »,* justifiant ainsi l'octroi d'un préjudice moral distinct[92].

Enfin, en cas de pluralité d'employeurs, la Cour de cassation a rappelé qu'il résulte de l'article L. 461-1 du Code de la sécurité sociale qu'« *en cas d'exposition au risque chez plusieurs employeurs, les conditions de délai de prise en charge de l'affection s'apprécient au regard de la totalité de la durée d'exposition au risque considéré* » et a par conséquent censuré la décision de la cour d'appel fondant le rejet de la demande de reconnaissance de la faute formulée par le FIVA sur le fait que le délai de prise en charge de 40 ans du tableau 30 des maladies professionnelles était expiré lors de la déclaration de maladie professionnelle[93].

90 · AP, 20/01/2023, pourvois n° 20-23.673 et n° 21-23.947

91 · Civ.2, 28/09/2023, pourvoi n° 21-20.181

92 · Civ.2, 28/09/2023, pourvoi n° 21-16.948 / Civ.2, 28/09/2023, pourvoi n° 21-11.425 / Civ.2, 28/09/2023, pourvoi n° 21-11.427 / Civ.2, 28/09/2023, pourvoi n° 21-16.947 / Civ.2, 28/09/2023, pourvoi n° 21-16.944 / Civ.2, 28/09/2023, pourvoi n° 21-11.426 / Civ.2, 28/09/2023, pourvoi n° 107426 / Civ.2, 16/11/2023, pourvoi n° 21-13.459

93 · Civ.2, 19/10/2023, pourvoi n° 21-21.953

ÉVOLUTION

DES DÉPENSES, OFFRES ET DEMANDES D'INDEMNISATION DEPUIS LA CRÉATION DU FIVA

Évolution des dépenses d'indemnisation ventilées par pathologies

Pathologies	mi 2002-2015		2016		2017		2018		2019		2020		2021		2022		2023	
	%	Montants	%	Montants	%	Montants	%	Montants	%	Montants	%	Montants	%	Montants	%	Montants	%	Montants
Maladies bénignes	22,6%	1 095 622 202	10,2%	40 330 727	11,3%	38 278 118	10,4%	31 345 534	10,0%	30 145 701	9,2%	21 531 682	6,6%	18 002 397	5 %	13 356 137	4%	14 094 602
Asbestose	3,9%	188 370 172	3,6%	14 069 806	3,8%	12 968 419	3,4%	10 161 147	3,8%	11 318 206	2,8%	6 482 005	2,9%	7 908 724	3 %	8 719 509	3%	10 956 994
Cancers pulmonaires	44,3%	2 152 067 046	53,7%	212 182 427	52,7%	178 460 031	51,0%	153 402 522	50,9%	152 875 357	49,7%	116 335 842	52,6%	144 441 214	54%	142 987 125	55%	183 182 255
Mésothéliome	25,7%	1 249 820 735	31,1%	123 124 917	30,7%	104 130 248	34,1%	102 601 354	34,5%	103 552 480	37,4%	87 534 255	36,7%	100 617 397	37%	96 933 305	37%	123 913 246
Autres pathologies	3,6%	172 489 604	1,4%	5 596 240	1,4%	4 806 133	1,2%	3 571 139	0,8%	2 382 474	0,9%	2 012 890	1,3%	3 460 875	1%	2 763 125	1%	3 799 091
Total annuel	100%	4 858 369 759	100%	395 304 116	100%	338 642 949	100%	301 081 696	100%	300 274 218	100%	233 896 675	100%	274 430 607	100%	264 759 200	100%	335 799 188
Total cumulé		**4 858 369 759**		**5 253 673 875**		**5 592 316 824**		**5 893 398 520**		**6 193 672 738**		**6 427 569 413**		**6 702 000 020**		**6 702 000 020**		**7 302 705 407**

Évolution des offres d'indemnisation

Offres	mi 2002-2015		2016		2017		2018		2019		2020		2021		2022		2023	
	%	Montants	%	Montants	%	Montants	%	Montants	%	Montants	%	Montants	%	Montants	%	Montants	%	Montants
Victimes	53,6%	97 709	38,9%	7 328	38,5%	6 685	40,0%	6 137	41,4%	6 100	40,4%	5 046	37,8%	5 433	37,4%	5 295	45,5%	5 871
Ayants droit	46,4%	84 639	61,1%	11 491	61,5%	10 697	60,0%	9 216	58,6%	8 651	59,6%	7 449	62,2%	8 924	62,6%	8 847	54,5%	7 022
Total des offres	100%	182 348	100%	18 819	100%	17 382	100%	15 353	100%	14 751	100%	12 495	100%	14 357	100%	14 142	100%	12 893
Total cumulé		**182 348**		**201 167**		**218 549**		**233 902**		**248 653**		**261 148**		**275 505**		**289 647**		**302 540**

Évolution des demandes d'indemnisation

Demandes	mi 2002-2015		2016		2017		2018		2019		2020		2021		2022		2023	
	%	Montants	%	Montants	%	Montants	%	Montants	%	Montants	%	Montants	%	Montants	%	Montants	%	Montants
Nouveaux dossiers	40,1%	90334	21,5%	4228	21,0%	3952	20,2%	3736	18,9%	3724	16,0%	2724	16,9%	2916	14,9%	2699	15,2%	2652
Autres demandes	59,9%	134860	78,5%	15454	79,0%	14825	79,8%	14768	81,1%	16001	84,0%	14299	83,1%	14298	85,1%	15465	84,8%	14766
Total des demandes	100%	225194	100%	19682	100%	18777	100%	18504	100%	19725	100%	17023	100%	17214	100%	18164	100%	17418
Total cumulé		**225194**		**244876**		**263653**		**282157**		**301882**		**318905**		**336119**		**354283**		**371701**

Partie 4 — DONNÉES TECHNIQUES

PRÉSENTATION

DU BARÈME INDICATIF D'INDEMNISATION DU FIVA

Le FIVA indemnise, selon le principe de la réparation intégrale, toutes les victimes de l'amiante (salariés rattachés aux différents régimes de sécurité sociale, agents de l'État, non-salariés et victimes environnementales) ainsi que leurs ayants droit.

Le barème indicatif du FIVA, approuvé par le conseil d'administration le 21 janvier 2003 et régulièrement actualisé[94], permet de garantir l'égalité de traitement des demandeurs sur l'ensemble du territoire et d'assurer la cohérence dans la prise en compte des différents préjudices.

Indemnisation de la victime

➜ Indemnisation des préjudices patrimoniaux (ou financiers) :

- le préjudice économique (perte de revenus) ;
- les frais de soins (hospitalisation, chirurgie, pharmacie, rééducation, etc.) restant à la charge de la victime ;
- les autres frais supplémentaires (tierce personne, aménagement du véhicule et du logement, etc.) restant à la charge de la victime ;
- les frais funéraires.

Ces préjudices sont indemnisés à condition qu'ils soient justifiés médicalement et sur la base des éléments de preuve produits par le demandeur (factures acquittées, etc.).

94 · Le barème indicatif d'indemnisation a été revalorisé une première fois par délibération du 22 avril 2008 puis par un vote du 15 juin 2023 qui prévoit à la fois une revalorisation des montants et l'évolution automatique annuelle de ceux-ci dans les mêmes conditions que celles prévues pour les rentes. En application de la délibération du 20 mai 2014, les rentes servies par le FIVA sont en outre revalorisées dans les conditions prévues par l'article L.341-6 du Code de la Sécurité sociale (dernière revalorisation en date du 1er juillet 2022). Conformément à la délibération du 29 mars 2013, le taux d'actualisation de la table de capitalisation est, quant à lui, actualisé suivant la modification du taux d'actualisation en annexe 1 de l'arrêté du 27 décembre 2011 relatif à l'application des articles R.376-1 et R.454-1 du Code de la Sécurité sociale (dernière revalorisation le 5 janvier 2022). Enfin, le coût horaire de la tierce personne a été revalorisé par délibération du 16 novembre 2021 (17 €/h).



Partie 4 — DONNÉES TECHNIQUES

➜ Indemnisation des préjudices extrapatrimoniaux (ou personnels) :

L'indemnisation des préjudices extrapatrimoniaux est fonction de :

- la gravité de la pathologie, mesurée principalement suivant le taux d'incapacité tel qu'il résulte du barème médical du FIVA.
- l'âge à la date du diagnostic.

➜ Les postes de préjudice suivants peuvent être indemnisés :

- l'incapacité fonctionnelle[95] ;

  L'indemnisation par le FIVA de l'incapacité fonctionnelle repose sur une approche par point : un barème médical indicatif permet de déterminer le taux d'incapacité (de 5 à 100 %) auquel est affectée une valeur de point (en rente ou en capital).

  L'indemnisation est en principe servie sous forme de rente dont la valeur est progressive en fonction du taux d'incapacité, afin de tenir compte des conséquences de la pathologie sur l'état de santé de la victime. Le choix a été fait de privilégier l'indemnisation des pathologies les plus graves dans la mesure où les conséquences de l'incapacité fonctionnelle sont proportionnellement plus importantes pour les taux d'incapacité élevés que pour les taux faibles.

Pour une incapacité de 100 %, la rente est de 20915 euros par an (valeur au 1er avril 2023) :

Taux d'incapacité	5 %	10 %	15 %	20 %	25 %	30 %	35 %	40 %	45 %	50 %
Rente FIVA*	523	1101	1733	2422	3165	3963	4816	5724	6688	7706
Taux d'incapacité	**55 %**	**60 %**	**65 %**	**70 %**	**75 %**	**80 %**	**85 %**	**90 %**	**95 %**	**100 %**
Rente FIVA*	8779	9907	11090	12330	13622	14971	16374	17833	19347	20915

**** Montants en euros***

95 · En application de la délibération du conseil d'administration du 17 mars 2009, le poste de préjudice correspondant à l'incapacité fonctionnelle est désormais placé dans la catégorie des préjudices extrapatrimoniaux. Cette classification n'est toutefois applicable que pour les dossiers reçus à compter du 6 avril 2009.

Lorsque la rente est inférieure à 500 euros par an, l'indemnisation de l'incapacité fonctionnelle est versée sous forme de capital au moyen d'une table de capitalisation. Pour la première fois en 2022, le jeu des revalorisations successives a mécaniquement supprimé le versement sous forme de capital. Tirant les conséquences de cet état de fait, le conseil d'administration a décidé le 13 mars 2023 le versement des sommes dues sous forme de capital dès lors que l'incapacité fonctionnelle est reconnue par le FIVA à hauteur de 5 %.

Le FIVA utilise une table de capitalisation qui lui est propre, actualisée par délibération du conseil d'administration le 12 avril 2012 en fonction des critères suivants :

- *les projections pour l'année 2012 établies par l'Insee dans la table 2007-2060 (Insee – Résultats n°117 Société, décembre 2010);*
- *le caractère asexué de la table ;*
- *le taux d'actualisation en vigueur des tables de la CNAM relatif à l'application des articles R.376-1 et R.4541 du Code de la sécurité sociale. Les modifications ultérieures de ce taux entraînent une modification automatique de la table de capitalisation du FIVA le mois suivant sa publication au Journal officiel.*

- le préjudice moral ;
- le préjudice physique ;
- le préjudice d'agrément ;
- le préjudice esthétique (au cas par cas, suivant les constatations médicales notamment l'amaigrissement extrême, les cicatrices, le recours à un appareillage respiratoire, la modification cutanée ou déformation thoracique).

En cas d'aggravation de l'état de santé de la victime en lien avec la pathologie liée à l'amiante déjà indemnisée ou en cas d'apparition d'une nouvelle pathologie liée à l'amiante, l'indemnisation des préjudices patrimoniaux et extrapatrimoniaux est réétudiée en fonction de l'évolution de l'incapacité.

Indemnisation des préjudices des ayants droit

Le FIVA a sensiblement étendu la notion d'ayant droit par rapport à la définition utilisée par la Sécurité sociale (conjoint survivant, enfants, ascendants) en retenant le sens qui lui est donné en réparation intégrale, reposant sur la proximité affective.

Les proches des victimes de l'amiante peuvent demander une indemnisation au titre du préjudice moral et d'accompagnement subi en cas de décès de la victime causé par l'amiante. L'indemnisation est alors fixée selon le barème d'indemnisation et varie en fonction du lien de proximité avec la victime (de 36 000 € pour les conjoints à 3 600 € pour les petits-enfants). Depuis le 15 juin 2023, ces montants sont automatiquement revalorisés chaque année, à compter du 1er avril 2024, dans les mêmes conditions que celles prévues pour la revalorisation des rentes.

Par ailleurs, lorsque les proches subissent un préjudice économique du fait du décès de la victime (par exemple, perte de revenus du ménage), ils peuvent en obtenir réparation. Les revenus avant et après le décès sont comparés en tenant compte de la composition du ménage ; si ces revenus diminuent, le FIVA peut verser une compensation. Le conseil d'administration du FIVA a fixé les éléments à prendre en compte dans le calcul du préjudice économique du conjoint survivant.

Lorsque la victime décède des conséquences de la pathologie liée à l'amiante, les ayants droit héritiers de la victime peuvent bénéficier, en plus de l'indemnisation de leurs préjudices personnels, de l'action successorale (versement à la succession des sommes indemnisant les préjudices subis directement par la victime).

Pour plus d'informations : www.fiva.fr

FIVA

Fonds d'Indemnisation
des Victimes de l'Amiante

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2023

FIVA
Tour Altaïs
1 Place Aimé Césaire
93102 MONTREUIL CEDEX

0801 90 24 94
(N° vert gratuit)

www.fiva.fr

Juin 2024 Création : www.fredericbay.com